

Moacir Gacindo Soares Palmeira

LATIFUNDIUM ET CAPITALISME AU BRESIL:

LECTURE CRITIQUE D'UN DEBAT

Thèse de 3e Cycle présentée à la
Faculté des Lettres et Sciences Humaine
de l'Université de Paris

Paris

1971

PRÉSENTATION

Le présent travail est le résultat de recherches réalisées à Paris de novembre 1966 à juillet 1968 au Centre de Documentation et à la Bibliothèque de l'Institut des Hautes Études d'Amérique Latine, sous la direction de Monsieur François Bourricaud.

Les travaux de rédaction, commencés le mois d'août 1968, ont été interrompus pour des raisons extra-académiques en septembre et n'ont pu être repris qu'à la fin novembre. Ils ont été interrompus de nouveau au cours du mois de décembre, et ce n'est qu'au mois de mars 1969 que j'ai pu les reprendre définitivement, pour les terminer début juillet 1969.

Lorsque j'ai pris connaissance de la littérature ici analysée, j'avais un tout autre type de préoccupation. Je cherchais une base solide à la formulation d'une recherche sociologique sur "les implications politiques du développement capitaliste dans le milieu rural brésilien". J'étais conscient, bien sûr, de l'insuffisance des travaux qui traitaient de ce thème. Plus encore, il n'avait pas des travaux traitant systématiquement ce sujet, reconnu cependant comme de la plus grande importance. D'autre part j'étais aussi conscient des lacunes présentées par les "grandes interprétations" de l'histoire et de la société brésilienne. Mais, j'étais sûr qu'un travail soigneux de synthèse pourrait résoudre ces problèmes. La recherche ultérieure sur le terrain se chargerait de combler les dernières lacunes.

Cependant, au fur et à mesure que j'avancais dans la recherche bibliographique, j'étais amené à renoncer à mon intention initiale. Il me manquait à l'époque le support matériel nécessaire pour développer une re

cherche sur le terrain qui se montrait absolument nécessaire.

J'ai alors accepté la suggestion faite par M. François Bourricaud, d'analyser le matériel disponible: la masse de textes produits sur la société rurale brésilienne.

Cet ensemble de textes pouvait être pris comme des informations sur des réalités extérieures à lui; dans ce cas, je pouvais essayer une "reconstitution historique" de l'expansion du capitalisme dans le milieu rural brésilien. Toutefois, les raisons qui m'ont conduit à faire un travail sur ces textes excluaient une telle possibilité. J'ai préféré prendre comme "fait" à être analysé cet ensemble de textes lui-même.

J'ai pris comme fil conducteur un débat qui semble diviser de façon radicale les sociologues et historiens brésiliens, celui qui porte sur la nature des structures et rapports sociaux dominants dans l'agriculture brésilienne. Et j'essaie de montrer les avantages de cette procédure tout au long de cet essai.

* * *

Il faut dire un mot sur la forme de cet essai. Manipulant des textes en grande partie inconnus en France, j'ai été obligé de multiplier les citations d'auteurs brésiliens. Pour que cette profusion de citations n'encombre pas le texte, je les ai placées dans des notes. Ce faisant, je pensais laisser au lecteur le choix de lire un texte sans interférences qui puissent en gêner sa bonne compréhension.

Il faut aussi faire une deuxième remarque. Exposant un débat dont on aura l'occasion de vérifier à quel point il est engageant, j'ai pris le risque de conduire le lecteur à confondre ce qui est analysé avec ma propre analyse. Ainsi, pour signaler, aussi souvent qu'il était possible

ble, ma distance à l'égard de mon objet, j'ai eu recours aux guillemets.

J'espère, cependant, que ces licences de langage n'arrivent pas à créer des problèmes plus graves que ceux que j'e voulais éviter.

* * *

Comme il arrive à toute activité de recherche, la réalisation du présent travail a impliqué plus qu'un simple effort intellectuel. J'ai bénéficié dans cette entreprise du soutien d'un certain nombre de personnes et d'institutions. J'adresse mes remerciements à MM. les Professeurs François Bourricaud, Pierre Monbeig, directeur de l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine, et Manuel Diégues Júnior, directeur du Centre Latino-Américain de Recherches en Sciences Sociales (Rio de Janeiro) qui, avec M. Monbeig m'ont permis d'obtenir des bourses d'études à Paris. Sans ces bourses, qui m'ont été accordées, pour différentes périodes, par l'A.S.T.E.F. et par le Comité Catholique Contre la Faim et Pour le Développement, la réalisation du présent travail aurait été impossible.

D'autres professeurs m'ont aussi fait d'importantes suggestions. Mais, ma plus grande gratitude va aux amis qui, à Paris et à Rio, m'ont encouragé à mener à bout la tâche que je m'étais proposée.

INTRODUCTION

Ces dernières années s'est constitué un débat qui était destiné à prendre une place de premier rang dans la scène intellectuelle brésilienne. Poussés peut-être par l'apparente difficulté de l'agriculture du pays à suivre le développement industriel que le Brésil a connu au cours des trente dernières années, historiens et sociologues ont tourné leurs regards vers ce qu'on appelle couramment la "structure agraire". On a remis à l'ordre du jour la question de la nature des structures et rapports sociaux dominants dans l'agriculture brésilienne depuis l'époque coloniale. Est-il juste de parler de résidus féodaux dans l'agriculture brésilienne? Peut-on parler de "féodalisme" dans l'histoire du Brésil? Quelle est la spécificité du "féodalisme brésilien"? Voilà quelques unes des formes qu'a pris la question.

La préoccupation de la nature des structures et des rapports sociaux existants dans l'agriculture brésilienne n'était certes pas nouvelle. En fin de comptes, jusqu'aux années trente de notre siècle et même après, il était courant de penser que le Brésil était un pays "essentiellement agricole". Alors, toute réflexion portant sur la "réalité brésilienne" aboutissait à une réflexion sur le "Brésil agraire".

La même chose pourrait être dite de cette idée de féodalisme brésilien. Les historiens brésiliens n'ont pas résisté à la fascination que le féodalisme semble exercer auprès des historiens du monde entier. On a très tôt découvert un féodalisme autochtone. Déjà en 1895 MARTINS JÚNIOR (1)

(1) MARTINS JÚNIOR: História do Direito Nacional, 2ème partie.

prenait position devant les querelles des historiens ibériques à propos du féodalisme. Il donnait raison à Alexandre HERCULANO à propos de la non-existence d'un féodalisme portugais, mais il considérait qu'une telle affirmation ne pouvait être étendue au Brésil. Et analysant la législation coloniale et les faits de la colonisation, il concluait par l'existence d'un féodalisme brésilien qui s'était étendu pendant les trois premiers siècles de l'histoire brésilienne. Et il ajoutait: "Heureusement, nous avons en notre faveur la totalité des historiens." Et effectivement, l'image du féodalisme avait libre cours parmi les historiens de l'époque. Mais ils n'étaient pas les seuls, car les intellectuels libéraux du XIX^{ème} siècle la manipulaient avec aisance. Et, chez les plus radicaux d'entre eux, elle avait une force plus grande que celle d'une simple figure de rhétorique: ils associaient la question de la terre à la question de l'esclavage (2).

Il semble que le premier à mettre en doute cette certitude a été Roberto SIMONSEN (3). Si les historiens traditionnels s'interrogeaient d'abord sur la législation, cet auteur se réclamant entre autres de MARX et SOMBART, s'est proposé de réécrire l'histoire brésilienne à la lumière des faits économiques qu'il déclarait fondamentaux. Et au nom de ces faits économiques, il a affirmé que "le Brésil n'a jamais connu le féodalisme".

Sans vouloir pénétrer les mérites de l'oeuvre de SIMONSEN, il

(2) Cf. Joaquim NABUCO: O Abolicionismo (passim) et André REBOUÇAS: Diário e Notas Autobiográficas, pp. 416 et 442.

(3) Roberto SIMONSEN: História Econômica do Brasil, vol. I.

est indiscutable qu'il a changé le cours de ce débat sur l'existence ou non-existence d'un féodalisme brésilien. Avant lui, les historiens posaient la question du féodalisme à propos de l'histoire portugaise: "Si le féodalisme a existé ou non au Portugal, qu'en est-il du Brésil?" Ensuite, ils étaient préoccupés surtout par la législation "transplantée", le problème de la nature des capitanias hereditárias, étant considéré comme d'importance décisive. Or SIMONSEN, sans se libérer entièrement de cette problématique, allait toutefois s'en passer dans une certaine mesure, pour rendre compte de l'histoire économique brésilienne. Malgré son mécanisme, il a, pour ainsi dire, obligé les historiens à revoir leurs pro cé dures. Il faut rappeler que les auteurs comme DUARTE (4), qui ont essayé de réfuter ses thèses et de revenir au thème du féodalisme, ont inver sé le sens de la recherche des historiens traditionnels: ils sont partis à la recherche d'un nouveau terrain pour combattre SIMONSEN; ils se sont pro posés de démontrer que le "féodalisme" en question existait dans le niveau économique au même titre que dans la législation.

Mais l'impact de l'ouvrage de SIMONSEN n'a pas suffi à pousser le débat en question hors du cadre étroit où il se déroulait: ce débat allait continuer à être une querelle d'historiens. Et les auteurs qui, a près SIMONSEN, ont remis en doute l'idée d'un féodalisme brésilien n'allaient pas non plus arriver à des meilleurs résultats.

Ce n'est que de nos jours que ce débat a changé vraiment de ca ractère. C'est à partir du début des années 60 qu'il gagne le statut d'une question publique. Les discussions entre intellectuels et hommes politiques de gauche sur le problème, exposées dans des revues telles que

(4) Nestor DUARTE: A Ordem Privada e a Vida Pública Nacional.

Revista Brasiliense et Estudos Sociais ont été pionnières dans ce sens là. Une série d'articles de PRADO JÚNIOR dans la Revista Brasiliense, qu'il dirigeait, ont mené l'orthodoxie à chercher des bases nouvelles pour ses thèses. Le livre de Alberto PASSOS GUIMARÃES, Quatro Séculos de Latifúndio, paru en 1963, a fourni le meilleur exemple de cette tentative. Mais, en 1964, la même Revista Brasiliense ouvrait ses pages à M. Andrew GUNDER FRANK qui, dans un long article sous le titre "L'Agriculture Brésilienne et le Mythe du Féodalisme" s'attaquait aux thèses orthodoxes avec une virulence peu commune.

Cependant, à l'ouvrage de PRADO JÚNIOR de 1966, A Revolução Brasileira, revient le mérite d'avoir donné effectivement au débat son caractère politique. En combattant la stratégie politique de la gauche brésilienne, cet auteur s'est attaqué surtout aux conceptions courantes sur la question agraire. Répétant pratiquement SIMONSEN, il disait: "Le Brésil ne présente rien qu'on puisse désigner de façon légitime par 'survivances féodales'". Outre des nombreux comptes-rendus critiques dans des revues destinées au public cultivé, l'ouvrage a servi de prétexte pour la publication de deux petits livres et de nombreux documents politiques. Les thèses du VIème Congrès du Parti Communiste Brésilien (1967) vouées à la question agraire ont été, en bonne partie, destinées à répondre à PRADO JÚNIOR(5).

(5) Cid SILVEIRA, "Teoria Marxista da Revolução Brasileira", Revista Civilização Brasileira, Rio de Janeiro, (8): juillet 66; César MALTA: "'A Revolução Brasileira' de Caio Prado Junior", Revista Civilização Brasileira, (9-10): sept.-nov. 66; ASSIS TAVARES: "Caio Prado Junior e a Teoria da Revolução Brasileira", (11-12); déc. 66-mars 67; José Arthur RIOS: "A Revolução Brasileira", Cadernos Brasileiros, Rio de Janeiro, (37): spt.-oct. 66; Ruy FAUSTO: "'A Revolução Brasileira' de Caio Prado Junior", Teoria e Prática, São Paulo, (2): out. 67; Paulo CAVALCANTI: Os Equívocos de Caio Prado Junior, São Paulo, Argumentos, n/d; Valter POMAR: A Questão Agrária e a Contra-Revolução do sr. Caio Prado, Rio de Janeiro, Ed. Alvorada, 1969 (roneo.). Voir aussi la collection du journal Voz Operária de 1967.

Depuis cette époque, il est devenu presque obligatoire entre historiens et sociologues de prendre une position devant cette question, ne serait-ce que pour la rejeter. Même des textes se voulant strictement techniques se croient obligés à se définir (6) et les revues scientifiques n'ont pas, elles non plus, échappé au débat (7).

* * *

En posant ce débat comme objet d'analyse, il ne saurait être question de le prendre tel qu'on le trouve dans n'importe quelle "lecture". Pour aller jusqu'aux "problèmes réels" qu'il soulève, il faudrait identifier la problématique qui le soutient, car, comme le dit Louis ALTHUSSER, "penser l'unité d'une pensée idéologique déterminée... sous le concept de la problématique, c'est permettre la mise en évidence de la structure systématique typique, qui unifie tous les éléments de la pensée, c'est donc découvrir à cette unité un contenu déterminé, qui permet à la fois de concevoir le sens des 'éléments' de l'idéologie considérée - et de mettre en rapport cette idéologie avec les problèmes légués ou posés à tout penseur par le temps historique qu'il vit." (8).

Cependant, la mise en évidence de la problématique ne serait pas viable par la seule identification du système thématique. S'agissant non pas de l'unité d'une pensée individuelle mais de l'unité possible de la

(6) Par exemple, CIDA: Posse e Uso da Terra e Desenvolvimento Sócio-Econômico do Setor Agrícola - Brasil, Washington, 1966.

(7) C'est le cas, par exemple, de América Latina, publiée par le Centre Latino-Américain de Recherches en Sciences Sociales à Rio de Janeiro, où M. Caio PRADO JÚNIOR a fait un compte-rendu du travail du CIDA (América Latina, (3): juillet-sept. 67, 117-124). Dans la même revue Otávio Guilherme VELHO a publié un article qui revient au thème du débat en question: "O Conceito de Camponês e sua Aplicação à Análise do Meio Rural Brasileiro", América Latina, (1): janv.-mars 1969, 96-104.

(8) Louis ALTHUSSER: Pour Marx, pp. 63-64 (souligné par l'auteur).

pensée de tout un ensemble de penseurs, il faudrait, en plus d'une certaine connaissance du champ idéologique (9), qui relie cette problématique à d'autres problématiques, connaissance qui ne se complète qu'avec la mise en lumière de cette problématique, avoir une idée plus ou moins précise du "lieu sociologique" de ce débat; c'est-à-dire du champ intellectuel (10) qui lui sert de support et des conditions historiques et sociales qui rendent possible son existence.

En travaillant simultanément avec les concepts de champ intellectuel et de champ idéologique, nous prenons le risque de réunir deux concepts qui ont pour ainsi dire, des "histoires" différentes. Pour ne pas aller trop loin, rappelons que celui d'ALTHUSSER se pose comme relevant des "principes marxistes d'une théorie de l'évolution idéologique", pendant que le premier s'inspire plutôt de la sociologie des religions de Max WEBER et de toute une production sur la "consommation culturelle". Nous pouvions, certes, argumenter en notre faveur, qu'il y a aussi des sources communes aux deux élaborations (BACHELARD, en serait une). Cela cependant, ne saurait suffire à rendre les deux concepts compatibles entre eux. Et ce serait même une manière de renier - en faisant appel à une "théorie des sources" - ce qu'il y a de commun et de spécifique à l'effort théorique des deux auteurs. Car, quelles que puissent être les dif-

(9) Pour le concept de champ idéologique, voir l'ouvrage de Louis ALTHUSSER: Pour Marx, pp. 57 à 78.

(10) Pour le concept de champ intellectuel, voir Pierre BOURDIEU: "Champ Intellectuel et Projet Créateur"; "Système d'enseignement et Systèmes de pensée"; et en collaboration avec Jean Claude PASSERON, "Sociology and Philosophy in France since 1945 - Death and Resurrection of a Philosophy without Subject", passim.

férences entre les "théories du social" mises en jeu, ce qui nous permet, tout d'abord de les rapprocher, c'est l'"accord épistémologique", pour employer les termes mêmes de BOURDIEU (11), qui existe, traduit dans le refus de tout substantialisme et dans la mise à l'oeuvre d'une "logique relationniste".

Mais, il n'y a là qu'une "condition générale". Le rapprochement des deux concepts n'est possible que par la place que chaque discours ouvre au concept de l'autre. Ainsi, lorsque ALTHUSSER distingue le "champ idéologique" des "problèmes et structures sociaux qui le soutiennent" et parle des "liens complexes de l'individu à l'histoire", il laisse une place pour des structures autres que celle qui soutient la formation sociale toute entière. De même, chez BOURDIEU, il y a la reconnaissance manifeste d'un champ qui entretient des rapports privilégiés avec le champ intellectuel et qui n'est pas un "système d'agents", tel celui-ci, mais un "système des relations entre les thèmes et les problèmes". Nous sommes tentés de voir dans le concept de "champ culturel" l'équivalent fonctionnel du concept de "champ idéologique" dans les conditions spécifiques d'existence d'un champ intellectuel doté d'un maximum d'autonomie et d'isolement: et dans le concept d'"inconscient culturel" l'équivalent du concept d'"idéologie" (ou "inconscient idéologique"). Mais, qu'une telle équivalence soit ou ne soit pas juste, ce qui est sûr c'est que tous ces concepts portent sur un même "espace" théorique.

Mais, dans ce cas, on pourrait se demander pourquoi ne pas travailler avec le concept de "champ culturel", au lieu de celui de "champ idéologique"? Or, ce que nous essaierons justement de montrer, en nous rappor

(11) BOURDIEU: Le Métier de Sociologue, p. 11.

tant au champ intellectuel dont il est question, c'est que la constitution d'un tel champ ne constitue pas un mouvement d'autonomisation dans le sens ou l'entend BOURDIEU. Au contraire, elle signifie l'instauration d'un rapport privilégié avec le champ politique. Et, quoiqu'elle affirme des critères de légitimité qui ne sont pas ceux du champ politique, elle n'implique pas pour autant un système autonome de thèmes et problèmes ou, autrement dit, elle n'instaure pas le support pour l'existence d'une "tradition intellectuelle". La continuité du champ intellectuel n'y est assurée que par la permanence des règles de légitimité et non par une quelconque transmission substantive de problèmes propres à la communauté intellectuelle. Il n'y a pas, à la rigueur, de "problèmes et thèmes culturels", le champ intellectuel ne faisant que rédéfinir les problèmes que lui sont posés à travers le champ politique.

* * *

En faisant une historique sommaire du débat sur la nature de la société rurale brésilienne, nous avons montré combien on peut reculer en arrière pour en chercher les origines. Mais nous avons également signalé que ce débat gagne avec SIMONSEN de nouveaux contours.

Or, si nous revenons à ce point, sans nous préoccuper des contributions individuelles des auteurs, nous voyons que c'est entre les années 20 et 30 de notre siècle que les problèmes en question prennent une forme nouvelle. Sans arriver aux termes radicaux de SIMONSEN, les "sociologues" du début du siècle donnaient déjà chaque fois plus d'importance à la "réalité" tout en s'occupant de moins en moins du "droit".

Cette substitution d'un objet sociologique à un objet juridique formel coïncide, à en croire les indications de ceux qui se sont occupés

de l'histoire des idées au Brésil, mais surtout à cette indication-clé que constitue leur propre discours, avec la constitution d'un champ intellectuel relativement autonome. Ces auteurs, sans qu'ils le sachent, marquent bien cette rupture. Tous divisent l'histoire de la pensée politique et sociologique au Brésil en deux périodes: une période pré-scientifique, qui va jusqu'à 1930 et une période scientifique, qui commence à cette époque là. Or, cette classification tout en étant inacceptable (12), témoigne pourtant une adhésion aux règles de légitimation intellectuelle qui sont devenues dominantes à partir de cette époque. Les historiens de la littérature font la même chose lorsqu'ils divisent l'histoire de la littérature dans un "avant 1920/30 colonial" et un "après 1920/30 national".

Le "Mouvement Moderniste", présenté au public par la "Semaine d'Art Moderne" de 1922 est le fait choisi en général pour marquer la transformation qu'a connue la vie intellectuelle brésilienne de l'époque: "Jusqu'à 1922, c'est-à-dire, jusqu'à la "semaine d'art moderne", il n'y a pas, à proprement parler, une histoire, mais seulement une pré-histoire du Brésil. On n'avait pas, jusqu'à ce moment là, une philosophie propre, une science à nous, un art, une littérature et une poésie authentique. Nous n'avions pas une conscience de nous mêmes, nous ne savions pas ce que nous étions, nous ne nous connaissions pas, nous étions un sous-produit, un reflet de la culture européenne. Nous ne nous regardions pas avec nos propres yeux, mais avec les yeux des européens. Nous avions honte de nous mêmes, de notre pauvreté, de notre manque de culture, de notre infériorité. Pénétrés jusqu'à la moelle des os par la culture européenne, nous étions aveu

(12) Voir la critique qu'en fait Wanderley Guilherme DOS SANTOS dans son article: "A Imaginação Política Social Brasileira", passim.

gles et sourds à tout qui concernait le Brésil." (13).

Préoccupés de faire justice à ce mouvement intellectuel, les auteurs brésiliens n'ont paradoxalement pas vu la véritable rupture qu'il a représenté (14). S'occupant de discuter les courants qui se sont formés à l'intérieur du mouvement et le problème de leur authenticité, ils ont laissé échapper le projet commun qui donnait forme à toutes ces tentatives "modernistes": ils n'ont pas vu que le projet moderniste restait sous-jacent à l'existence de cette multiplicité de courants. Là où les historiens de la littérature n'ont vu que des disputes inutiles à propos de la fidélité à l'esprit du mouvement, s'installaient en fait de nouvelles règles de légitimation intellectuelle.

En reniant l'image de l'intellectuel dilettant, le mouvement de 22, et après lui le "mouvement des éducateurs" des années 30, ont lutté pour transférer à la communauté intellectuelle le jugement des produits intellectuels, jusqu'alors privilège de l'élite politique. Ce faisant ils se sont engagés dans une lutte sans fin pour établir les supports qui rendraient possible une activité de recherche libre d'interférences. Une idée presque mystique de l'université a pris corps à l'intérieur de ce projet intellectuel.

(13) Roland CORBISIER: "Situação e Alternativas da Cultura Brasileira", pp. 213-214.

(14) Cela n'a pourtant échappé à Mario DE ANDRADE, un des chefs-de-file du Mouvement Moderniste, qui a affirmé que "le modernisme au Brésil a été une rupture; il a été un abandon conscient de principes et de techniques; il a été une révolte contre l'intelligence nationale" (O Movimento Modernista, Rio, 1942, apud WERNECK SODRÉ, op. cit., p. 533).

En dénonçant "l'aliénation culturelle", en voulant renoncer aux modèles étrangers, l'intelligentsia brésilienne des années 20/30 va faire du nationalisme une composante de la vie intellectuelle aussi importante que les recherches formelles. Ce nationalisme marque de façon indiscutable toute la production intellectuelle qui s'ensuit. Il convient de rappeler que la sociologie brésilienne naît en bonne partie dans les "études brésiennes", qui font leur apparition dans des collections telles que Brasiliana et Documentos Brasileiros (15), qui se multiplient surtout après 1930.

Le simple énoncé de ce projet suffirait à indiquer une intention politique. Et la "coïncidence" du développement de son projet avec la montée politique de la petite bourgeoisie ne serait sûrement pas une coïncidence. Mais, ce qu'il importe de retenir, c'est que, outre cette "intention politique", cela signifie un nouveau rapport qui s'établit entre le champ intellectuel et le champ politique: entre les exigences de "légitimité intellectuelle" se place l'exigence d'un certain engagement politique de l'intellectuel. Il n'est donc pas surprenant de trouver dans l'intelligentsia une des sources de cadres des mouvements contestataires de l'époque. L'ébauche d'université qui se développe alors n'arrive pas à constituer un public proprement universitaire; au contraire, on trouvera, dans les universités, de même que hors-université, un public

(15) Mário DE ANDRADE nous dit, en faisant un bilan de la contribution du mouvement moderniste: "(...) Il a formulé un nationalisme descriptif qui, tout en faisant de la mauvaise poésie, a systématisé l'étude scientifique du peuple national, dans la sociologie en général, dans le folklore en particulier, et dans la géographie contemporaine. (...)" (O Empalhador de Passarinho, S. Paulo, s/d., p. 162; apud WERNECK SODRÉ, op. cit., p. 535).

politique, avec lequel l'écrivain - qu'il s'agisse de l'homme de lettres ou du sociologue - entretient un rapport politique.

Ce nouveau rapport entre champ intellectuel et champ politique ne s'établit pas sans répercussion au sein du champ intellectuel: on voit les différentes disciplines changer leurs positions dans ce champ. Historiens et sociologues déplacent juristes et hommes de lettres du centre de ce champ intellectuel. On voit des ouvrages de sociologie être élevés à la condition de monuments littéraires et des ouvrages littéraires s'affirmer par leur caractère sociologique.

C'est dans les limites établies par cette inflexion subie par le champ intellectuel autour des années 20/30 que se place toute la production intellectuelle jusqu'à nos jours, les grands mouvements de prise d'auto-conscience intellectuelle qui suivent n'étant que la mise en place des principes associés à une telle rupture (qu'ils le proclament ou non), voire des efforts vers son institutionnalisation (16).

Mais, le champ intellectuel a quand même connu certains changements. Qu'on prenne la hiérarchie des thèmes qui se proposaient aux historiens et sociologues et l'on verra que la question de l'existence ou non de rapports féodaux dans l'agriculture brésilienne y est présente, sans

(16) Ce serait le cas, par exemple, de l'Institut Supérieur d'Etudes Brésiliennes (ISEB), organe d'enseignement et de recherche qui s'est formé en 1956 et qui a existé jusqu'à 1964, réunissant surtout des intellectuels de gauche, qui, sous le patronage du Ministère de l'Education, se proposait de formuler "l'idéologie du développement" brésilien (une aile de ces intellectuels parlait même de formuler une "culture nationale"). La façon dont un de ses fondateurs pose la "rupture" des années 20/30 - "l'apparition d'une intelligentsia nationale ouverte aux problèmes du pays et intéressée à leur solution, capable de devenir l'organe de la conscience nationale" (CORBISIER: op. cit., p. 213) - permet de voir la liaison entre le projet sous-jacent et celui de l'ISEB.

constituer pour autant une question centrale. On n'y arrive qu'à travers la discussion de la nature de l'Etat ou les grandes synthèses d'histoire économique. Une acceptation tacite des "thèses" de la seule organisation politique de gauche de quelque signification, le Parti Communiste Brésilien, et le caractère presque exclusivement urbain des luttes sociales en fourniraient l'explication.

En fait, ce n'est que de nos jours - après l'apparition soudaine du mouvement paysan, mais surtout avec la mise en doute des thèses politiques "orthodoxes" par des organisations politiques se voulant à gauche du Parti Communiste - que la question de la nature des rapports sociaux dominants dans l'agriculture brésilienne se pose comme une question politique. La signification que chaque courant attribue à la position d'autrui et à la sienne en est caractéristique:

"Si la structure agraire a toujours eu une 'configuration capitaliste', pourquoi la révolutionner? (...) La théorie du capitalisme colonial n'est donc pas une trouvaille historique si innocente. Il s'agit d'une théorie conservatrice, réactionnaire, qui, bien menagée, s'encadre parfaitement dans les schémas politiques les plus rétrogrades" (17).

"The policy conclusion logically derived from this analysis is of course to abolish feudalism and to follow the same general course of development as the developed countries. (...) If the present underdevelopment and ills of agriculture are already due to capitalism, they can scarcely be eliminated by 'extending' capitalism still further. In that case it is capitalism, not feudalism, that needs to be abolished" (18).

Cependant, c'est en tant que question politique qu'elle devient

(17) Alberto PASSOS GUIMARÃES: Quatro Séculos de Latifúndio, p. 31.

(18) Andre GUNLER FRANK: Capitalism and Underdevelopment in Latin America, pp. 224 et 240.

un "problème réel". Ce qui pourrait être simple querelle entre historiens gagne une "densité idéologique" qui, quels que soient les malentendus sémantiques, la fait apparaître comme un obstacle à la pratique politique aussi bien qu'à la pratique scientifique. La question politique d'aujourd'hui - qui occupe des penseurs marxistes (ou se réclamant du marxisme), mais aussi des penseurs qui n'étant pas des marxistes se rapportent, en tout cas, dans leur pratique intellectuelle au matérialisme historique comme point de repère par excellence - attribue un sens politique aux disputes d'hier, les transformant en éléments d'un même débat.

* * *

La connaissance des "conditions d'existence" de ce débat nous a permis de le disposer d'une façon différente de celle qui découlerait d'une lecture naïve. Tout d'abord, elle nous a permis d'éliminer les références explicites d'auteurs appartenant à d'autres champs intellectuels, références à un "féodalisme brésilien", utilisées souvent comme des "arguments d'autorité" par les participants du débat - encore que nous ayons gardé, bien sûr, les références à ces références comme un symptôme des rapports qui s'établissent entre ces auteurs et leur objet. D'autre part, elle nous a permis de confronter des auteurs éloignés de trente ans ou plus (les dates n'étant que les marques imparfaites d'une rupture qui n'obéit pas toujours à des considérations temporelles) en les mettant dans la position d'adversaires toujours en présence d'un débat en cours de développement, écartant des considérations d'ordre chronologique, à condition qu'ils aient une problématique commune et soient soumis à la contrainte des mêmes règles de légitimation intellectuelle. Ensuite, elle nous a permis d'écarter toute préoccupation des trajectoires individuelles des

auteurs et ne considérer que des positions assumées devant des questions relevant d'une problématique qui en est responsable par l'unité.

Une fois dégagée la thématique du débat, qui d'ailleurs n'est pas si manifeste qu'on ne le suppose d'ordinaire, nous l'avons disposée comme autant des questions possibles permettant un certain nombre de réponses possibles. En respectant la "division de travail" que ces auteurs établissent entre histoire et sociologie, nous les avons groupées sous les deux grandes rubriques de "débat des historiens" et "débat des sociologues". Les questions incluses sous la première rubrique y ont été disposées selon l'ordre que les auteurs considèrent propre à l'histoire, l'ordre chronologique. Quant au "débat des sociologues", le classement des questions selon l'ordre que les auteurs reconnaissent comme celui de la sociologie, l'ordre des poids de détermination, présente des problèmes: comme il existe des divergences sur ce qui constitue la question-clef, l'idéal serait de poser deux fois les mêmes questions en fonction des questions que chaque courant reconnaît comme essentielles. Mais, considérant que cette répétition n'apporterait pas d'informations nouvelles sur les problèmes soulevés par le débat ou sur les démarches que y sont mises en pratique, nous avons préféré ne pas le faire. De même, pour des motifs d'exposition, nous avons parfois franchi les limites que nous nous étions imposées.

Il est évident que toutes les réponses possibles ne sont pas "réalisées" par chaque exposé individuel. Cependant, il est important de faire remarquer que la presque totalité des réponses possibles est recouverte par les réponses données par l'ensemble des exposés individuels; et, surtout, que la totalité des réponses possibles se trouvent, "virtuelle-

ment", dans chaque discours individuel, sous la forme des "lacunes" et d'"absences" qui renvoient à d'autres discours individuels.

Mais nous nous sommes adressés surtout à un autre type de lacune: à celles que nous avons trouvées dans le discours "complet" de l'ensemble des auteurs. C'est en l'interrogeant sur ce qu'il n'a pas interrogé que nous avons cru pouvoir avancer, dans la dernière partie du travail, des propositions visant à rompre le cercle que ce débat se pose comme limite et atteindre les problèmes réels qu'il indique.

LE DÉBAT DES HISTORIENS

1. LE FÉODALISME PORTUGAIS

Qu'ils soient historiens ou sociologues, dans des textes à finalité didactique ou dans des ouvrages voués à l'érudition, visant n'importe quel thème, les auteurs commencent toujours par chercher les origines.

Le problème de l'existence de "rapports féodaux" ou "semi-féodaux" dans l'agriculture brésilienne n'échappe pas à cette règle. On le trouve toujours associé au problème de l'existence antérieure d'un "régime féodal" dominant dans quelque point de l'histoire brésilienne.

Mais ce deuxième problème n'échappe pas non plus à cette règle. Il semble inconcevable au sociologue ou à l'historien qu'il puisse lui donner une réponse sans aller plus loin, sans chercher ailleurs l'origine du "régime" qu'il a la prétention d'y trouver.

Ce nouveau pas-en-arrière renvoie le chercheur à l'histoire du Portugal. Et voilà que là où celui-ci pensait trouver une base solide pour l'explication d'une histoire dont celle du Portugal serait du moins en partie responsable de l'existence, il retrouve des questions semblables à celles auxquelles il voulait répondre. Il rejoint un autre débat qui depuis plus d'un siècle se déroule entre des historiens portugais et espagnols à propos du féodalisme dans la Péninsule Ibérique (1).

(1) Voir le texte classique de Alexandre HERCULANO: "Da Existência ou Não Existência do Feudalismo nos Reinos de Leão, Castela e Portugal" (1875-1877). Herculano nie que le Portugal ait connu le féodalisme, s'opposant à la thèse de l'historien espagnol CARDENAS: "Pour affirmer que les institutions d'un pays sont féodales, il faut déterminer d'avance les conditions impératives, le caractère et les traits exclusifs du féodalisme." (p.202). "Le caractère des institutions, ou plutôt, du droit public écrit ou coutumier (du Portugal) (...) y a été non seulement étrange mais encore opposé au caractère du féodalisme." (pp. 183-184).

Les historiens brésiliens esquivent la question radicale posée par les historiens portugais — le Portugal a-t-il connu le régime féodal? — en adoptant des formules du genre "féodalisme atypique" pour désigner la nature de la société ibérique. Du même coup, en renversant le sens de leur recherche, ils déplacent le problème vers un autre point et posent la question à un autre niveau. Ce qu'ils se demandent alors ce n'est plus si le Portugal a connu le régime féodal, mais si le féodalisme était encore dominant au Portugal au XVI^e siècle.

Les défenseurs de la thèse du féodalisme brésilien répondent affirmativement, bien qu'un peu différemment. Une première réponse nous dit: oui, mais en désagrégation, comme partout en Europe; il y avait, c'est vrai, un groupe mercantile important, mais non dominant (2). D'autres nous disent: étant données les conditions spécifiques de l'histoire portugaise, le féodalisme s'y est instauré parallèlement à la poussée mercantiliste et à un moment où il commençait à décliner en Europe; le groupe mercantile (qu'il ne faut pas confondre avec une classe de capitalistes commerciaux) était dominant au XVI^{ème} siècle, mais il allait aussitôt perdre son hégémonie au profit de l'aristocratie féodale (3).

Chez les tenants de la thèse opposée, on trouve, à côté d'une réponse franchement négative (4), une réponse affirmative qui signale le caractère dualiste de l'économie portugaise: si les villes du littoral étaient

(2) Alberto PASSOS GUIMARÃES: Quatro Séculos de Latifúndio, ch. II.

(3) Nelson WERNECK SODRÉ: Formação Histórica do Brasil, Introduction.

(4) "En vérité, le Portugal en 1500 ne vivait plus sous le régime féodal." Roberto SIMONSEN: História Econômica do Brasil, tome I, p. 124. (Voir aussi ch. II et IV).

en plein essor capitaliste, l'arrière-pays restait soumis au féodalisme (dans sa forme atypique, bien sûr). (5) (6)

(5) Sérgio BAGU: Economía de la Sociedad Colonial, p. 54. L'historien argentin, après avoir cité Simonsen, nous dit: "... pero el abundante capital comercial portugués, además de ser fiscalizado en buena parte por extranjeros, se encontraba tan desligado, si no más, de la economía nacional, como el español de la misma época. Traficaba en todos los continentes y arribaba expediciones que aseguraran el dominio de Portugal sobre el suelo brasileño, pero no fue aplicado para quebrantar las condiciones feudales de producción que seguían predominando en los campos lusitanos y que habían unido la economía nacional a un ritmo medieval, del cual no ha salido hasta nuestros días."

On voit que BAGU, de même que WERNECK SODRÉ (op.cit., "Colonisation"), en nuanciant le problème, veulent "sauver" l'explication de l'histoire subséquente du Portugal.

(6) Signalons que PASSOS GUIMARÃES (op.cit., p. 39), WERNECK SODRÉ (op.cit., p. 45) et SIMONSEN (op.cit., p. 59) font appel, tous les trois, défendant leurs thèses respectives, au texte de Gonzalo de Reparaz Hijo qui suit:

"À la fin du XIV^e siècle, il avait déjà au Portugal une classe mercantile cosmopolite, riche et influente, ayant des goûts et des intérêts opposés à ceux des barons féodaux. Armateurs et commerçants, unis au peuple des villes maritimes, ont fait la révolution de 1383/1385, se refusant à reconnaître Don Juan de Castille, gendre de Don Fernando, et proclamant Don Juan de Avis, fils bâtard de Don Pedro, roi du Portugal. Aux côtés du roi de Castille, se trouvaient les magnats et les grands propriétaires terriens. En Aljubarrota les négociants et les armateurs ont triomphé des seigneurs des terres, et avec eux la côte et la politique océanique et de transports. La mer a vaincu la terre." (La Epoca de los Grandes Descubrimientos Españoles y Portugueses, Barcelona, 1951, p. 128. Apud WERNECK SODRÉ, op. cit., p. 45.)

2. L'ETHOS DE LA COLONISATION

Après avoir défini le "régime" dominant au Portugal, les historiens s'interrogent sur la signification du mouvement d'occupation et valorisation des terres du Nouveau Monde. Ce faisant, ils s'interrogent d'abord sur le caractère même de l'entreprise colonisatrice en soi; ensuite sur le rôle joué par l'Etat, finalement, sur le caractère des institutions "transplantées".

L'entreprise coloniale

S'il y a une certaine unanimité des historiens à propos de la participation du capital commercial et de la noblesse portugaise à l'entreprise colonisatrice (1), il existe une divergence en ce qui concerne le poids attribué à cette participation et à la répercussion de l'entreprise sur les rapports de pouvoir dans la métropole.

Les tenants de la thèse féodale font remarquer le rôle joué par l'entreprise: celui d'éviter l'acharnement du conflit entre le groupe mercantile et la noblesse (en particulier la petite noblesse ruinée), donnant la possibilité à la noblesse de réaliser pleinement dans la colonie son "projet féodal" (2), alors que le groupe mercantile ferait accroître

(1) PASSOS GUIMARÃES accentue la prédominance des homens de qualidades sur les homens de bens dans l'entreprise coloniale (op. cit., ch. II et III).

Voir aussi: WERNECK SODRÉ (op. cit., "Introduction" et ch. I); Paulo MERCADANTE (A Consciência Conservadora no Brasil, ch. I) et Roberto SIMONSEN (op. cit., ch. IV). Ce dernier, par exemple, qui est le plus ardent défenseur de la thèse capitaliste, affirme: "(l'expansion maritime portugaise) était un plan gouvernemental qui envisageait, d'un même coup, l'acquisition de richesses, la propagation de la foi et la possibilité de satisfaire une noblesse inquiète et remuante." (op. cit., p. 60).

(2) PASSOS GUIMARÃES, op. cit., pp. 22, 23 et 39 et suivantes; MERCADANTE, op. cit., p. 27.

ses profits. D'autre part, la noblesse, ayant encore une position d'hégémonie politique au Portugal, se serait appropriée la plupart des profits de cette opération commerciale, renforçant ainsi cette même hégémonie (3).

Ceux qui n'acceptent pas la thèse du féodalisme, signalent "l'aspect économique" de l'entreprise (4), bien qu'ils fassent remarquer, en se rapportant à sa répercussion dans la politique métropolitaine, un renforcement du pouvoir de l'Etat, plutôt qu'une ascension de la bourgeoisie commerciale (ou du groupe mercantile, comme le veulent quelques uns). Cela s'explique peut-être par le fait que ces auteurs considèrent l'ascension de la bourgeoisie commerciale comme un fait établi. Mais comme on le verra tout de suite, les choses ne sont pas aussi simples. On verra qu'il y a parmi eux, ceux qui voient un Etat relevant de la bourgeoisie, comme ceux qui voient une bourgeoisie (ou une "couche bureaucratique") relevant de l'Etat (5).

Le rôle de l'Etat

Si ce sont donc surtout les tenants de la thèse capitaliste qui soulignent l'importance de l'Etat dans la colonisation, on peut penser que les défenseurs de la thèse féodale, bien qu'ils l'omettent, la supposent

(3) WERNECK SODRÉ, op. cit., pp. 66 et 67 (Il convient de rappeler que cet auteur dans l'introduction du même ouvrage affirmait la dominance du groupe mercantile). Voir aussi du même auteur "As classes sociais no Brasil", pp. 31 et 32.

(4) SIMONSEN, op. cit., ch. IV, en particulier pp. 124-125.

(5) Voir SIMONSEN, op. cit., ch. II et IV, et Raymundo FAORO: Os Donos do Poder, pp. 49 et 52.

Remarquons que Faoro emploie d'une façon douteuse le concept weberien de stände qu'il traduit en portugais par estamentos. Bien qu'en français la traduction courante du terme allemand stände soit groupes de statut ou groupe statutaire (suivant, d'ailleurs, la traduction qui a été faite en anglais), nous allons traduire estamento par couche. Ce faisant, nous croyons être plus fidèles à l'esprit de l'ouvrage de Faoro.

du fait même de l'importance qu'ils accordent à l'aristocratie féodale dans l'Etat portugais. Et ils l'admettront encore, d'une façon un peu plus explicite, plus loin, quand ils seront conduits à lui opposer le pouvoir de l'aristocratie terrienne qui s'établit sur les terres de la colonie.

Ainsi, dans un premier temps, tous reconnaissent l'importance de l'action étatique (quelle que soit la force hégémonique existante dans cet Etat). Mais, tandis que, pour quelques uns, les éléments colonisateurs (qu'il s'agisse d'"hommes de biens" ou d'"hommes de qualité") sont, en fait, des fonctionnaires qui éventuellement abusent de leurs pouvoirs (6); pour d'autres, bien que leurs pouvoirs soient "délégés" par la Couronne, ce sont, avant tout, des féodaux dont l'autonomie en face de l'Etat ne fera que s'accroître (7), ou (et voilà une variante curieuse de la thèse capitaliste) des entrepreneurs privés, d'authentiques capitalistes, pour qui

(6) C'est le cas, par exemple, de FAORO pour qui: "La découverte et la colonisation du Brésil sont un chapitre de l'expansion commerciale portugaise. Le capitalisme d'Etat a trouvé la terre américaine à l'époque de la féerie orientale. (...) La conquête et la colonisation ont été l'oeuvre du roi, qui les a orientées, dans leurs moindres détails. L'initiative privée a été, elle-même, l'enfant des avantages et de la faveur de l'Etat: elle agissait sous la protection et la tutelle du roi et de ses agents. Bien sur, la colonie de plantation n'était pas une entreprise publique, mais d'intérêt public, soutenue par la vigilance d'une volonté omniprésente, incarnée dans les capitaines qui accomplissaient un mandat public." (FAORO, op. cit., pp. 49 et 52).

(7) "Bien qu'il ait été à l'origine une création officielle - et le système féodal ne commence pas autrement - le régime des donatarias allait commencer à esquisser dans la propriété immobilière, les caractères non dissimulables de l'organisation féodale." (Nestor DUARTE: A Ordem Privada e a Organização Política Nacional, p. 42).

1'Etat n'est qu'un instrument provisoire (8). On voit déjà dans l'accord initial, brisé par le désaccord de ce second moment, la base d'un nouvel accord sur un autre point (ou un autre "fait", comme on le dirait dans le langage des parties en présence): l'existence d'un gap entre, d'un côté, le pouvoir de l'Etat et, de l'autre, le pouvoir des colonisateurs, et encore plus, d'une lutte entre ces deux "pouvoirs" (9). Le nouveau désaccord s'établira alors dans la réponse à cette question: qui a emporté la lutte? Ce qui, dans ce champ intellectuel, revient à dire: "qui a été le sujet de l'histoire brésilienne?", question dont les implications politiques sont évidentes. On se demande qui est le "responsable" de ce qui a été fait, fût-ce bien ou mal, question qui, posée à différents moments --

(8) SIMONSEN, malgré le rôle qu'il avait attribué à l'Etat (voir note 1), fait remarquer maintes fois au long de son travail l'importance de l'initiative privée. Pour lui, le colono, de même que le roi, était un vrai capitaliste: l'un et l'autre avaient la même motivation: le profit (Voir, op. cit., ch. IV et ch. V, en particulier p. 148).

Ce point obscur de l'oeuvre de SIMONSEN s'explique, peut-être, par son effort - lui qui était non seulement historien, mais encore l'idéologue de la bourgeoisie industrielle de S. Paulo aux années 30 - de fonder historiquement (et ce n'est pas difficile d'imaginer l'efficacité d'un tel recours dans une société encore non industrialisée) les "droits" de la bourgeoisie industrielle du XXe siècle. Dans le tome deux de son ouvrage, on peut voir comment ça débouche sur une espèce d'apologetique de la bourgeoisie industrielle de S. Paulo. Il essaie de montrer comment cet esprit d'entreprise est transféré vers le centre-sud du pays, s'associant à celui des héros paulistas et y établissant les bases de tout progrès futur (Voir op. cit., tome II, ch. I et III).

(9) FAORO, qui est, sans doute, l'auteur qui a le plus insisté sur l'importance du rôle de l'Etat dans la colonisation, est d'accord avec ses adversaires quand il dit: "On distingue, donc, deux phases de la politique royale: d'abord, le stimulus franc, puis le simple accommodement, tolérant un certain manque de respect à l'égard de son autorité. Vers la fin du XVIIIe siècle, on aboutit dans un troisième moment à une complète mésintelligence entre les deux parties, avec le conflit existant entre la voracité fiscale de la Couronne et la privatisation du pouvoir des potentats." (op. cit., p. 27).

soit pour légitimer le "droit" à la nationalité, pour légitimer les "droits" du peuple ou pour légitimer les "droits" d'une classe sociale spécifique — aura, chez le même auteur, les réponses les plus diverses.

Les "institutions transplantées"

Mais, chez les historiens, la réponse à cette question amène, immédiatement, une toute autre question: quel était le caractère des "institutions transplantées" et qui servaient-elles?

Arrêtons-nous un instant sur cette expression chère à tous les historiens brésiliens (10) et qui semble être plus qu'une simple figure de rhétorique (11). Son premier terme — institution — est employé,

(10) L'expression est employée, avec quelques variations par PASSOS GUIMARÃES, op. cit., pp. 21-22, 27, 43, 48, 50-51; et la problématique de la transplantation est présente tout au long des quatre premiers chapitres de son ouvrage. De même, Antônio Otávio CINTRA, dans son article "A Função Política no Brasil Colonial" (p. 97), où il se rallie aux positions de Facro, l'emploie explicitement. D'autres auteurs, comme WERNECK SODRÉ et MERCADANTE, font économie quelques fois du terme "institution", mais nous parlent de transplantation, soit de la "législation", soit du "mode de production", soit de "l'idéologie", soit enfin de "transplantation de l'ordre econômico-social". (WERNECK SODRÉ: "As Classes Sociais no Brasil", pp. 20-23; Formação Histórica do Brasil, pp. 84-86 et "Estudo Histórico-sociológico da Cultura Brasileira", pp. 175 et suiv.; MERCADANTE, op. cit. pp. 27-28, 33, 48-49).

Celso FURTADO (Subdesenvolvimento e Estagnação na América Latina, p. 38) et André GUNDER FRANK (Capitalism and Underdevelopment in Latin America, pp. 151 et 244) n'échappent pas, eux non plus, à la règle.

Pour SIMONSEN l'expression n'a pas de sens puisqu'il postule une continuité entre capitalisme portugais et capitalisme brésilien. Ce pendant, il n'échappe pas aux questions posées par ce pseudo-concept, dès qu'il accepte de discuter le caractère féodal ou non-féodal des donatarias, etc. Voir op. cit., chap. IV).

(11) Certains historiens et sociologues ont investi la "transplantation" d'un statut théorique défini. Ils l'ont voulue un concept qui ferait système avec d'autres concepts, tels ceux de dépendance, dualité, hétéronomie, etc. Il y a même tout un débat à ce sujet. Voir: GUERREIRO RAMOS: "A Problemática da Realidade Brasileira", pp. 24-25; A Redução Sociológica, passim et l'introduction de G.R. à l'ouvrage de RANGEL: Dualidade Básica da Economia Brasileira. Voir aussi Roland CORBISIER: "Situação e Alternativas da Cultura Brasileira", passim; WERNECK SODRÉ: "Estudo Histórico-sociológico da Cultura Brasileira", pp. 175-183; et l'article de Jacob GORENDER, "Correntes Sociológicas no Brasil", transcrit dans A Redução Sociológica.

dans son imprécision, au moins dans deux sens différentes: 1) comme synonyme de statuts ou dispositions juridiques générales (le statut des sesmarias, le statut des donatarias, le statut du governo geral); 2) pour désigner une certaine "réalité sociale", ou plutôt des "unités sociales" de base: là, on parlera de la "réalité" des institutions ci-dessus, et encore de l'institution-famille, de l'institution-esclavage, de l'institution-plantation, etc... Mais, en général, on emploie l'un ou l'autre (12).

La "transplantation" est une version grossière du concept de diffusion culturelle. Mais, alors que cette dernière indique l'existence de centres de diffusion, la "transplantation", impliquant le transfert d'un exemplaire de même type, et non la diffusion d'un complexe de traits, remplace cette notion par celle (implicite) d'agents de transplantation, qui, contrairement à celle d'agents de diffusion, suppose une prise d'initiative. Ainsi, dans la logique de ce pseudo-concept, où tout est personifié, on s'interroge, d'abord, sur ces agents: s'agit-il de l'Etat, des colonisateurs (qu'ils soient des "hommes de biens" ou des "hommes de qualité") ou les deux en même temps? Ensuite, on pose la question de la "qualité intrinsèque" des "institutions transplantées" — féodales ou capitalistes? Finalement, celle des transformations subies par ces "institutions" dans le nouveau "milieu" — féodalisation d'institutions féoda-

(12) Concernant le premier sens, voir les ouvrages cités: MERCADANTE, p. 49; CINTRA, p. 97; PASSOS GUIMARÃES, pp. 22 et 50; FAORO, p. 62. Voir aussi Manuel DIEGUES JÚNIOR: População e Propriedade da Terra no Brasil, p. 62.

Dans le deuxième sens: PASSOS GUIMARÃES, p. 43 (l'engenho et la sesmaria comme des "institutions"); FAORO, p. 72 (la "réalité" des donatarias); DIEGUES JÚNIOR, p. 16 (la "réalité" de la sesmaria); DUARTE, pp. 129 et suiv. (la famille comme "organisation"); BAGU, pp. 130 et suiv. (l'esclavage, "institution capitaliste").

les, capitalisation d'institutions féodales, capitalisation d'institutions capitalistes ou féodalisation d'institutions capitalistes? Mais, en général, et c'est là le plus grave, on admet la présence simultanée de tous ces processus, en mettant l'accent sur l'un d'entre eux. Or, si le simple mot "transplantation" permet de fonder (en rejoignant d'une manière naïve l'affirmation des théoriciens marxistes de la prépondérance des contradictions internes dans un système social) une histoire autonome, à peine troublée par l'interférence de forces extérieures (13), l'acceptation de cette combinaison de combinaisons est le tour de force qui donne à l'historien la possibilité de trouver l'origine du type de "résidu", "reste" ou "survivance" qui lui convienne à un moment précis de l'histoire.

Le statut de la sesmaria a été l'instrument juridique dont le gouvernement portugais a disposé pour l'occupation des terres de la colonie. Au Portugal, la concession de sesmaria (nom qu'on employait vulgairement pour désigner des terrains agricoles abandonnés) était une pratique ancienne qui avait été légalisée sous le règne de D. Fernando (Leis das Sesmarias du 26 mai 1375). Le but de la loi était de repeupler les terres abandonnées pendant les guerres et d'assurer une offre régulière de denrées alimentaires aux populations urbaines en croissance. La loi

(13) C'est le cas, par exemple, de WERNECK SODRÉ, pour qui on a "transplanté" le mode de production esclavagiste (dont les contradictions expliqueraient l'histoire brésilienne de cette période) auquel s'ajouterait une "empreinte coloniale" (Formação..., ch. II et suiv.). PASSOS GUIMARÃES va encore plus loin et ne parle que d'une "connotation" coloniale (op. cit., p. 34). Mais le cas extrême de cette mésinterprétation de la prépondérance des "contradictions internes" est retrouvé chez Paul SINGER qui affirme: "ce n'est pas la monoproduction pour le marché métropolitain qui conditionne le régime esclavagiste de travail, mais c'est celui-ci qui suppose celle-là" ("Agricultura e desenvolvimento econômico", p. 61). Voir, sur ce point, GUNDER FRANK, op. cit., pp. 237-239.

permettait au gouvernement de distribuer des terres non-cultivées à des gens qui se disposaient à les cultiver dans un délai établi (un an, selon les termes de la loi).

Au Brésil, disent les historiens, le problème qui se présentait à la Couronne était d'un tout autre ordre. Les colonisateurs se trouvaient devant des grandes étendues de terres inoccupées. Il n'était pas question de produire des denrées alimentaires. Le but du gouvernement métropolitain était la mise en valeur, selon les modèles de l'époque bien sûr, de ce patrimoine. Ainsi, la loi des sesmarias a connu certaines adaptations dans le Nouveau Monde. D'un côté, les concessions ont été plus généreuses qu'au Portugal: les délais d'exploitation étaient, en général, plus larges; les étendues concédées excédaient les limites établies pour les terres métropolitaines. D'un autre côté, les auteurs brésiliens signalent que dans la colonie la pratique s'est écartée de la loi (14): certains ont pris plus de terre qu'il ne leur en était concédé, d'autres se sont tout simplement emparés de terres en les occupant. Malgré cela, l'orientation générale de la législation est restée la même au Brésil qu'au Portugal. Les terrains cédés étaient de dimensions limitées; et les concessionnaires devaient les cultiver dans un délai établi, sous peine de perdre leurs droits sur les terres (15).

Si tout le monde reconnaît la limitation qu'une telle loi a ré-

(14) On pourrait bien se demander si les choses se sont passées autrement au Portugal.

(15) DIÉGUES JÚNIOR (op. cit., pp. 13-21) nous donne à propos de la concession de sesmarias un exposé clair et concis. Voir aussi: Luis Henrique DIAS TAVARES: "O Problema Histórico da Propriedade da Terra", p. 2; FAORO, op. cit., pp. 58-62; PASSOS GUIMARÃES, op. cit., ch. III.

présenté envers les pouvoirs des grands propriétaires terriens portugais de l'époque, il n'en va pas de même dès qu'il s'agit de savoir quelle a été sa portée (simple expédient ou coup mortel sur le grand domaine féodal), et moins encore quand on se rapporte au Brésil. Il est vrai que tous les auteurs remarquent les transformations subies par une telle "institution transplantée" à commencer par l'étendue des terres concédées (16). D'ailleurs, cette association grande propriété-concession de sesmarias est poussée à l'extrême par certains historiens, qui vont jusqu'à lui opposer une autre association: celle de petite propriété-data de terres (17). Les mêmes historiens, s'appuyant sur des indications concernant les grandes étendues de sesmarias concédées au nord du pays, ont formulé une correspondance grossière entre les étendues de terre concédées en sesmarias et l'aire des latifundia de nos jours (18). Pourtant, dans le développement même du discours, il nient ce qu'ils affirment, en rappelant, d'un côté, que la data ne supposait pas toujours la petite propriété et que les procédés de travail instaurés à l'intérieur de ce type de concession ne différaient pas de ceux employés dans les sesmarias, et d'un autre côté que même les petites sesmarias du Sud étaient des grandes étendues de terre.

(16) La limite maximale établie légalement et qui est loin de correspondre aux "faits" était en 1695 de 10 à 13 mille hectares, selon DIEGUES JÚNIOR (*op. cit.*, p. 16), ce qui n'a rien à voir avec "l'esprit anti-latifondiaire" de la loi portugaise.

(17) DIEGUES JÚNIOR: *op. cit.*, pp. 15 à 17. Cet auteur, en faisant remarquer l'importance des data, ne nous éclaire pas sur les différences juridiques des deux types de concession. Il nous dit seulement que: "elle se distinguait de la sesmaria par l'extension que lui était attribuée".

(18) PASSOS GUIMARÃES, *op. cit.*, ch. II, en particulier pp. 47 et suiv.; aussi pp. 106-107.

Cependant, ce qui est fondamental pour quelques uns c'est le transfert qui s'opère, grâce à une telle loi, de la propriété publique (19) à des particuliers (20). D'autres pensent, au contraire, que la grande propriété s'est développée malgré la loi et donc sans porter atteinte à son "esprit" démocratique (21). Dès lors, la succession de lois et d'autres actes légaux portant sur la concession de terres au Brésil n'est qu'un ensemble d'épisodes qui ne fait que confirmer ces "tendances". On est amené à y "voir" soit l'Etat portugais supprimant des "restes par hasard féodaux", soit l'Etat essayant "timidement" de poser quelques limitations au pouvoir grandissant des seigneurs de la colonie, ou simplement cédant à leurs impositions. Cette démarche aboutit au paradoxe d'une inversion de perspectives lorsqu'on arrive à la suppression (quelques mois avant l'Indépendance du pays, en 1822) du statut des sesmarias et à l'instauration du "régime de possession" et sa substitution par l'établissement du marché de terres trente ans plus tard (Lei das Terras Devolutas de 1850): là où les partisans de la thèse capitaliste voient la suppression du féodalisme dont ils niaient l'existence auparavant, les partisans de la thèse féodale voient la consolidation de la propriété féodale-latifondiaire entravée par la législation sesmariale (jusque là l'instrument par excellence de cette propriété), bien qu'en reconnaissant l'ambiguïté

(19) Ou presque publique, puisque les terres du Brésil appartenaient à l'Ordem de Cristo.

(20) PASSOS GUIMARÃES, op. cit., ch. II.

(21) "À un degré accentué - mais sans altérer l'esprit anti-latifondiaire de la loi - l'expansion du territoire a permis l'acquisition d'énormes étendues." (FAORO, op. cit., p. 62).

du régime de possession qui ouvre des possibilités à la petite propriété (22).

Quand les historiens parlent de la "réalité" des sesmarias, ils se rapportent obligatoirement à l'engenho de açúcar, type d'exploitation économique avec laquelle la colonisation s'est établie de façon systématique. Le terme engenho, ainsi employé, recouvre non seulement la "fabrique" mais l'ensemble moulin-plantation. Classé en tant qu'"institution", on dit qu'il forme une unité avec la sesmaria, cette unité devenant alors la cellule économique de la colonie (23), ou bien, qu'il en est la réalisation (24): dans ce cas, on signalera son caractère d'auto-suffisance

(22) "La Loi des Terres" (Lei de Terras) contenait un projet de déféodalisation du sol, en limitant l'expansion du latifundium. Elle voulait que la terre fût fidèle à sa destination agricole, tout en exigeant du cultivateur son exploitation directe... La concession abusive de sesmarias et l'occupation désordonnée des possessions réalisées par les potentats armés devraient prendre fin, sans une intervention plus ferme de l'Etat, avec la vente des terres non occupées (terras devolutas), après mensuration et jalonnement. L'objectif était d'en finir avec les luttes régionales." (FAORO, op. cit., p. 207).

"La résolution du 17 juillet de 1822, abrogeant le régime de sesmarias au Brésil, a été la reconnaissance d'une situation insupportable dont les conséquences pouvaient s'aggraver au point de constituer une véritable menace contre la propriété latifondiaire (...); l'occupation, à une échelle chaque jour plus grande de terres non cultivées ou non occupées par des grands contingents de la population rurale." (PASSOS GUIMARÃES, op. cit., p. 54). L'auteur complète son affirmation: "A partir de cette date, les concessions de terres publiques, loin de cesser, se sont, au contraire, succédées, celles-ci devenant des grands latifundia. Mais on voit aussi se développer les occupations de terres d'étendues moindres par des petits cultivateurs, les litiges et les luttes entre sesmarias et possesseurs voisins s'intensifier et les lavradores pauvres être dépouillés par les seigneurs des latifundia." (idem, p. 107).

(23) "Les deux institutions fondamentales, la sesmaria et l'engenho, sont devenues une seule unité économique, une seule unité de production. (...)" (PASSOS GUIMARÃES, op. cit., p. 43).

(24) "Par l'intermédiaire de la sesmaria on essaie d'occuper le sol de façon permanente; et par le sucre elle trouve son destin économique, en devenant avec l'engenho l'unité productrice de la colonie." (MERCADANTE, op. cit., p. 40).

économique, la soumission de la "fabrique" à l'agriculture, l'autorité absolue et la prétention aristocratique du propriétaire. D'autres, au contraire, pensent que l'engenho, en soi, par son caractère capitaliste (il représentait un investissement de capital et était plus qu'une simple plantation), de même que la sesmaria, s'opposait à l'esprit féodal des latifundia: là, on fera remarquer la destination marchande de sa production, la soumission de l'agriculture à la "fabrique", la dépendance des propriétaires vis-à-vis des commerçants et usuriers aussi bien que la transformation, maintes fois opérée, de ceux-ci en senhores de engenho (25).

Mais nos historiens, loïs de s'arrêter là, vont poursuivre la discussion à propos de l'engenho, cherchant les "institutions" qui composent cette "institution". Mais alors que certains n'y trouvent que des propriétaires et des esclaves (26), d'autres font remarquer que nous ne sommes pas simplement en face de propriétaires tournés vers le marché, mais en face de familles propriétaires structurées selon les modèles patriarcaux, qui iraient jusqu'à englober l'"institution esclavagiste" (27). La famille patriarcale, qu'un auteur affirme être une survivance de la

(25) FAORO, op.cit., p. 62 et suiv.; SIMONSEN, op. cit., ch. IV et V; MER CADANTE, op. cit., p. 42.

(26) WERNECK SODRÉ: "As Classes Sociais no Brasil", pp. 28-29; BAGU, op. cit., p. 130 et suiv.; Celso FURTADO: Formação Econômica do Brasil, pp. 62-63; Caio PRADO JR.: Formação do Brasil Contemporâneo, p. 149.

(27) Voir, en plus de Casa Grande e Senzala de Gilberto FREYRE, qui n'a de place dans le débat que comme élément de référence, DUARTE, op. cit., p. 151: "Quiconque regarde la position occupée par l'esclavage au Brésil et veule la situer dans la sphère même où elle trouve son système d'inférence et d'action, ne la voit et ne la place que dans la famille et à l'intérieur même de la famille brésilienne. Toute la formidable influence qu'elle a exercée chez nous c'est à travers l'institution familiale qu'elle l'exerce et la révèle." (DUARTE, op.cit., p. 157).

famille patriarcale romaine (28), devient alors le centre de toute la "vie sociale" de la colonie, ou plutôt, elle "recouvre toute l'organisation sociale" (29). Si les deux courants intellectuels sont d'accord en ce qu'on ne doit pas peindre en rose ces rapports patriarcaux (30), d'une façon ou d'une autre, et en cherchant appui sur les mêmes sources, les deux finissent par y découvrir des "rapports personnels" propriétaire-esclave qui leur serviront d'arme à d'autres moments du débat: pour les uns, le féodalisme était déjà là, derrière les rapports esclavagistes; pour les autres, ces traits patriarcaux qui subsistent après l'abolition de l'esclavagisme brésilien figureront parmi les responsables de l'illusion féodale (31).

L'esclavage, qu'on dit être à son tour une autre "survivance" de l'Antiquité (32), est classé soit comme une "institution" capitaliste (33), soit comme une "institution" non-capitaliste. Selon les parti-

(28) Fernando de AZEVEDO: Canaviais e engenhos na vida política do Brasil, p. 74. Déjà pour PRADO JUNIOR ses origines sont directement portugaises (Formação..., p. 285).

(29) FREYRE, op.cit., passim; DIÉGUES JÚNIOR: O Banguê nas Alagoas, p. 164. Et, en particulier, DUARTE qui nous dit: "Comme dans l'organisation tribale, elle (la famille) est la base du système social tout entier, mais celui-ci, au lieu de s'appuyer sur celle-là et se constituer sur elle, est plutôt modelé par elle et en elle se résume. Il n'a pas d'autre ordre social parce qu'elle est tout l'ordre social." (op.cit., p. 135).

(30) Voir, par exemple, WERNECK SODRÉ: "As Classes...", p. 29; CARDOSO, op.cit., ch. III; et Manuel DIÉGUES JÚNIOR: Engenho de Açúcar no Nordeste, p. 9.

(31) Pour la première position voir: DUARTE, op. cit.; pour la deuxième: Caio PRADO JR.: A Revolução Brasileira, ch. III et Andrew GUNDER FRANK: "A Agricultura Brasileira e o Mito do Feudalismo".

(32) Par exemple, Caio PRADO JR.: Formação do Brasil Contemporâneo, p. 268.

(33) BAGU, op. cit., p. 130 et suiv.

sans de la thèse féodale, devant l'impossibilité du servage, les féodaux portugais se sont servis de l'esclavage pour faire marcher l'économie coloniale. Cet esclavage prendrait au cours des années un caractère chaque fois plus féodal, grâce au développement des rapports patriarcaux et des autres "institutions" féodales (34).

D'autres auteurs enfin, tout en respectant le caractère esclavagiste de l'esclavage (et évitant l'emploi du terme "institution"), vont chercher ailleurs le féodalisme, soit dans les engenhos, coexistant avec les rapports esclavagistes (mais à côté d'eux) (35); soit loin de la côte, dans l'isolement du centre du pays, dans les aires d'élevage extensif (36); soit finalement relevant de l'esclavage, mais à partir des processus de régression, dont nous nous en occuperons plus loin.

Mais ce débat sur la sesmaria ne se limite pas, employant l'expression baroque d'un des historiens en question, à cette immersion dans "l'intimité sociale de la colonie". Il se développe aussi dans une autre direction, rejoignant ainsi la discussion sur le caractère du régime politico-administratif de celle-ci.

Après une trentaine d'années de tâtonnements (ou de simple dé-

(34) PASSOS GUIMARÃES, op. cit., p. 27; SINGER, op. cit., passim.

(35) C'est le cas d'OLIVEIRA VIANNA qui attribue au clan fazendeiro (cours de dépendants non-esclaves des grands propriétaires) un rôle dominant au long de toute la période coloniale (Evolução do Povo Brasileiro, pp. 73-74). De leur côté, Caio PRADO JR. (Formação ... p. 281) et BAGU (Economia... p. 111 à 113) signalent, eux aussi, l'existence de ces agregados, mais sans leur donner l'importance que leur attribue OLIVEIRA VIANNA. Voir aussi: PASSOS GUIMARÃES, op. cit., p. 59.

(36) Par exemple, PASSOS GUIMARÃES, op. cit., p. 64.

sintérêt) vis-à-vis des terres découvertes en 1500, le gouvernement portugais, visant l'occupation effective du territoire, l'a divisé en un certain nombre de parties dont l'étendue était variable, mais allant toutes du littoral jusqu'à la ligne de démarcation établie par le Traité de Tordesilhas. Ces étendues de terre ont été mises entre les mains de concessionnaires (donatários), que la Couronne a investi de presque tous les pouvoirs politiques et juridiques, y compris celui de concéder des sesmarias. Les seules limitations imposées portaient sur: a) les relations donatários-Couronne: celle-ci s'attribuait le monopole sur quelques "richesses naturelles", interdisait le commerce avec l'étranger et empêchait l'aliénation de la donataria; b) les relations entre donatários: interdiction au donatário de s'approprier plus de terre. À propos des relations entre les donatários et les colons, il n'y avait qu'une limitation à propos des sesmeiros: on interdisait aux donatários de prendre aux sesmeiros les sesmarias concédées (37).

À ce régime, dit de capitanias hereditárias ou de donatarias, est venu se superposer, quinze ans plus tard, un "gouvernement général" (governo geral), chargé par le gouvernement portugais de représenter les intérêts de la Couronne auprès des capitaineries, en arbitrant les conflits entre donatários, en coordonnant l'action de ceux-ci et en dirigeant plus énergiquement l'occupation de l'intérieur du pays. Le gouvernement général, lui aussi, a acquis le privilège de concéder des sesma-

(37) Pour une énumération détaillée des "droits et devoirs" des donatários, voir: WERNECK SODRÉ, Formação Histórica..., pp. 77-79 ou FAORO: op. cit., ch. IV.

rias, sans que ce droit fût cependant enlevé aux donatários (38).

Discutant d'abord le caractère du statut des capitaineries héréditaires, les historiens, s'ils se mettent d'accord sur le fait que les termes relèvent du droit féodal, expriment des opinions divergentes lorsqu'il s'agit de découvrir l'intention de la loi (39). Les tenants de la thèse capitaliste n'y voient qu'un instrument, utilisé par une monarchie capitaliste, de mise en valeur d'un territoire inconnu et de fiscalisation et de coordination de l'action des colons (celle-ci pouvant, en vérité, déboucher sur une espèce de féodalisme) à travers l'action de ses fonctionnaires (40). Les défenseurs du féodalisme brésilien, de leur côté, y voient une législation féodale servant à des intentions féodales, en établissant, de même que dans le "féodalisme classique", une hiérarchie de suzerains et vassaux - allant du roi au dernier des dépendants

(38) WERNECK SODRÉ (*idem*, *ibidem*) commente deux documents de concession de donatarias comme suit: "Les conclusions auxquelles on aboutit sont les suivantes: le donatário est un roi dans la capitainerie; il a presque tous les pouvoirs; la concession est transférable par héritage; elle est inaliénable en totalité ou en partie, et distincte de la propriété. Ce sont des traits féodaux évidents, denotant bien une législation propre à une société féodalisée, celle du Portugal."

Voir aussi DIEGUES JÚNIOR, População e Propriedade da Terra..., pp. 13-15.

(39) WERNECK SODRÉ (voir note ci-dessus) qui va caractériser le "mode de production" de la colonie comme esclavagiste, de même que SIMONSEN (*op. cit.*, pp. 126-127) qui y voit du capitalisme, reconnaissent la terminologie moyenâgeuse des documents concernant la concession de capitaineries.

(40) C'est la position de FAORO (voir note 6). Celle de SIMONSEN est un peu différente: "De même qu'aujourd'hui on exempte d'un côté certaines entreprises d'impôts, et de l'autre on impose lourdement les produits étrangers concurrents, le Roi du Portugal, utilisant des procédés typiquement capitalistes, a concédé une série de faveurs à ceux qui, avec leurs capitaux et leurs services, pouvaient développer la colonisation de terres récemment découvertes." (*op. cit.*, pp. 125-126).

des sesmeiros - et permettant aux donataires et aux sesmeiros plus puissants (de là la défense par la loi des droits des sesmeiros en face des donatários) de devenir de vrais seigneurs et leurs domaines des vrais fiefs. Pour eux, le fait qu'il s'agisse d'initiative royale, plutôt que de le démentir, confirme le caractère féodal des donatarias, puisque en Europe le processus n'a pas été différent (41). Mais, et encore une fois tous se mettent d'accord, la loi ne correspond pas toujours à la "réalité": de même que l'intention capitaliste peut être annulée par le "milieu", de même le caractère intrinsèquement féodal de la loi peut être battu en brèche par la "réalité" (42).

Les mêmes raisonnements se posent à propos de l'établissement du gouvernement général. Malgré son caractère centralisateur, les termes

(41) "Les capitaineries sont, par tendance et par le développement de leurs objectifs, une organisation féodale. L'institution féodale se caractérise par rapport au pouvoir royal par deux conditions requises: a) transmission de la propriété pleine et héréditaire et b) fusion de la souveraineté et de la propriété. (...) Bien qu'il ait été à l'origine une création officielle - et le système féodal ne commence pas autrement, - le régime des donatarias allait commencer à esquisser, dans la propriété immobilière, les caractères non dissimulables de l'organisation féodale." (DUARTE, op. cit., p. 42). "(...) S'il (le donatario) était, sous certains aspects, un mandataire du Roi, (...), en vérité ceux qui représentaient l'Etat dans ses terres étaient les intendants, les almoxarifes et les greffiers chargés du fisc. (...)" (idem, ibidem, p. 45).

(42) "La législation a été une chose; la réalité en a été une autre. De l'examen de la réalité - à savoir, comment la colonisation s'est déroulée et non comment elle a été planifiée - dérivent les thèses nouvelles de régime capitaliste ou de régime esclavagiste, déclinant celle de régime féodal." (WERNECK SODRÉ: Formação..., pp. 81-82).

"Lorsque le pouvoir royal enlève ou révoque la concession des droits et des prérogatives politiques aux donatários, il n'interrompt ni n'en finit avec l'esprit d'organisation féodale qui continuera à vivre par hostilité, ce qui ne le rend pas moins dangereux pour l'esprit politique ou public." (DUARTE, op. cit., p. 51)

de cette législation appartiennent aussi au Moyen-Age. Mais l'intention sous-jacente est discutable: le gouverneur général était-il destiné à n'être qu'un simple coordinateur (43), ayant pour tâche principale la défense des intérêts d'un ensemble de féodalités en face d'ennemis communs (les indiens, les contrebandiers et les nations étrangères); ou, au contraire, (44) en assumant ces fonctions militaires, les enlevait-il, du même coup, à ceux qui avaient des prétentions seigneuriales?

Les défenseurs de la thèse capitaliste font une concession à l'adversaire lorsqu'ils admettent l'existence d'un processus de "féodalisation" contre lequel se lance la Couronne portugaise. Mais, les tenants de la thèse opposée répondent à cette concession par une autre concession. Ils acceptent que le Gouvernement portugais, en promulguant le statut du gouvernement général, ait eu une intention centralisatrice. Cependant, disent-ils, l'Etat qui tentait une telle centralisation était dominé par la noblesse terrienne; c'est-à dire, l'intention centralisatrice n'était pas nécessairement une intention anti-féodale. D'autre part, l'intention de la loi allait être niée par la "réalité" du Nouveau Monde qui a assuré

(43) "Le pouvoir politique, lui même, qui s'établit alors au Brésil avec des caractéristiques propres, en plus d'exercer la fonction spécifique de chef militaire, serait plutôt un pouvoir de coordination que typiquement de subordination entre les donataires seigneurs de terres." (DUARTE, op. cit., p. 52).

(44) "L'autonomisme des donatarias, avec sa tendance à la privatisation et à l'occasion féodale, a reçu un coup mortel à peine vingt ans après sa création. Les fonctions publiques des gouverneurs sont passées au gouvernement général qui a coiffé les donatarias et les a supervisées." (FAORO, op. cit., p. 72).

aux féodaux de la colonie un pouvoir grandissant (45).

Mais, cela n'empêche pas qu'on retrouve un désaccord encore une fois dans la réponse à la question qui avait été posée: lequel des deux "pouvoirs" a emporté la lutte, l'Etat ou les potentats locaux?

L'Etat n'a fait qu'accroître ses pouvoirs tout au long de l'histoire du Brésil colonial, et ce mouvement a continué, et s'est accéléré, après l'indépendance politique - nous diront les tenants de la thèse capitaliste (46).

Les potentats locaux ont vu s'agrandir chaque jour leur pouvoir. Le mouvement d'indépendance politique au XIX^{ème} siècle a été l'expression de leurs intérêts. Et ce n'est que récemment qu'ils commencent à voir leurs privilèges amputés par l'action de l'Etat (mais d'un Etat qui n'a plus rien à voir avec celui de l'époque coloniale) - affirment les dé-

(45) Voir DUARTE, note 42 ci-dessus.

WERNECK SODRÉ, de son côté, affirmant que le pouvoir du groupe mercantile portugais commence à décliner avec la colonisation, se rapportant à l'établissement du gouvernement général, nous dit que: "La Couronne commence très tôt à reprendre les pouvoirs qu'elle avait délégués". (*Formação Histórica...*, p. 80).

PASSOS GUIMARÃES (*op. cit.*, p. 46) développe un raisonnement encore plus tortueux: en reconnaissant que le gouvernement général a représenté une réaction à la décentralisation politique menaçante des seigneurs, il conclut que "la centralisation administrative, de renforcement de l'Etat, est devenue une mesure nécessaire au maintien de la propriété seigneuriale, rôle pour lequel les donatarios ne s'étaient pas avérés à la hauteur."

(46) Selon FAORO (*op. cit.*, p. 246): "L'histoire brésilienne a été traversée, depuis Tome de Souza jusqu'à nos jours, par le choc de deux idéologies opposées: libéralisme et centralisme, ou fédéralisme et unitarisme, ou démocratie et monarchie, ou autonomisme et centralisme. Le principe autonomiste est né avec les capitaineries héréditaires, le gouvernement général a centralisé le pouvoir. L'expansion à travers le hinterland, stimulée par le roi du Portugal, (...) l'a fait renaître, mais la réaction de 1700 a imposé, une autre fois, l'autorité et la paix à l'intérieur. L'indépendance a réveillé le mouvement libéral qui a pris corps et justification politique avec le Code de Procès Criminel (Código de Processo Criminal) et l'Acte Additionnel (Ato Adicional) pour disparaître, vaincu, au moment de la reprise monarchique."

fenseurs de la thèse féodale (47).

Curieusement, ces réponses nous font revenir au point de départ. Après ce long détour, les auteurs parlent de l'Etat et des potentats de la même façon qu'ils le faisaient avant de faire leurs concessions mutuelles. Tout est comme si rien ne s'était passé. Leurs réponses étaient déjà contenues dans la question formulée.

(47) Maria Isaura PEREIRA DE QUEIROZ ("O Mandonismo Local na Vida Política Brasileira", p. 197), qui, sans employer le mot "féodal", s'approche dans ses analyses des positions de DUARTE en ce qui concerne l'importance du pouvoir des propriétaires terriens en face de l'Etat, nous dit que "Les décisions de la Couronne, devant les conflits qui opposaient les colons aux capitães-mores, et gouverneurs généraux, qui, après les donatários, représentaient la métropole, ont été presque toujours des ratifications des victoires des colons."

3. LE "FÉODALISME BRÉSILIEN"

Le "régime économique"

En s'interrogeant sur la qualité du "régime économique", de la "structure sociale" ou encore du "mode de production" (1) en vigueur dans la colonie, les historiens ne reposent pas le problème que nous venons de traiter, bien que certains points de la discussion soient communs aux deux questions. Là, on visait la législation, l'intention politique et la politique effectivement mise en pratique par l'Etat portugais. Ici, il s'agit de leur "résultat"; de ce qui, en fait, s'est structuré.

Tous signalent la spécificité de la société qui a surgi, étant données les conditions spéciales géographiques, ethniques et historiques (l'époque où elle se développe et les contraintes externes qui s'imposent) dans lesquelles elle s'est développée. De même, soit manifestement, soit d'une forme déguisée à travers les concessions faites réciproquement par les adversaires, ceux-ci se mettent d'accord pour dire que les choses ne vont pas de soi: il y a toujours place pour des "traits" étrangers et même contradictoires (2). Mais, s'ils s'accordent sur ce point, c'est,

(1) Les auteurs, en question, utilisent ces termes comme des synonymes ou des presque-synonymes, en les permutant selon les convenances de leur style littéraire. Ainsi, nous les suivons, pour le moment, revenant plus loin sur les implications d'une telle interchangeabilité.

(2) "Feudalismo y capitalismo, a pesar de su oposición histórica inicial, no tienen por qué ser, en todas las alternativas de su desarrollo, extremos irreconciliables. (...)" "... no podemos dejar de advertir en la estructuración económica-social de nuestra América una conmixción de factores, de características aparentemente contrapuestas, que deben ser estudiadas en detalle para extraer de su visión panorámica un concepto amplio y crítico de la índole de la economía colonial." (BAGU, op. cit., pp. 102 et 104).

"Le latifundium n'est pas une institution purement féodale, de même que l'esclavage brésilien n'était pas une institution purement esclavagiste." (Inácio RANGEL: Dualidade Basica da Economia Brasileira, p.57).

selon eux, de moindre importance, car la question est secondaire, et qu'en plus il n'existe pas d'accord sur ce qu'ils considèrent comme l'essentiel.

Lorsqu'on est devant des entreprises capitalistes (dont le but est la réalisation du profit), produisant pour un marché capitaliste et contribuant même d'une manière décisive à la pleine formation de ce capitalisme (3) - proclament les partisans du "capitalisme brésilien" - on est sûrement en face d'un régime économique de type capitaliste. Si le travail salarié, une des caractéristiques du capitalisme "classique" y manque, cela est dû à un accident historique: la possibilité d'utilisation d'une main d'oeuvre moins coûteuse, les noirs réduits à l'état d'esclavage, ce qui ne contredit pas la "logique" capitaliste. La société fondée sur une telle base est et ne peut être que capitaliste. Si on y trouve des aspects extérieurs qui semblent nier cette essence capitaliste, il s'agit de traits fortuits de la culture apportée par les colonisateurs

"L'engenho était une organisation hybride ... parce qu'il représentait la conjonction de systèmes économiques historiquement éloignés...". (PASSOS GUIMARÃES, op. cit., p. 59).

"Le féodalisme brésilien est différent, il représente une filiation divergente du féodalisme classique, mais c'est du féodalisme. (...)" (Joel Rufino DOS SANTOS et al.: História Nova do Brasil, vol. 4, p. 24).

On peut trouver des indications qui vont dans le même sens chez MERCADANTE (op. cit., ch. I); WERNECK SODRÉ (Formação Histórica, "Colonização", esp. p. 75) et Leôncio BASBAUM (História Sincera da República, vol. 2, ch. III, esp. p. 126).

(3) "Dans l'économie féodale, on ne trouve pas la motivation du profit.

(...) Le profit était la motivation principale de ceux qui arrivaient au Brésil. (...)" (SIMONSEN, op. cit., p. 125).

"El regimen económico luso-hispano del período colonial no es feudalismo. Es capitalismo colonial. // Lejos de revivir el ciclo feudal, América ingresó con sorprendente celeridad dentro del ciclo del capitalismo comercial ya inaugurado en Europa. Mas aún: América contribuyó a dar a ese ciclo un vigor colosal, haciendo posible la iniciación del período del capitalismo industrial, siglos mas tarde." (BAGU, op. cit., pp. 142-143). On trouve un point de vue identique dans l'article de WERNECK SODRÉ: "Estudo Histórico-sociológico da Cultura Brasileira", p. 163.

ou d'exigences imposées par le milieu pour la survivance de la société en question (4).

Pour les tenants de la thèse féodale, derrière la conception ci-dessus se trouve celle qui attribue au marché, à la circulation, et non à la production, le rôle déterminant (5). Une société fondée sur le travail servile ou semi-servile et sur la grande propriété terrienne, où il n'y a pas de place pour un marché interne, suppose un régime économique féodal. Le fait que la production soit destinée à un marché international lointain est secondaire (6).

(4) Si BAGU arrive à dire que l'esclavage était une "institution capitaliste" (op. cit., pp. 130 et suiv.), SIMONSEN est plus nuancé: l'esclavage a été adopté comme un "impératif économique", et comme tel, il a représenté une "solution capitaliste" (SIMONSEN, op. cit., ch. VI, spec. p. 191). Mais, cet auteur va encore plus loin, en développant la thèse selon laquelle l'importation d'esclaves a été moins importante que l'affirmement les historiens; et que, si on trouve au long de l'histoire de l'Amérique du Sud, des grandes souffrances des noirs et des indigènes, celles qu'on connu les blancs n'ont pas été moindres (et par là il nous amène à rendre le "milieu" responsable de certaines formes de travail non-libre).

C'est encore SIMONSEN qui nous rappelle que, si l'on trouve des traits féodaux dans la législation "le fondamental c'est l'économique" (op. cit., p. 3).

(5) "En présentant le Brésil comme un pays capitaliste depuis l'Abolition de l'esclavage, Caio PRADO JÚNIOR s'écarte complètement des thèses marxistes sur le capitalisme. (...) ... PRADO JÚNIOR essaye de connaître le caractère et la nature d'une économie à travers l'analyse de sa structure commerciale et non à travers l'élément déterminant qui est, pour les marxistes, le mode de production des biens matériels, en particulier la forme prédominante de propriété." (ASSIS TAVARES: "Caio Prado e a Teoria da Revolução Brasileira", p. 57).

(6) "Dans le système de plantation, comme d'ailleurs dans l'ensemble de l'économie pré-capitaliste du Brésil-Colonie, l'élément fondamental, la caractéristique dominante à laquelle se subordonnaient toutes les autres relations économiques, était la propriété agraire féodale, la terre étant le principal et plus important moyen de production. // Le fait que les produits obtenus à travers ce système soient destinés au marché extérieur, sans le contrôle de la métropole ne fait qu'apporter un nouvel élément: la condition coloniale." (PASSOS GUIMARÃES, op. cit., p. 29).

Mais, il y a encore ceux qui affirment que le régime n'était ni féodal (il s'agissait d'une société mercantile, ce qui n'est pas le cas pour le féodalisme) ni capitaliste (étant données l'absence de travail libre et de marché intérieur), mais que l'accident de l'esclavage l'a rendu esclavagiste, malgré le fait d'être organisé (contrairement de l'esclavage classique) pour la production de matières premières et inséré dans une réalité capitaliste plus vaste et d'autre part d'être associé à une législation et à une culture féodales (7).

En faisant remarquer le caractère cyclique de l'économie brésilienne (cycles de produits), qui est soumise aux exigences du marché international, le premier groupe fait remarquer, cependant, que la position de la colonie sur ce marché n'est pas la même que celles des pays acheteurs (8). Presque toujours on fait remarquer son caractère "complémentaire".

(7) "(...) La législation a été une chose; la réalité en a été une autre.

C'est de l'examen de la réalité - à savoir: comment la colonisation s'est déroulée et non comment elle a été planifiée - que dérivent les thèses nouvelles de régime capitaliste ou de régime esclavagiste, alors que décline celle de régime féodal. // Ceux qui ont appuyé la thèse de l'existence de caractéristiques capitalistes dans l'entreprise colonisatrice y ont été amenés, sûrement, par la confusion qui a existé longtemps entre les notions de capital commercial, caractéristique de la phase mercantile et capitalisme. Aujourd'hui, il nous semble clair que, malgré sa contribution au changement dont le mode capitaliste de production a résulté, le capital commercial, tel qu'il existait à l'époque de l'expansion ultramarine, était loin d'être voisin et moins encore de caractériser le mode de production ci-dessus. De même qu'il était loin d'être voisin de ce qui, dans le mode de production capitaliste, se nomme aussi capital commercial. Ainsi, l'examen de la réalité nous amène à conclure que le Brésil a commencé son existence coloniale sous le mode de production esclavagiste." (WERNECK SODRÉ, Formação Histórica, pp. 81-82).

(8) D'ailleurs, tous les courants le reconnaissent. Tout simplement, dans le cas des défenseurs de la thèse capitaliste il s'agit plutôt d'une différence quantitative (ou au moins d'une différence de fonctions à l'intérieur d'un même système).

(...) Dans les zones lointaines, il s'agit de produire des denrées complémentaires à la production du vieux monde, des denrées coloniales ou tropicales, ... (...) Ainsi, ce qui surgit dans ces terres loin-

taire" dans l'économie mondiale, complémentarité qui signifiait même infériorité, puisqu'il s'agissait, avant tout, de "nourrir" les capitaux européens. Mais, on trouve des auteurs pour qui l'économie de la colonie a connu, pour le moins à certaines périodes, un rapport favorable dans les échanges internationaux, handicapé cependant par le fait de la dépendance politique, puis celle-ci terminée, par l'écart s'étant déjà établi entre les deux "capitalismes" (9). On parle, alors, soit de capitalisme "sous-développé" ou "satellisé", soit de "capitalisme colonial" ou encore de

taines n'est qu'une forme singulière de capitalisme, le capitalisme colonial, étroitement lié à la poussée commerciale en développement. (...) (WERNECK SODRÉ, "Estudo...", op. cit., p. 163). Voir dans le même sens BAGU, op. cit., pp. 142-143, et WERNECK SODRÉ: "Formação da economia nacional", p. 70). GUNDER FRANK, de son côté, critique la "thèse" de la complémentarité, en disant qu'il s'agit d'une perspective métropolitaine qui envisage les pays coloniaux plutôt comme des annexes complémentaires que comme des parties integrantes de la structure et du développement du système capitaliste, ("Quién es el enemigo inmediato? Latino-américa: subdesarrollo capitalista o revolución socialista", p. 59), en proposant un modèle en termes de "metropolis-satellite colonialist and imperialist structure of capitalism" (Capitalism and Underdevelopment in Latin America, p. 145). "... metropolitan status generates development and satellite status generates underdevelopment..." (idem, p. 148). (Voir aussi p. 247).

(9) "Les données présentées ... éclairent un peu le problème du retard relatif de l'économie brésilienne dans son stage actuel. La cause de ce retard ne réside pas dans le rythme de développement de ces cent dernières années, lequel semble avoir été assez intense, mais le recul pris dans les trois quarts de siècle antérieurs. Le Brésil n'arrivant pas à s'intégrer dans les courants en expansion du commerce mondial pendant cette étape de changement rapide des structures économiques des pays plus avancés, des dissimilitudes profondes se sont créées entre son système économique et ce lui de ces pays." (FURTADO, Formação Econômica, p. 178. Voir aussi du même auteur Subdesenvolvimento e Estagnação..., p. 38).

GUNDER FRANK qui, dans son article "Quién es ...", cit., p. 80, critique la perspective ci-dessus, dans son livre (Capitalism ..., op. cit., p. 164), l'adopte, au moins partiellement (bien qu'il n'explique pas le sous-développement par le fait en question, il admet la possibilité de sa substitution par le développement), quand il nous dit: "The economic depression of Brazil in the nineteenth century and its penetration by the advance of British imperialism put Brazil entirely out of the development race of the century and of capitalist development as a whole. (...)".

"mercantilisme colonial" (10).

La propriété de la terre étant considérée comme ce qu'il y a de fondamental, les tenants de la thèse féodale n'oublient cependant pas de faire noter la présence d'un capitalisme international chaque jour plus puissant et la contribution donnée par cette économie féodale à la poussée capitaliste. Mais, la division internationale du travail que l'avènement du capitalisme provoque ne ferait que rendre plus puissants la grande propriété terrienne et les mécanismes de coercition extra-économiques qui la mettent en valeur. Si, dans ce deuxième groupe, il y a ceux qui parlent tout simplement de féodalisme, la plupart des auteurs désignent le régime comme "féodalisme colonial" (11).

Une variante de cette dernière position sera celle qui y voit une économie dualiste: internement féodale et externement capitaliste. Pour quelques auteurs, le dualisme est trait constitutif et caractéristique principale de l'économie brésilienne. Les termes de ce dualisme changeraient, mais celui-ci se maintiendrait toujours. Ainsi, jusqu'au début du XIX^{ème} siècle, l'économie était internement esclavagiste et externement capitaliste; à partir de cette époque, elle devient internement féodale et externement capitaliste (12).

(10) Le premier terme est utilisé par PRADO JÚNIOR (A Revolução Brasileira, op. cit.) pour désigner le régime qui s'établit avec la fin de l'esclavage. "Capitalisme satellisé" ou "capitalisme soumis à la structure du sous-développement", ce sont des expressions de GUNDER FRANK dans les travaux déjà cités. "Capitalisme colonial" c'est la formule de BAGU adoptée par WERNECK SODRÉ dans son article "Estudo Histórico-sociológico ...". Le même WERNECK SODRÉ, dans d'autres articles ("As Classes Sociais no Brasil" et "Formação da Economia Nacional") préfère l'expression "mercantilisme colonial".

(11) Expression employée par PASSOS GUIMARÃES.

(12) Voir: Inácio RANGEL, Dualidade Básica da Economia Brasileira et "A Dinâmica da Dualidade Brasileira", GUERREIRO RAMOS, A Redução Sociológica et sa préface du livre de RANGEL cité ci-dessus; Gilberto PAIM, Industrialização e Economia Natural et Paulo MERCADANTE, A Consciência Conservadora.

Il en va de même pour les défenseurs de la thèse de l'esclavage, pour qui, le fondamental étant le travail, ce qu'on trouve c'est de l'esclavage, bien que cet esclavage n'ait rien (ou presque rien) à voir avec l'esclavage de l'Antiquité (13). Ils se rapprochent des tenants de la thèse capitaliste (quelques fois les deux groupes se confondent) en signalant que l'esclavage, contrairement au féodalisme, ne s'oppose pas in totum au capitalisme, puisqu'il s'agit d'une forme d'économie marchande, et rappelant que même dans l'Antiquité il a été mêlé à une poussée mercantiliste (14). Il serait juste, donc, de parler, dans le cas du Brésil, d'"esclavage colonial". (15)

Cependant, utilisant cet adjectif "colonial", on ne s'arrête pas aux désignations considérées comme adéquates du "régime" en question.

(13) "Il s'agit ... d'une conséquence particulière du développement du capitalisme mercantile, n'ayant rien à voir, sinon la ressemblance, avec l'institution servile de l'époque historique plus ancienne, le motif de son existence étant entièrement distinct. Au XVe siècle... le travail-servile ne correspond qu'à une nécessité d'intégration des aires tropicales et coloniales au développement mercantile. Il surgit comme une solution circonstancielle qui a fourni un élément essentiel ... aux aires coloniales. (...)" (WERNECK SODRÉ: "Formação da Economia Nacional", p. 69). Cet auteur reprend ailleurs, dans un ouvrage où il n'accepte plus la thèse du "mercantilisme colonial", ses affirmations sur l'esclavage (Cf. Formação Histórica, p. 75 et suiv.).

Caio PRADO JÚNIOR (Formação do Brasil Contemporâneo, pp. 267-268) semble être du même avis de son collègue WERNECK SODRÉ; mais, en même temps qu'il nie toute espèce de filiation de cet esclavage à l'esclavage de l'Antiquité Occidentale, il nous parle de "renaissance d'une institution qui semblait abolie définitivement..."

(14) "Il y a eu des économies esclavagistes, comme, en particulier, quelques unes du Monde Antique, dans lesquelles l'élément mercantile a eu une place importante et même un rôle décisif dans la vie sociale des peuples. Par contre, les relations féodales ont constitué historiquement le contraire et l'opposé des relations mercantiles qu'elles ont substituées..." (Caio PRADO JÚNIOR: "Contribuição para a análise da questão agrária no Brasil", p. 220). Il semble que Celso FURTADO a la même position (Formação ..., p. 66).

(15) Expression employée par WERNECK SODRÉ (Formação ..., cit., p. 76).

Les concessions atteignent aussi l'"intérieur" de l'économie. En reconnaissant l'importance de tel ou tel "trait", on arrive à identifier un féodalisme-esclavagiste, un capitalisme-esclavagiste, et même un "système capitaliste-féodal-esclavagiste" (16). Et dès qu'on va au-delà du domaine purement économique, les choses deviennent encore plus compliquées.

L'esclavage, ayant l'évidence en sa faveur, est par cela même plus "exposé" aux adjectifs. Lorsque les auteurs parlent de la société dont il est la base, ils leur ajoutent soit un "patriarcal", soit un "patrimonial", soit un "seigneurial", etc... Quand ils ne suppriment pas tout simplement le terme même d'esclavage, oubliant de préciser les rapports entre ce qui désigne la "base" et ce qui désigne la "superstructure" (17).

(16) "Et si l'on veut donner une désignation plus précise, en prenant en compte les aspects fondamentaux de son mode de production, c'est comme féodal-esclavagiste qu'on doit définir aussi bien l'engenho que toute la période coloniale de la société brésilienne." (PASSOS GUIMARÃES, op. cit., pp. 59-60) (Nous soulignons - M.P.).

"La production fondée sur le travail des esclaves se faisait dans des systèmes clos d'origine féodale, en créant chez nous un système particulier de production, mixte de capitalisme, esclavagisme et féodalisme..." (BASBAUM, op. cit., p. 126).

"Capitalisme esclavagiste" (voir note 9 ci-dessus) et d'autres combinaisons, on les trouve à l'état pratique chez la totalité des auteurs. Les dualistes les emploient ouvertement (on dit du grand domaine terrien qu'il est esclavagiste-capitaliste, féodal-capitaliste, etc...) mais, rappelez-le, ils le font en remarquant qu'un des termes se rapporte à l'"intérieur" de l'économie et l'autre à son "extérieur".

(17) Cela n'arrive pas seulement aux historiens. Des sociologues professionnels, ayant la prétention de la rigueur conceptuelle, font la même chose. Ainsi, Fernando Henrique CARDOSO et Octavio IANNI, travaillant avec les concepts marxistes, sinon précis du moins "localisés", tels ceux de mode de production et formation sociale, dès qu'ils font face à la problématique de nos historiens, éludent le problème en employant des concepts ou notions appartenant à d'autres champs conceptuels, sans aucun travail théorique qui les rendent compatibles. En permutant sans problème les concepts ci-dessus par ceux de régime, ordre économique, système socio-culturel, organisation économique, etc... (complétés par d'autres affiliés à

Les "régressions"

Quelques tenants de la thèse de l'esclavage, cependant, croient qu'il a existé un féodalisme brésilien, non pas là où il est placé par les défenseurs du "féodalisme colonial", mais dans des processus de régression.

Ces auteurs pensent que l'esclavage, lui-même représentant une régression, était destiné à "évoluer", à cause du caractère cyclique de l'économie coloniale, vers un semi-esclavage, servage ou semi-servage, lorsque les aires tournées vers l'exportation, ayant perdu leur importance, "involuaient" vers des formes d'économie naturelle. Le dualisme de la société brésilienne est alors considéré non comme une donnée, mais comme l'aboutissement d'un processus historique, impliquant, contrairement à ce qu'affirment les tenants du "dualisme structural", non une coexistence de traits contradictoires au sein d'une unité économique, mais la coexistence de deux "économies" (18). Mais, ici, comme ailleurs, les dualistes se font des concessions mutuelles.

une troisième tradition théorique - tel celui de personnalité-statut ou simplement dérivés du sens commun ou d'une autre discipline - structure agraire, par exemple) et les "qualifiant", pour désigner la réalité en question, d'un patrimonial weberien, ils arrivent à des formulations telles que: "organisation économique capitaliste de production" par opposition à "structure agraire de base patrimonialiste" (CARDOSO, "Tensões Sociais no Campo e Reforma Agrária", p. 8); "ancien régime patrimonialiste" (*idem*, *ibidem*, p. 12); "structure patrimoniale" (IANNI, "A Constituição do Proletariado Agrícola no Brasil", p. 30; "modèles patrimoniaux d'utilisation de l'employé comme esclave" (*idem*, *ibidem*, p. 31); "système patrimonial" par opposition à "système capitaliste" (*idem*, *ibidem*, p. 43).

(18) "Les transformations qui signalent le déclin de l'esclavage brésilien sont comme les deux faces d'une médaille : opposées mais juxtaposées. Une représente l'avance, l'autre le retard. La première annonce des rapports capitalistes; l'autre a été baptisée 'régression féodale'. Voilà l'origine de ce qu'on appelle, de façon euphémique, des 'disparités régionales'. Il s'agit, en dernière analyse, de disparités économiques, de décalages entre les modes de production respectifs." (DOG SANTOS *et al.*, *op. cit.*, pp. 20-21).

Voir aussi SINGER, *op. cit.*, p. 70.

Trois grandes régressions sont signalées par ces auteurs. La première a été celle du nord-est du pays, aire de colonisation la plus ancienne et dont la culture fondamentale était la canne à sucre. À la fin du XVII^{ème} siècle et au début du XVIII^{ème}, l'économie de la région était complètement désorganisée à cause de la guerre contre les envahisseurs hollandais et des évasions et rébellions d'esclaves qu'elle avait permises. En même temps s'installaient aux Antilles des centres producteurs concurrents. Le nord-est sucrier, sans possibilité de compétition, a perdu sa position privilégiée sur le marché international. La découverte d'or dans le centre-sud a eu une influence du même ordre, déplaçant une partie considérable de la main d'oeuvre esclave des plantations et donnant lieu à de nouvelles formes d'exploitation du travail (19).

Mais le "cycle de l'or", à son tour, n'a pas duré un siècle. Les mines et les alluvions aurifères épuisés ou simplement battus par la concurrence internationale, la région a été abandonnée à son propre sort, involuant ainsi vers des formes d'économie d'autosubsistance; et avec elle, les aires d'élevage, dont elle était en partie responsable de l'existence (20). Ici, c'est surtout ce pas en arrière vers une économie fermée qui est souligné, alors que dans le cas de la première "régression", on visait surtout des formes de domination "médiévales" qui apparaissaient à côté de l'esclavage (21).

(19) DOS SANTOS et al., op. cit., p. 17; FURTADO, Formação Econômica, p. 82 et Subdesenvolvimento e Estagnação, pp. 56-57.

(20) DOS SANTOS et al., op. cit., p. 17; FURTADO, Formação Econômica, pp. 104-106 et WERNECK SODRÉ, Formação Histórica, p. 192.

(21) Cf. DOS SANTOS, op. cit., pp. 17-19.

Cela, semble-t-il, s'explique pour ces auteurs en raison de la place occupée par le travail libre dans l'exploitation minière. Voir: FURTADO, op. cit., p. 94 et suiv.; WERNECK SODRÉ, op. cit., p. 137 et DOS SANTOS, op. cit., p. 20.

La troisième "régression" se situe dans la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, au fur et à mesure que le travail non-esclave s'est substitué au travail esclave. Si dans les régions plus développées cette substitution a été une "progression" vers le travail libre (salaire), inversement, dans les régions les plus arriérées on aura un "retour" à des formes manifestes ou voilées de servage et à des formes d'exploitation de la terre autres que l'exploitation en grande échelle des plantations. Le propriétaire terrien tend à vivre grâce aux revenus que lui procure la rente foncière, quelles qu'en soient les formes. Bien qu'en général les historiens ne précisent pas quelles ont été ces régions, on voit sans trop d'effort qu'ils visent surtout le nord-est et les régions de café plus anciennes du sud-est (par opposition au nord-ouest de São Paulo, aire de plantation de café, elle aussi, mais plus "moderne", qui "évolue" vers des relations capitalistes de travail) (22).

Si on réfléchit sur la signification d'une telle "originalité" dont les historiens brésiliens font état (23), on voit qu'elle rétablit le schéma bien connu des cinq stages d'évolution des sociétés dont la société brésilienne a connu, successivement, les quatre premiers: les "modes de production" communiste primitif (les indiens avant la découverte), esclavagiste (et là, nos auteurs remarquent qu'elle s'est exercée d'abord

(22) Voir note 72. Et encore: SINGER, op. cit., pp. 69 et 79; MERNECK SO-
DRÉ, op. cit., pp. 247-248.

"La vérité c'est que la masse esclave a évolué plutôt vers le servage que vers le travail libre." (DOS SANTOS, op. cit., p. 22).

(23) Ainsi, par exemple, les "dualistes", qui pensent que le Brésil a connu, à la fin du XVIII^e siècle, début du XIX^e, un processus d'"agrari-
sation", nous disent: "Notre évolution serait l'envers des nations européennes issues du régime féodal, pour qui le commerce extérieur a été un élément nouveau, introduit dans le modèle fermé primitif." (MERCADANTE, op. cit., p. 51).

sur ces indiens), féodal et capitaliste, celui-ci se trouvant encore en lutte contre les "survivances" pré-capitalistes et, en particulier, "féodales" et "semi-féodales" (24).

(24) "L'histoire du Brésil débute avec la transition de ce régime (communauté primitive) vers l'esclavagisme ... La période coloniale est une période de structuration de l'économie esclavagiste qui, en établissant une agriculture stable, a créé également les conditions de passage au régime féodal... De nos jours, la richesse mobilière - et, avec elle, le capital - prend une importance relative chaque jour plus grande... Même dans l'agriculture, la propriété des machines, les engrais, du bétail, devient plus important que la propriété du sol, surtout dans les régions plus avancées. Nous sommes à l'ère du capitalisme." (RANGEL, *op. cit.*, p. 29). Pour cet auteur, comme le signale GUERREIRO RAMOS dans la préface de l'ouvrage en question, ce qui est spécifique à l'histoire brésilienne, c'est que "une telle succession arrive d'une façon très particulière."

WERNECK SODRÉ, le plus enthousiaste tenant de la "régression féodale", de son côté, nous dit: "Considérant de telles relations, la société, au long du temps, a connu différents régimes de production: la communauté primitive, l'esclavage, le féodalisme, le capitalisme et le socialisme. L'étude du processus historique de la société brésilienne... nous montre non seulement l'existence chez nous, de la découverte à nos jours, de chacune de ces formes, de chacun de ces régimes de production, sauf le dernier, successivement, mais aussi leur coexistence au long du temps et jusqu'aujourd'hui, ..." (Formação Histórica, p. 4).

Voir la critique que fait PRADO JUNIOR de ce type de formulation dans A Revolução Brasileira, pp. 40-42.

LE DÉBAT DES SOCIOLOGUES

Une fois "connue" la réalité du passé, historiens et sociologues peuvent revenir au problème qui constitue leur véritable point de départ: la nature des rapports sociaux, particulièrement ceux qui s'établissent dans la production matérielle, dominants dans une "réalité" partielle et actuelle, la société rurale brésilienne. Certes, ils proclament que la connaissance de cette partie de la société nationale, celle qui garde les rapports les plus étroits avec le passé dont elle constitue "l'héritage", peut contribuer à la connaissance de ce passé. Mais, en fait, c'est le mouvement inverse qui domine. La simple insistance sur le terme d'"héritage" en fournit une bonne indication. Ce n'est qu'après avoir rétabli l'essence de cet "héritage" que les auteurs croient pouvoir arrêter leur regard sur le latifundium d'aujourd'hui.

1. LE CARACTÈRE DU LATIFUNDIUM

La longue recherche de l'essence historique du latifundium n'élimine cependant pas les problèmes qui étaient posés au début. Il ne faut pas oublier que les auteurs reconnaissent la complexité imposée au latifundium par sa coexistence avec d'autres formes économiques.

D'autre part, la question de la nature des rapports de production dominants dans l'agriculture brésilienne est étroitement associée aux débats sur la réforme agraire. De là peut-être le souci qu'on les auteurs de bien définir quelques termes-clefs, à commencer par celui de "latifundium". Ce faisant, ils signalent leur position dans ce débat éminemment

politique.

À cet égard, ils établissent tout d'abord la distance qui les sépare des conservateurs, ce qui n'est peut-être qu'une forme de délimiter une sphère de légitimité propre au champ intellectuel dans ces matières. Il est significatif que cette frontière entre "intellectuels" et "(politiciens) conservateurs" soit mobile. Pour le plus à droite que soit un auteur en matière de réforme agraire, il identifie toujours des auteurs (ou des forces politiques) plus à droite encore.

Cela n'empêche pas les auteurs de succomber aux notions du sens commun et identifier parfois le latifundium à une grande étendue territoriale tout simplement (1). En prenant l'indicateur (concentration terrienne) pour leur objet lui-même (le latifundium), ils finissent par rejoindre la problématique technico-politique du "problème rural" et à prendre la grande concentration terrienne pour un problème en soi (2). Ils opposent alors le latifundium (résultat de la concentration de la propriété) au minifundium (issu du processus contraire de fragmentation) sans s'interroger sur la signification d'une telle fragmentation ou d'une telle concen-

(1) Voir, par exemple, PASSOS GUIMARÃES, op. cit., pp. 23 et 193; SINGER, op. cit., p. 76; PRADO JÚNIOR, "Contribuição...", p. 228; WERNECK SO-
DRE, Formação Histórica, pp. 353 et suiv.

(2) Nestor DUARTE, par exemple, croit que la grande propriété est une source de maux quel que soit le régime économique où elle existe. Il débouche sur une exaltation de la petite propriété et de la "démocratie rurale". (Reforma Agrária, pp. 18-20).

Il s'agit d'une "déviatio" fréquente chez ceux qui, se laissant absorber par la problématique de la réforme agraire avec des soucis technico-politiques (DUARTE, en même temps que sociologue, était député et avait présenté un des premiers projets de réforme agraire au Brésil), se voient alors sollicités par deux modalités différentes de travail intellectuel. On la retrouve dans une étude plus récente dont les intentions "pratiques" sont manifestes: CIDA, Posse e Uso da Terra e Desenvolvimento Sócio-Econômico do Setor Agrícola - Brasil (Voir surtout la Préface et pp. 19, 100 et suiv., 618).

tration (3).

Cependant, une pareille simplification est loin d'être la règle générale chez les sociologues en question. Il s'agit plutôt d'un glissement sémantique, dont ils se chargent, eux-mêmes, de condamner les conséquences (4). Il y a, au moins, deux autres sens du mot *latifundium* auxquels ils font appel.

D'abord, on emploie le mot pour désigner l'unité de base de la société rurale ou le "système" des rapports internes d'une unité agricole-type. On essaie d'en dégager les éléments fondamentaux d'une façon presque descriptive, de même que les rapports qu'ils entretiennent les uns avec les autres. Ici, la grande propriété n'est qu'un élément parmi d'autres - travail servile, traits d'économie naturelle, production commerciale, par exemple - mais insuffisante à elle seule, pour indiquer l'existence de *latifundium*. Dans ce cas, on trouve soit le "*latifundium* colonial" de PASSOS GUIMARÃES (dont les caractéristiques sont énoncées ci-dessus), qui s'oppose aussi bien à la "propriété paysanne" qu'à la "propriété capitaliste" (5); soit le "*latifundium*" tout court de RANGEL, dif

(3) Par exemple, PASSOS GUIMARÃES, *op. cit.*, pp. 163-165.

(4) DUARTE, lui-même, en continuant son exposé, nous avertit que "la propriété est grande et considérée comme telle plutôt à raison d'une condition sociale que de son extension physique" (*Idem, ibidem*, p. 22).

D'autres auteurs arrivent même à éviter l'emploi du terme "*latifundium*". C'est le cas de IANNI dans son article déjà mentionné.

FRADO JÚNIOR (*A Revolução Brasileira, passim*) préfère le terme "grande exploitation rurale" et condamne explicitement l'usage du mot "*latifundium*".

(5) PASSOS GUIMARÃES, *op. cit.*, *passim* (voir esp. pp. 27-28). Une position semblable est celle de SINGER (*op. cit.*, p. 69), pour qui, cependant, "le caractère de monoculture de l'économie brésilienne est moins le produit de l'héritage colonial que de la dissolution de cet héritage" (*idem*, p. 74).

férent de l'ancienne "fazenda d'esclaves" et des "unités agricoles de type capitaliste ou pré-capitaliste mais post-féodales" (6); soit la "grande exploitation" de PRADO JÚNIOR, à caractéristiques mercantiles, toujours présente au long de l'histoire brésilienne, bien que sous des formes variables (7). Là encore, on rejoint parfois la problématique dénoncée comme conservatrice qui établit des distinctions du genre "latifundia-productifs - latifundia-improductifs" (8).

D'autre part, on parle de latifundium comme synonyme de "système latifondiaire" ou de "structure latifondiaire". Si on écarte la simple dénotation par ces termes de l'ensemble empirique des latifundia du pays - qui n'est qu'une nouvelle intervention du sens commun - on voit qu'ils visent, au moins, deux objets distincts. D'abord, ils désignent l'ensem-

(6) Inácio RANGEL, A Questão Agrária Brasileira, p. 1.

(7) PRADO JÚNIOR: "Contribuição...", cit., passim.

(8) "Le latifundium est une propriété rurale, d'une étendue quelconque, dont l'exploitation, qu'il s'agisse d'une activité industrielle, agricole, extractive ou d'élevage, est irrationnelle, c'est à dire que sa productivité n'attent pas les limites permises par ses qualités intrinsèques et sa localisation. On considère de même comme latifundium toute propriété rurale exploitée par des métayers et aussi toute propriété rurale où les salariés ne bénéficient pas de la législation du travail." (Paulo SCHILLING, O que é Reforma Agrária?, pp. 108-109).

Dans un sens intermédiaire entre le sens commun et celui plus élaboré dont il est question dans le texte, PASSOS GUIMARÃES arrive à une distinction semblable: "Dans cet ouvrage, nous avons défini comme latifundia les unités agricoles trop grandes pour être exploitées de façon exclusive ou prédominante par le travail du noyau familial, telle la propriété paysanne, ou par le travail salarié, comme c'est le cas pour la propriété capitaliste." (op. cit., p. 195).

Tout autre est l'avis de Caio PRADO JÚNIOR: "Parmi les formulations avec lesquelles certains réformateurs, ou plutôt prétendus réformateurs, cherchent à escamoter la réforme agraire, ou la devier vers des chemins convenant aux intérêts conservateurs, on peut distinguer les deux suivantes: la première maudit le "latifundium improductif"..." ("Contribuição...", p. 231). Pour cet auteur, l'analyse de l'économie agraire brésilienne nous montre que "le latifundium improductif constitue un détail d'importance secondaire" (idem, ibidem).

ble des "latifundia typiques": ceux dont la connaissance, étant donnée leur position stratégique au sein de l'économie, explique le fonctionnement du système tout entier (9). L'autre acception, plus abstraite, plus éloignée de la réalité visible ("géographique") des grandes propriétés terriennes, se réfère à un ensemble de rapports sociaux qui définissent non seulement un type d'unité rurale choisie mais aussi qui rendent compte de la société rurale dans sa totalité. Dans une telle acception, il recouvre l'ensemble latifundia-minifundia ou ce qu'on appelle parfois le "complexe-rural", auquel on oppose un "ordre capitaliste" (10) ou "d'autres régimes économiques" (11). Si l'on considère que la connaissance de cet ensemble de rapports peut être dégagée de l'étude des "latifundia typiques", on constate qu'il n'y a pas, à proprement parler, d'antagonisme entre les deux acceptions. On y trouve même des significations intermédiaires; c'est le cas de celle - que nous pouvons considérer comme une variante de la deuxième - qui recouvre sous le terme de "structure agraire" - espèce de meta-système - l'ensemble des trois types de propriétés: la propriété latifondiaire (ou le "système latifondiaire"), la propriété

(9) Voir, par exemple, PASSOS GUIMARÃES, *op. cit.*, pp. 81 et suiv. Il nous décrit la scission du système latifondiaire vers le milieu du XIX^{ème} siècle, qui a résulté de la lutte entre deux latifundia typiques: celui du café et celui du sucre (Voir aussi pp. 150 et suiv.).

(10) L'expression "complexe rural" (ou "complexe rural traditionnel") se trouve avec cette signification spécifique, par exemple, chez IANNI, *op. cit.*, *passim*. C'est ce même auteur qui l'oppose à un "ordre capitaliste" (*idem*, *ibidem*).

(11) PASSOS GUIMARÃES (*op. cit.*, ch. VIII), en décrivant "la crise du système (ou structure) latifondiaire", nous rappelle que: "Avant d'épuiser tous les moyens et recours dont il dispose, il se présentera toujours au système latifondiaire, comme il arrive d'ordinaire à tout autre système ou régime économique, la possibilité de se redresser temporairement, d'augmenter sa capacité de production et de développer ses forces productives. (...)" (p. 145).

paysanne et la propriété capitaliste (définies elles aussi comme des ensembles de rapports "abstraits") (12).

Voilà donc que les limites entre lesquelles se meut le concept de latifundium au sein de ce champ théorique s'impliquent réciproquement. Que ce soit parce que la quasi-description d'unités-type est un point de repère obligatoire pour l'explication en termes de rapports "abstraits", ou que ce soit par une faiblesse logique des auteurs: a) les deux définitions-limites ne sont pas des pôles exclusifs où l'on trouverait tels auteurs et non pas tels autres; b) cela ne pose pas de problème, puisque la discussion qui s'établit à propos des éléments du concept est valable pour les deux niveaux, du fait que ces éléments y sont présents sous une forme ou une autre.

La "technologie"

Le "bas niveau technologique" de l'agriculture brésilienne est une évidence pour la totalité des auteurs en question. Par là, on se rapporte, d'un côté, aux instruments primaires (ou à l'absence presque totale d'instruments) employés dans le travail de la terre (auxquels certains d'entre eux réservent le terme de "technologie"); et, d'autre, aux "pratiques routinières" d'utilisation du sol (y compris l'absence de préoccupation de sa conservation). Ils nous rappellent que non seulement l'agriculture brésilienne est très peu mécanisée, mais aussi que des instruments employés depuis des siècles dans les plus diverses régions du monde - comme la charrue - n'y sont guère utilisés. Le seul type d'énergie dont on dispose est l'énergie humaine et les seuls instruments des outils

(12) Voir PASSOS GUIMARÃES, op. cit., p. 156. On y trouve aussi une illustration du fonctionnement du système latifundiaire à travers l'étude d'un latifundium typique (le latifundium du sucre), qui est considéré comme un sous-système (idem, ibidem, p. 156 et suiv.).

qui ne sont que des "prolongements de la main". Des tels outils sont les outils d'une pratique agricole "extensive" qui est à l'origine d'un épuisement "intensif" du sol. Cela reste valable non seulement pour les aires "traditionnelles" d'agriculture de subsistance, mais aussi pour celles où l'agriculture commence à peine à s'installer ("zones pionnières"), pour la grande exploitation exportatrice et même pour les aires de "colonisation" étrangère. À en croire les données manipulées par la plupart de ces auteurs, on ne trouve que quelques secteurs restreints de l'agriculture brésilienne qui échapperaient à cette "règle". Si l'on constate des changements au cours des deux dernières décennies, ils ne suffisent pas à indiquer une transformation du secteur agricole dans son essence (13).

La présence de ces instruments et de ces pratiques non-rationnelles, aussi bien que la basse productivité qui en résulte, et ce qui est encore plus grave, leur persistance à travers les siècles, indiquent l'existence d'un système économique (où, tout au moins, des "résidus" d'un système) dominé par la routine et où on n'a pas le souci de promouvoir une dotation rationnelle des facteurs pour la maximisation du profit: bref,

(13) Un traitement systématique de ces données peut être trouvé dans le travail du CENTRE INTERAMERICAIN DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE, déjà cité, pp. 24 et 25, 77 à 88; 362 à 390; et aussi chez DIEGUES JÚNIOR, *op. cit.*, pp. 68 à 72. Voir aussi, en plus des ouvrages cités dans les notes suivantes: BASHAUM, *op. cit.*, pp. 98 et suiv.; SINGER, *op. cit.*, pp. 80 à 82; IANNI, *op. cit.*, pp. 28-29 et 38-39; et Salomão SCHATTAN: "Estrutura econômica da agricultura paulista", esp. pp. 108 et suiv.

d'un système ~~capitaliste~~ capitaliste (14).

A cette affirmation des tenants de la "thèse féodale", ceux qui soutiennent la "thèse capitaliste" répondent en disant que cette apparente irrationalité exprime, en vérité, la rationalité du système. Ils disent, d'abord, qu'une manipulation moins légère des données suggère que la basse productivité de l'agriculture est plutôt fonction des dimensions de la propriété (indifféremment du fait d'être "féodale" ou "capitaliste") et de la position de subordination de l'agriculture par rapport aux autres secteurs de l'économie. Le fait que ces pratiques et instruments soient répandus, à travers des régions "féodales" et "capitalistes", au lieu d'indiquer la force du "féodalisme" ou de ses "restes", en serait la contrepreuve (15).

Puis, en "relativisant" l'affirmation de l'absence d'innovation "technologique" au long de l'histoire de l'agriculture brésilienne, ils nous rappellent que l'agriculture d'exportation a su, mieux que d'autres

(14) Voir, par exemple, les développements de PASSOS GUIMARÃES, op. cit., pp. 179 à 182, résumés par lui-même comme suit: "L'insuffisance des transformations capitalistes dans la campagne brésilienne devient évidente à travers ces comparaisons (avec les données relatives à d'autres pays - M.P.). Ces transformations ne se sont même pas montrées capables jusqu'à maintenant de compenser la défertilisation produite au long des siècles par l'agriculture destructive particulière au système latifondiaire." (p. 181).

"Sous un certain angle, il serait intéressant de faire remarquer un aspect qui nous instruit beaucoup sur les maléfices nuisibles (os danosos malefícios) occasionnés par la domination féodale (dominação feudalista) dans toute l'extension de notre organisme économique. Nous n'avons pas de technique agricole. Les procédés prédominants jusqu'aujourd'hui dans notre agriculture sont, avec un minimum de changement, les mêmes qui ont été importés d'Europe, via le Portugal, et qui ont été appliqués au Brésil modulés par l'improvisation et l'empirisme." (COUTINHO CAVALCANTE, Um Projeto de Reforma Agrária, p. 37).

(15) GUNDER FRANK, op. cit., pp. 231 à 233.

systèmes de production, s'adapter aux exigences qui lui ont été faites. Si elle n'a pas été bouleversée par des "révolutions technologiques" cela s'explique fondamentalement par sa position et sa fonction dans le marché international. Celui-ci rémunère ce type d'agriculture non par ses "innovations technologiques" mais par les produits "valorisés" qu'elle lui fournit dans des délais qui lui conviennent (16). Ainsi, en disposant de main d'oeuvre à bon marché et de terres en abondance, les planteurs coloniaux sont arrivés à la meilleure combinaison possible de ressources pour la réalisation de profits dans ces conditions de marché. Ils n'avaient pas de raisons d'"innover".

Les tenants de la thèse féodale n'acceptent pas la rationalité de la combinaison de facteurs trouvée par les planteurs, soutenue par les tenants de la thèse capitaliste. Cependant, ils rejoignent les tenants de la thèse opposée en ce qui concerne l'indication même de cette combinaison. Le "bas niveau technologique" n'est qu'un des traits fondamentaux de ce complexe (le latifundium), dont le fonctionnement est responsable d'une productivité agricole insuffisante et du retard de l'agriculture en général. Il n'existe qu'en présence du "monopole de la terre" et de la

(16) "Rien de plus faux que cela, dès qu'on l'affirme en termes absolus et sans la spécification convenable; puisque dans son ensemble, et étant donné le but essentiel visé par l'agriculture et l'élevage brésiliens, elles ont été dans le passé, et sont encore, en bonne partie, aujourd'hui, une entreprise réussie. (...) Les procédés de l'agriculture brésilienne, quelles que soient les critiques qu'on puisse leur adresser, se justifient face à l'objectif visé: le profit maximum dans un délai minimum et avec le minimum de dépenses initiales.

(...) (Caio PRADO JÚNIOR: "Contribuição...", cit., pp. 173-174). Voir dans le même sens l'article de Douglas TEIXEIRA MONTEIRO: "Estrutura social e vida econômica em uma área de pequena propriedade e monocultura", pp. 54-55, où l'auteur essaie de préciser l'affirmation de PRADO JÚNIOR dans une étude de cas.

"disponibilité de main d'oeuvre" (17). Voilà un point qui marque la distance entre les conceptions de la "question agraire" acceptées par les agents de ce champ intellectuel et les conceptions conservatrices du "problème rural".

Le "monopole de la terre"

Si nos sociologues prennent la concentration terrienne comme point de départ obligatoire de leur discours sur la monopolisation de la terre, cela ne veut pas dire pour autant que les deux concepts soient synonymes. À l'unanimité, ils nous disent que le monopole implique, en plus de la concentration, l'exclusion virtuelle des non-propriétaires à tout type d'accès à la propriété de la terre ou, ce qui revient au même, leur impossibilité pratique de devenir des propriétaires (18). Ce consensus se prolonge et finit par la reconnaissance de l'existence d'un tel mo

(17) Cet accord devient clair si l'on compare les affirmations faites par PRADO JÚNIOR, à la suite de celles transcrites dans la note antérieure - "les succès de l'exploitation agraire au Brésil sont dus, en premier lieu, à la grande disponibilité de terres..." et ensuite "à l'existence de force de travail à un coût relatif bas" (op. cit., pp. 175-176) - avec celles de SINGER, tenant de la thèse féodale, qui nous dit: "...l'actuelle structure rend artificiellement bon marché la terre et le travail, rendant ainsi le capital relativement cher, et donc peu employé. (...)" (op. cit., p. 81).

(18) "On peut donc arriver à la conclusion qu'il y a grande propriété dès que l'occupation de la terre par le propriétaire contribue à empêcher la possibilité d'appropriation de la famille paysanne et..." (Nestor DUARTE: Reforma Agrária, p. 22).

"Voilà ce qui constitue essentiellement notre question agraire. (...) la grande majorité de la population rurale brésilienne ... à l'exception d'une faible minorité de grands propriétaires, bien que liée à la terre et obligée d'y exercer son activité ... ne peut pas en disposer librement et suffisamment pour s'assurer un niveau de subsistance adéquat. Elle se voit ainsi obligée d'exercer son activité au profit des entreprises agro-mercantiles de cette minorité privilégiée qui détient le monopole virtuel de la terre." (Caio PRADO JÚNIOR: "Contribuição...", p. 182).

monopole dans la société brésilienne.

Si le simple fait que la terre soit le principal moyen de production dénote déjà pour les défenseurs de la thèse féodale l'existence d'un système pré-capitaliste, son monopole par une classe sociale est caractéristique du féodalisme. C'est lui qui sert de base à toute contrainte extra-économique et aux rapports de production qui en découlent (19).

De leur côté, les défenseurs de la thèse capitaliste affirment que ce monopole est le fait même du capitalisme qui s'assure ainsi la main d'oeuvre nécessaire pour mettre en marche l'entreprise. Et de plus, privant ces travailleurs de toute possibilité alternative d'emploi de leur force de travail, il diminue du même coup leur pouvoir de marchandage. Il contribue, ainsi, de forme décisive, par la chute des salaires, à la diminution des coûts de production et à l'augmentation des profits dans ce secteur de l'économie (20). L'accroissement de ce monopole qui accom-

(19) "Il se trouve que le monopole de la terre, dans les conditions pré-capitalistes de notre agriculture, assure à la classe latifundiaire une force plus grande que la simple puissance économique, une autre espèce de puissance qui fréquemment dépasse et survit à celle-ci: la puissance extra-économique. // La puissance extra-économique est une caractéristique et une survivance du féodalisme. Elle s'exerce, encore de nos jours, à travers le 'gouvernement' sur les choses et les personnes à l'intérieur et à proximité des latifundia. (...)" (PASSOS GUIMARÃES, op. cit., p. 33).

(20) "Une autre partie de la population... ne dispose pas de terre propre ni de ressources et possibilités pour occuper et exploiter des terres d'autrui à titre de locataires autonomes. Elle est ainsi obligée de chercher un emploi dans la propriété d'autrui. Or, la présence d'une masse tellement considérable de travailleurs sans d'autre ressource que l'aliénation de leur force de travail fait osciller la balance de l'offre et de la demande de main-d'oeuvre en faveur de la demande qui peut alors imposer ses conditions librement dans les rapports de travail. Voilà la raison principale du niveau de vie très bas du travailleur rural brésilien... niveau de vie qui s'approche maintes fois de formes caractéristiquement serviles et qui va influencer indirectement le niveau de vie urbain (...)" (PRADO JUNIOR, art. cit., pp. 167-168. Voir aussi note 18 ci-dessus).

"The monopolization of land and other resources necessarily results in the exploitation of the non-monopolized resources, that is, labor, and in the underutilization of all resources. Thus, one primary

pagne le développement capitaliste de l'agriculture en constitue la meilleure preuve - contrairement à ce que proclament les partisans de la thèse féodale, pour qui ce serait plutôt un symptôme de la force qui reste encore au système latifondiaire (21).

On associe en général au monopole de la terre d'autres monopoles, en particulier celui du commerce. Les partisans de la thèse féodale croient qu'il s'agit en quelque sorte de prolongements du premier. A travers ces monopoles secondaires les propriétaires referment le cercle d'isolement des travailleurs ruraux et rendent plus viable la coercition extra-économique. Pour l'autre courant c'est le contraire qui serait la vérité: c'est le monopole de la terre qui relève de celui du commerce ou, plutôt, ce sont ces deux là (et tous les autres) qui relèvent de la "structure monopoliste du capitalisme" (22).

purpose of the ownership of large amounts of land, both on the individual and on the social level, is not to use it but to prevent its use by others. (...) Thus, monopoly concentration of land-ownership means monopsony in the labor market which keeps wages and production costs low, not only for agriculture but for industry as well; not only for the national capitalist economy, but for the international economy." (GUNDER FRANK, Capitalism..., op. cit., p. 260).

(21) Voir, dans ce sens, GUNDER FRANK, op. cit., p. 198. Confronter avec PASSOS GUIMARÃES, op. cit., pp. 182-183 et suiv.

(22) On trouve des positions extrêmes chez FACÓ et GUNDER FRANK. "(...) Porque el latifundista en Brasil no monopoliza solo la tierra, sino también los instrumentos de trabajo, los animales de tracción, los créditos bancarios, las semillas, los fertilizantes, los transportes, el mercado, haciendo un desierto a su alrededor. (...)" (Rui FACÓ, Brasil, Siglo XX, p. 175).

"Monopoly concentration in agriculture is not limited to land. All capital is concentrated. (...)"// The transportation, commercial distribution, and financing of agricultural products is also monopolized, especially in large-scale cash crops and export crops. (...)// Monopoly is thus ubiquitous in Brazilian agriculture, and one concentration reinforces another. Through commercial and other relationships, monopoly determines subordination and permits exploitation, which in turn produces development/underdevelopment. It is the combination of all these that procures Brazil and its crisis in agriculture." (GUNDER FRANK, op. cit.,

Il est intéressant de faire remarquer comment nos auteurs transforment subtilement le monopole de la terre - jusqu'à présent un des éléments du système latifondiaire (mais, il est vrai, le plus déterminant) en un thème (et un "problème") en soi. Cela se produit à partir du moment où ils commencent à nous parler des "conséquences du monopole de la terre". Ce faisant, ils énumèrent toutes celles qui étaient attribuées par ailleurs au latifundium, et par ce biais nous arrivons à une espèce d'identification des deux concepts (23).

Un point peu discuté, mais qui a quand même sa place dans le débat, est celui du marché des terres (24). Son existence, nous disent les tenants de la thèse capitaliste, indique l'existence de mobilité des facteurs de production et, donc, de capitalisme (25). Ceux qui soutiennent la thèse féodale se placent d'un tout autre angle: le marché de terres indique que le monopole de la terre est en train d'être rompu par la pénétration du capitalisme dans la campagne ou, ce qui est une façon différente de voir la même chose, par la concurrence d'autres formes de propriété.

pp. 253-254). Mais ce qui rend compte de tout cela dans le "modèle" de GUNDER FRANK c'est "monopolistic structure of the whole system, in which each metropolis holds monopoly power over its satellites; the source or form of this monopoly varies from one case to another, but the existence of this monopoly is universal throughout the system." (*idem*, p. 147).

(23) Voir, par exemple, FACÓ, *op. cit.*, p. 36 et 37 et PRADO JÚNIOR, "Contribuição...", *cit.*, *passim*. Voir aussi note 21 ci-dessus. Le schéma de GUNDER FRANK, du fait de la relativité du monopole de la terre qu'il établit (ce n'est qu'un maillon de la chaîne des monopoles), fait exception à cette tendance.

(24) A propos du marché de terres, nous trouvons deux exposés un peu plus systématiques, bien que concis dans: CIDA, *op. cit.*, p. 118 à 122; et Inácio RANGEL: *A questão...*, *cit.*, pp. 33 à 35, 42, 46. WERNECK SODRÉ (*Formação Histórica*, p. 353) nie l'existence d'un marché de terres au Brésil.

(25) C'est dans ce sens que GUNDER FRANK semble vouloir utiliser les indications fournies par le travail du CIDA (GUNDER FRANK, *op. cit.*, p. 273).

Mais la preuve de la présence de féodalisme ou de traits féodaux serait le contrôle exercé par les latifondiaires sur ce marché en mettant des obstacles à la transformation de la "terre-privilege" en "terre-marchandise" (26). En répliquant que ceux qui exercent ce contrôle sont des entrepreneurs commercio-agricoles (les vrais monopolisateurs de la terre), pour qui ce marché n'est qu'un instrument d'extension de leur monopole capitaliste, les défenseurs de la thèse capitaliste nous font revenir aux questions du début: le caractère de ce monopole et le sens des transformations en cours dans l'agriculture brésilienne.

Les "rapports de production" (27)

Bien que la presque totalité des auteurs postule une relation de causalité entre monopole de la terre et rapports de travail, c'est le dernier terme qui constitue en fait le "point chaud" du débat des sociologues. D'autant plus "chaud" que la complexité reconnue des rapports de travail dans la campagne brésilienne ajoute des éléments dus au manque d'information aux confusions théoriques existantes.

Il est vrai que, ici comme ailleurs, il y a au moins un point de convergence: la reconnaissance de la tendance à la généralisation du salariat comme forme de rémunération du travail (28). Qu'il s'agisse

(26) Cf. PASSOS GUIMARÃES, op. cit., pp. 100 et 178.

(27) La plupart des auteurs emploie l'un pour l'autre les termes de rapports de production et rapports de travail. Nous les suivons ainsi pour le moment, revenant sur le problème dans la 3^e. partie.

(28) "C'est le salariat qui constitue le rapport de travail plus généralisé et le plus caractéristique dans l'agriculture brésilienne. (...)" (PRADO JÚNIOR: "Contribuição...", cit., p. 116).

Un auteur qui soutient des positions antagoniques nous indique qu'un des "traits caractéristiques" du processus de transformation capitaliste connu par l'agriculture brésilienne, au cours des 50 dernières années, est "la substitution, quoique lente, des formes semi-capitalistes ou capitalistes aux formes pré-capitalistes ou capitalistes de rente foncière et la généralisation, accélérée dans les dernières années, du salariat presque capitaliste ou capitaliste." (PASSOS GUIMARÃES, op. cit., p. 171).

d'une accentuation du caractère capitaliste de l'agriculture ou de la pénétration du capitalisme dans un système à caractéristiques féodales, l'accord demeure. S'il arrive parfois que l'on mette en doute une telle tendance ou sa généralité nécessaire, cela vient paradoxalement de la part des défenseurs de la thèse capitaliste, mettant ainsi en relief le caractère capitaliste d'autres formes de rémunération (29).

La scission survient lorsqu'il est question de déterminer l'importance déjà atteinte par ce processus. Malgré son importance croissante, le salariat, pour les tenants de la thèse féodale, est loin d'être la forme dominante de rémunération du travail agricole. Les données du recensement fournissent des éléments à ces auteurs pour affirmer que les salariés ne constituent que le tiers de la main-d'oeuvre employée dans l'agriculture. Mais, ce n'est pas tout: ils nous rappellent que ces informations officielles cachent une partie de la vérité, en incluant dans la catégorie de "simples employés" certaines "formes bâtarde" de salariat (par exemple, le paiement en nature d'une partie ou de la totalité du salaire). D'autre part, même lorsqu'on trouve un salariat formel, il se fait accompagner fréquemment d'autres "institutions" qui le dépouillent de tout contenu de vrai salariat: le travailleur doit acheter ses vivres au propriétaire et exécuter gratuitement des menus services pour celui-ci (exemple: l'entretien des routes); le propriétaire concède comme un "don" une habitation au travailleur; etc... Ainsi, ces auteurs croient qu'on peut dire

(29) Ainsi, le même PRADO JÚNIOR nous dit que "... le métayage (parceria) représente au Brésil, du point de vue du travailleur, de ses conditions, de son niveau de vie et statut social, un type supérieur de rapports de travail et production, lorsqu'on le compare aux rapports typiquement capitalistes du salariat. (...) le métayage représente un facteur positif de niveau technologique et social supérieur." (Caio PRADO JÚNIOR, A Revolução Brasileira, pp. 55-56).

légitimement que, derrière cette façade capitaliste, se trouve, à la rigueur, une réalité constituée par des rapports féodaux ou semi-féodaux, où la contrainte extra-économique l'emporte sur les relations purement contractuelles (30).

Sans nier l'existence de telles contraintes, les défenseurs de la thèse capitaliste pensent, cependant, qu'elles deviennent de plus en plus rares. D'ailleurs, elles ne seraient pas suffisantes pour nier l'existence capitaliste des rapports de travail. Les mêmes données du recensement, manipulées d'une autre façon, supportent leur affirmations. Pour eux, contrairement à ce qu'affirment les tenants de la thèse féodale, les données officielles ne considèrent que les formes classiques de salariat, laissant ainsi échapper des formes atypiques de cette modalité de rémunération qui sont pourtant significatives dans le cas du Brésil (31). En allant jusqu'à l'essentiel - la propriété ou la non-propriété des moyens de production - on verrait que le nombre des vrais "salariés" est bien

(30) "Les salariés ne constituent qu'un tiers de la population active dans l'agriculture, mais ne perçoivent pas tous un simple salaire (salário a seco), rémunération par excellence du régime capitaliste. La plupart des gens qui travaillent dans le milieu rural sont encore constitués par des agriculteurs (lavradores) qui versent une rente au propriétaire de la terre ou lui donnent une partie de leur production. Voilà les racines féodales déjà mentionnées..." (Thomas Pompeu ACCIOLY BORGES: A Estrutura Agrária do Brasil, p. 3). Voir dans le même sens: PASSOS GUIMARÃES, op. cit., pp. 172 à 176 (esp. 173); et SINGER, op. cit., p. 71).

(31) "Le salariat pur ... n'est et ne peut être qu'exceptionnel dans la campagne brésilienne. Bien que la majorité des travailleurs ruraux soit constituée par des salariés, c'est-à-dire, par des travailleurs rémunérés en argent, les rapports de travail se compliquent par l'interférence de circonstances particulières (...)" L'auteur en énumère deux: l'isolement relatif des travailleurs du fait qu'ils habitent les grandes propriétés; le supplément de salaire constitué par la culture d'un lopin que lui concède le propriétaire. (PRADO JUNIOR: "Nova Contribuição para a Análise da Questão Agrária no Brasil", p. 17).

plus important qu'on ne le suppose d'ordinaire. Si on leur ajoutait en plus les petits propriétaires qui sont obligés de vendre leur force de travail pendant certaines périodes de l'année (les ouvriers agricoles temporaires), on verrait que le salariat est largement majoritaire. La conclusion à laquelle on arrive est donc l'inverse de celle à laquelle les tenants de la thèse féodale avaient abouti: derrière une façade féodale, se trouverait une réalité capitaliste (32).

Il est intéressant de suivre les démarches par lesquelles les deux groupes arrivent à fonder leurs positions sur des données statistiques. Voyons donc, ce que deviennent les données du recensement manipulées d'un côté par PEREIRA DE QUEIROZ qui, sans défendre la thèse du féodalisme, affirme, avec ceux qui la soutiennent, l'importance de l'économie naturelle au Brésil (33) - et de l'autre par GUNDER FRANK, partisan

(32) "Though Singer (1961:71) maintain that money payments are often a façade for a semi-feudal relationship due to the owner's colonial-derived social and political position, the reverse is shown by Prado (1960:214,224), Costa Pinto (1948:165,168) and Ianni (1961:41), namely, that various "feudal" features of the owner-work relation are façades for essentially commercial economic exploitation." (GUNDER FRANK, Capitalism ..., cit., p. 235). Les articles mentionnés par l'auteur sont ceux déjà cités, respectivement: "Agricultura e desenvolvimento econômico"; "Contribuição..."; "A estrutura da sociedade rural brasileira", pp. 268-271; "A constituição...".

(33) Maria Isaura PEREIRA DE QUEIROZ, sans mentionner la polémique capitalisme - féodalisme, propose la prédominance à l'intérieur du Brésil, d'une économie d'agriculteurs indépendants (sitiantes) à caractéristiques d'économie naturelle opposée à l'économie agricole d'exportation. En essayant de montrer l'importance de la catégorie sociale à laquelle cette économie donne naissance, elle rejoint les défenseurs de la thèse féodale dans l'affirmation du peu d'importance relative du salariat. Elle s'écarte, cependant, de ceux-ci en ce qui concerne l'autonomie qu'elle attribue à ces sitiantes à l'égard des gros propriétaires. (Voir ses articles: "Uma Categoria Rural Esquecida" et "Les Classes Sociales au Brésil", passim). Étant donné que cet auteur arrive, en ce qui concerne les salaires, aux mêmes conclusions que les défenseurs de la thèse féodale (voir note 30), et puisqu'il explicite ses procédures, nous estimons pouvoir prendre sa démarche comme exemple de cette tendance.

de la thèse capitaliste.

Le Recensement Démographique de 1954 (34) nous informe qu'il y avait au Brésil une population agricole de 29 621 089 habitants, dont 9 621 089 "économiquement actifs". Ces 9 621 089 passent à 9 886 934 lorsqu'on les dénombre selon la "position occupationnelle":

(I)	Employés	3 334 479
	Employeurs	323 961
	Indépendants	3 521 788
	Membres de la famille et d'autres positions	2 696 816
	Sans déclaration de position	9 890
	TOTAL	9 886 934

Les données du Recensement Agricole (35) présentent quelques désaccords vis à vis de celles du Recensement Démographique: ici, nous avons un total de 10 996 834 "personnes occupées dans les établissements agricoles", ainsi distribuées:

(II)	Responsables et membres non-remunérés de la famille y compris les <u>parceiros</u> responsables de la gestion	6 022 033
	Employés	3 729 244
	<u>Parceiros</u> non-responsables	1 245 557
	TOTAL	10 996 834

Le Recensement Agricole nous informe aussi sur la "distribution des établissements agricoles selon leur superficie":

(34) VI Recenseamento Geral do Brasil, Censo Demográfico, pp. 26,32,34 et 48.

(35) VI Recenseamento Geral do Brasil, Censo Agrícola, pp. 10,11 et 12.

(III)	Moins de 10 ha	710 934
	De 10 à moins de 100	1 052 557
	De 100 à moins de 1 000	268 159
	De 1 000 à moins de 10 000	31 017
	De 10 000 et plus	1 611
	Sans déclaration	364
	TOTAL	2 064 642

PEREIRA DE QUEIROZ regroupe les données du premier tableau selon le modèle du deuxième (elle met ensemble les "responsables" et les "membres non-rémunérés de la famille") et le deuxième à partir d'une mise en doute implicite des catégories du Recensement (36) (elle joint les parceiros aux responsables d'établissements). Nous arrivons alors aux tableaux suivants:

(IV)	Employeurs	323 961
	Indépendants et famille	6 216 604
	Employés	3 334 479
	Sans déclaration	9 890
	TOTAL	9 886 934
(V)	Responsables des établissements ruraux et membres non-rémunérés de leur famille	7 267 590
	Ouvriers agricoles permanents et temporaires	3 729 444

(36) Voilà ce que nous dit le Recensement Agricole (p. XXVI): "Nous définissons comme parceiros les gens subordonnés à l'administration de l'établissement qui percevaient, comme rémunération, une partie de la production obtenue (meia, terça, quarta). Il faut remarquer que les parceiros responsables de l'administration des établissements sont comptés dans le groupe "responsables et membres non-rémunérés de leur familles".

Ces tableaux nous montrent l'importance réduite des ouvriers agricoles. L'auteur va encore plus loin et nous rappelle que, parmi ces 3 729 444 ouvriers, 2 308 177 sont des ouvriers temporaires. Or, "dans la plupart des cas, l'ouvrier agricole temporaire est un sitiante qui s'embauche pour gagner un peu d'argent". (37)

GUNDER FRANK, de son côté, pense que les différences entre les chiffres des deux recensements ne sont pas significatives. Il croît donc légitime de jouer sur les données des deux sources. Il regroupe d'abord le tableau III dans des catégories qui lui semblent reproduire mieux la réalité. Puis, il suppose un nombre égal de propriétés et propriétaires. Ensuite, il admet qu'à chaque propriétaire correspond une famille, dont le nombre total (5 405 000) lui est donné par le Recensement Démographique. En diminuant de ce total de familles le total de familles propriétaires supposées, il arrive au nombre des familles non-propriétaires. Finalement, il distribue les écarts et arrive au tableau ci-dessous:

(37) PEREIRA DE QUEIROZ: "Les classes...", cit., p. 150. Les tableaux IV et V se trouvent respectivement aux pages 144 et 150 du même travail.

(VI)	Personnes dépendant de l'agriculture	Établissements (1 000)		Population (1 000)	
		nbe. de propriétaires	%	nbe. de familles	%
	Economiquement viables	1 000	49	1 009	19
	propriétaires de plus de 100 ha	33	1,6	33	0,6
	propriétaires de plus de 20 ha	976	47	976	18
	Non-viables économique- ment	1 056	51	4 397	81
	propriétaires de moins de 20 ha	1 056	51	1 056	19
	non-propriétaires	0	0	3 341	62
	TOTAL	2 065	100	5 405	100

Ce tableau nous montre que 62% de la population rurale est constituée par des agriculteurs sans terre et que ce nombre passe à 81% si on lui ajoute les 19% de petits propriétaires qui sont obligés de vendre leur force de travail à certaines époques, leurs propriétés étant insuffisantes pour leur assurer le minimum vital (38). Si nous prenons le tableau III comme référence, nous voyons que GUNDER FRANK a fait en sorte que les employés absorbent les parceiros et qu'il a redistribué les "membres non-rémunérés de la famille". La seule réalisation de la première opération amène DIEGUES JÚNIOR à une distribution intermédiaire de celles des deux auteurs en question: 54% de propriétaires (de toutes catégories) contre 46% de non-propriétaires (39). Le CIDA, d'autre part, considérant

(38) GUNDER FRANK, op. cit., pp. 248 à 251. À la page 250 se trouve le tableau d'où a été extrait le tableau VI.

(39) DIEGUES JÚNIOR, op. cit., p. 63.

que le Recensement Agricole a sous-estimé le total de la main d'oeuvre active dans l'agriculture - ne comptant pas les travailleurs résidents dont la rémunération consiste dans le droit à l'utilisation d'un lopin de terre du propriétaire et diminuant le nombre de femmes et d'enfants - estime, à partir de l'entrecroisement des données des deux recensements (manipulant, de même que GUNDER FRANK, les chiffres relatifs aux familles et les réduisant ensuite aux travailleurs pris individuellement), ce total à 12 613 300 personnes. 48% de cette main d'oeuvre serait constitué par des "producteurs et membres de leurs familles" et 52% par des "contrac-tés". Ce dernier chiffre monte à 62% si on ajoute à ces "travailleurs sous contrat" (sans terre) les responsables des "minifundia" (ceux qui n'ont pas assez de terre) (40).

Le débat sur les rapports de travail se prolonge et, d'une cer-taine manière, s'approfondit dans la discussion de certaines formes dont la spécificité pose un problème à nos auteurs. Ainsi, la parceria et l'arrendamento.

La presque totalité des auteurs fait remarquer l'importance de ces deux formes, en particulier de la première: soit par son étendue (on trouve la parceria à travers tout le milieu rural brésilien et un auteur (41) se risque même à dire qu'il s'agit du rapport de travail le plus fré-quent), soit par son caractère parcellaire ou semi-parcellaire (qui la différencie d'autres formes de non-salariat) (42), soit par la stabilité

(40) CIDA, op. cit., pp. 62 à 64; et 99 (tableau) à 100. Voir aussi l'appen-dice II où la démarche est explicitée.

(41) PAIXÃO; "Elementos...", p. 55.

(42) PRADO JÚNIOR: "Contribuição ...", pp. 215 et 223; et "Nova ...", pp. 28-29.

qu'elle assurerait à l'emploi rural (43), soit par son importance historique, comme alternative au travail libre (44), soit finalement par l'importance que lui est attribuée par le courant adverse (45). Les dénominations viennent de la classification spontanée de la population rurale elle-même, bien que nos auteurs y découvrent parfois des "imprécisions": souvent, on emploie le terme de arrendamento alors qu'en fait il s'agit de la parceria ou vice-versa; ailleurs, on fait face tout simplement à des dénominations régionales (46).

La parceria met en relation d'un côté un agriculteur parcellaire et de l'autre un propriétaire sur les terres duquel le premier exerce son activité. Le produit de cette activité est divisé entre les deux parties, l'opération s'accomplissant le plus souvent en nature et les frac-

(43) CIDA, op. cit., p. 212 et suiv.

(44) PASSOS GUIMARÃES, op. cit., pp. 86 e suiv.

(45) Cela arrive en général aux défenseurs de la thèse capitaliste qui acceptent de discuter une forme dont ils mettent l'importance en doute (voir l'indication de la note 42). Mais parfois c'est le contraire qui se passe: c'est le cas (voir l'indication de la note 44) de PASSOS GUIMARÃES qui commence son exposé à propos de la parceria montrant que son importance, contrairement à ce qu'assure le courant adverse et les idéologues de l'époque où elle a surgi, serait d'assurer la continuité du système latifundiaire. Elle serait une alternative au travail libre, non au travail esclave.

(46) Notons que nos auteurs sont loin de dépasser cette "imprécision".

Des formes, par exemple, où ce caractère parcellaire fait défaut sont comptées maintes fois comme des modalités de parceria: voire, l'utilisation du même terrain simultanément (comme dans certains cas de cultures associées de deux produits) ou successivement (ce qui est plus ou moins commun dans des aires à agriculture et élevage combinés) par l'agriculteur et le propriétaire. D'autre part, ils se ressentent encore du manque d'informations de base ou du fait d'informations contradictoires.

Ainsi, nos affirmations dans le texte ne sont qu'un recueil de points sur lesquels il y a un accord général. Nous avons pris comme base surtout les ouvrages cités de DIEGUES JÚNIOR (pp. 64-68) et du CIDA (en spécial, pp. 212-249), qui, de leur côté, prennent comme base de leurs affirmations, en plus des données fragmentaires de leurs propres recherches, l'ouvrage de Clovis CALDEIRA: Arrendamento e Parceria (1955) qui organise les résultats d'une enquête gouvernementale effectuée en 1952. Aux travaux de CALDEIRA font appel aussi d'autres auteurs, par exemple GUNDER FRANK et PASSOS GUIMARÃES.

tions de chacune d'elles étant fixées selon des critères variables (47). Les moyens de travail appartiennent en général au propriétaire, mais il peut arriver qu'ils appartiennent soit en totalité au parceiro, soit en partie au parceiro et en partie au propriétaire. Il appartient au parceiro de choisir le produit qui va être cultivé, mais le propriétaire se réserve le droit d'interdire tel ou tel produit (48), de même il a une priorité d'achat sur les produits de ses parceiros. Pendant la durée du "contrat de parceria" (49), il arrive que le parceiro, n'ayant pas accès

(47) Si les auteurs ne se mettent pas d'accord sur les critères, bien qu'ils en énumèrent quelques uns (le produit, le fait que le propriétaire ait procédé à des améliorations sur la terre du parceiro, la tradition, etc...), la confusion est encore plus grande quand il s'agit des fractions. Ils nous disent que la meia (la moitié), la terça (le tiers) et la quarta (le quart) sont les divisions les plus courantes. Ils nous rappellent que parfois le parceiro prend, par cette raison, la dénomination de meeiro, terceiro, quarteiro. Mais, dès que, dans le cas des deux dernières modalités, on demande qui reçoit telle ou telle partie, les réponses divergent. DIEGUES JÚNIOR (*op. cit.*, p.66) affirme que le tiers va au parceiro (d'où la dénomination terceiro: celui qui prend le tiers) et les deux tiers au propriétaire, alors que le CIDA (*op. cit.*, p. 213) déclare que c'est le contraire qui se passe. PRADO JÚNIOR (*A Revolução...*) et PAIXÃO ("Elementos...", p. 46) sont du même avis que le Comité, mais CORREIA DE ANDRADE (*A terra e o homem no Nordeste*, pp. 199-200, par ex.) et les organisateurs du Recensement Agricole de 1950 ("Introdução", XXVI) utilisent les termes dans la même acception que DIEGUES JÚNIOR.

(48) Ils ne permettent, en général, que des "cultures temporaires", parce que les "cultures permanentes" peuvent, dans un certain délai, servir de base à une revendication du parceiro pour la possession de la terre, et aussi à des exigences d'indemnisation dans le cas de rupture du contrat en accord avec les lois brésiliennes.

(49) L'emploi du mot "contrat" est discutable dans ce cas, parce que ce "contrat", comme le rappellent nos auteurs, est flexible: il se modifie (ou le propriétaire le fait modifier) selon les circonstances, cette circonstance pouvant être tout simplement la perspective d'une bonne récolte, ce qui amène le propriétaire à redéfinir la modalité de division du produit. En tout cas, il y a presque toujours un accord préalable, oral pour la plupart, entre le propriétaire et le parceiro à propos de certains points: les charges de chacune des parties, l'engagement de la famille du parceiro, la division du produit, etc... Cependant, cela, comme d'ailleurs tout dans le "contrat de parceria" est passible de modifications ultérieures.

au crédit, emprunte de l'argent au propriétaire, en devenant son débiteur; il en résulte fréquemment que le parceiro soit obligé d'exécuter des prestations gratuites de service. A ces limitations auxquelles est assujéti le parceiro s'en ajoutent souvent d'autres plus ouvertement "extra-économiques", parmi lesquelles l'interdiction faite au parceiro et à ses familiers de s'absenter de la propriété sans le consentement préalable du propriétaire.

Pour se prononcer sur la signification de la parceria, les deux courants font appel à un même texte de Marx sur le métayage (50), où cet-

(50) "Le métayage ou système d'exploitation avec partage du produit peut être considéré comme une forme de transition entre la forme primitive de la rente et la rente capitaliste; l'exploitation (le tenancier) apporte, outre le travail (le sien ou celui d'autrui), une partie du capital actif et le propriétaire foncier, en plus de la terre, fournit l'autre partie du capital (le bétail par exemple); le produit est réparti entre le métayer et le propriétaire dans des proportions déterminées qui varient suivant les pays. Pour une exploitation entièrement capitaliste, le tenancier ne dispose pas dans ce cas d'un capital suffisant. Mais par ailleurs la part revenant au propriétaire foncier n'est pas de la rente pure. Il se peut effectivement qu'elle comporte une part d'intérêt pour le capital qu'il a avancé ainsi qu'une rente excédentaire. Il est également possible qu'elle absorbe tout le surtravail du tenancier, ou qu'elle n'en laisse à ce dernier qu'une part plus ou moins importante. Mais l'essentiel c'est que la rente n'apparaît plus ici comme la forme normale de la plus-value tout court. D'un côté, le métayer peut prétendre - qu'il travaille seul ou qu'il emploie le travail d'autrui - à une part du produit et cela non en sa qualité de travailleur, mais de possesseur d'une partie des instruments de travail, c'est à dire parce qu'il est son propre capitaliste. De l'autre côté, le propriétaire foncier peut prétendre à sa part non pas exclusivement parce qu'il est le propriétaire du terrain, mais parce qu'il prête du capital." (Karl MARX: Le Capital, III, viii, p. 182).

Ce texte de Marx appartient au chapitre du Capital dédié à la "genèse de la rente foncière capitaliste" qui sert d'orientation aux développements de PASSOS GUIMARÃES, PAIXÃO, COSTA PINTO et PRADO JÚNIOR à propos de la parceria et d'autres formes à caractère capitaliste discutables.

PASSOS GUIMARÃES, à la suite de la transcription du texte ci-dessus (op. cit., p. 89) nous dit: "Il est évident qu'on ne peut pas enca-drer dans ce modèle (figura) ni les contrats de "parceria" de Vergueiro, ni les contrats de moção hérités des temps coloniaux; moins encore les "contrats" ou les "parcerias" considérés faussement comme tels aujourd'hui encore, car la plupart d'entre eux se rapportent à des relations de

te forme est analysée comme une forme de transition du féodalisme au capitalisme dans la campagne. Au nom de la spécificité du cas brésilien, ils essaient de montrer qu'une telle analyse n'est valable que comme point de repère: le métayage, on ne le trouve pas au Brésil. Ici, contrairement à ce qui arrivait dans le cas de la "parceria classique" (le métayage), le parceiro n'a pas l'aspect de "capitaliste" (responsable de la production) qu'avait le métayer; sa participation à la production n'est pas fonction du capital qu'il y a par hasard investi (comme il arrivait en partie au métayer); il n'a pas d'autonomie ni d'initiative, le propriétaire intervenant dans ses affaires chaque fois qu'il le juge nécessaire. Mais, ce qui distingue fondamentalement les deux formes (et rend compte des autres différences) c'est que le métayer est le propriétaire de ses moyens de travail, alors que le parceiro ne l'est pas.

Or, pour les tenants de la thèse féodale, c'est impossible qu'on n'y reconnaisse pas un rapport féodal: à la place du métayer-entrepreneur du métayage classique, nous avons affaire à un véritable serf, dépossédé,

travail entre cultivateurs et seigneurs de la terre, où les premiers n'ont aucune autonomie dans la production et où les derniers leur imposent un type d'exploitation très semblable à celle des serfs." (*idem*, pp. 89-90).

PRADO JÚNIOR, de son côté, se réfère aux "analyses des classiques du marxisme, Marx et Lénine en particulier" (*A Revolução...*, p. 53); pour arriver à une conclusion identique et à un jugement opposé: "La conclusion à laquelle on arrive, conclusion qui me semble incontestable et qu'on n'a d'ailleurs jamais contestée ni même interrogée, c'est que la parceria, sous la forme dans laquelle elle est pratiquée au Brésil et dans les secteurs expressifs de l'ensemble de l'économie du pays, ne constitue pas proprement la "parceria" classique telle qu'elle se présente ailleurs, en Europe en particulier, comme c'est le cas du métayage français ou de la mezzadria italienne. Il s'agit chez nous, au moins dans ces instances de réelle signification économique et sociale dans l'ensemble de la vie brésilienne, de simples rapports d'emploi, à rémunération in natura du travail. (...) Notre parceria est ainsi assimilable plutôt au salariat, et constitue donc, dans son essence, une forme capitaliste de rapport de travail." (*idem*, pp. 52-53).

sans initiative, soumis à tout type de coercition "économique" et "extra-économique" (51). La rente foncière qu'il verse au propriétaire monopolisateur de la terre (52), sous n'importe quelle forme - et les prestations en travail ne font que rendre plus manifeste la relation de servitude - est le mécanisme principal d'extraction du surtravail du parceiro et, par conséquent, de reproduction du système. Ces auteurs pensent qu'on trouve parfois des cas de véritable parceria (métayage) dans le milieu rural brésilien; mais ils sont rares et sont accompagnés, en général, eux-aussi, de coercitions de type féodal (53).

Le jugement des défenseurs de la thèse capitaliste en est exactement l'opposé: il s'agit pour eux de véritables "rapports d'emploi", c'est-à-dire, d'un salariat déguisé par l'exigence d'une économie dont les disponibilités monétaires sont réduites. Le propriétaire ne transfère pas la possession de la terre au parceiro (54). Celui-ci n'est que son employé

(51) Voir texte de PASSOS GUIMARÃES dans la note antérieure.

(52) Si PASSOS GUIMARÃES considère que la question "qui paie qui?" est sans importance (op. cit., pp. 171-172), on trouve cependant sous-entendu dans ses textes comme dans ceux des autres tenants de la thèse féodale l'idée que le parceiro verse un tribut au propriétaire terrien.

(53) PASSOS GUIMARÃES ne mentionne qu'un exemple de parceiros véritables: "les fornecedores (*) de canne-à-sucre; mais même ceux-ci sont subordonnés au monopole d'achat et à d'autres rapports de dépendance vis-à-vis des usineiros." (op. cit., p. 90).

(*) Il s'agit des anciens senhores de engenho qui, avec l'apparition de la grande fabrique de sucre (usina), à partir de la fin du XIX^{ème} siècle, sont devenus des simples planteurs, fournissant la matière première pour l'usine. Les relations entre fornecedores et usineiros ont été réglementées à partir de 1939, avec la création de l'Institut du Sucre: 50% au moins de la canne broyée par l'usine doit parvenir des fornecedores.

(54) Voir le texte de PRADO JÚNIOR dans la note 51 ci-dessus. Et aussi du même auteur: "Nova...", pp. 26-27; "Contribuição...", p. 215.

à qui il verse un salaire en nature (55). Cette pseudo-parceria ne constituerait donc ni une forme de transition ni une forme anachronique quelconque (féodale ou semi-féodale), mais au contraire une forme historique des rapports capitalistes de production. La meilleure preuve en serait fournie par le fait de son expansion dans les régions où le capitalisme a plus manifestement pénétré dans l'agriculture (56). À la rigueur, ces auteurs pensent qu'il s'agit plutôt d'une forme alternative du salariat proprement dit: celui-ci étant préféré pendant les époques d'expansion économique (où la disponibilité d'argent est plus grande) et l'autre pendant les époques de recession (57). Ils sont d'accord avec leurs adversaires

(55) COSTA PINTO (op. cit., pp. 254 à 271) dirige autrement son argumentation à propos de la dominance des rapports capitalistes et du caractère capitaliste de la parceria. Il n'y voit pas une forme déguisée de salariat, mais bien du metayage tout court, forme de transition "entre les formes antérieures de rente et la forme capitaliste pure". Simplement dans cette transition, l'auteur va signaler le point d'arrivée au détriment du point de départ: "Ce régime est le prologue immédiat de la pleine exploitation capitaliste de l'agriculture, bien que cette affirmation puisse surprendre les esprits simples qui, lorsqu'on parle de capitalisme, pensent à un paysage urbain plein de cheminées vomissant de la fumée..." (*idem*, p. 258).

(56) "Faisons remarquer qu'à São Paulo ... la parceria est d'autant moins une forme anachronique et désuète qu'elle ne s'est diffusée et n'est devenue un élément de poids dans l'économie de cet état qu'à une époque tout à fait récente, et postérieure à 1930, liée à une culture spécifique, celle du coton." (PRADO JÚNIOR, *A Revolução...*, p. 54).

L'argument de PRADO JÚNIOR (comme il avait été développé dans "*Contribuição...*") est repris par GUNDER FRANK dans *Capitalism...*, pp. 237 et 264.

(57) Cf. PRADO JÚNIOR: "*Contribuição...*", pp. 216-217. L'affirmation s'applique non seulement à la parceria, mais à toutes les formes de rémunération autres que celle du salariat pur.

Le même PRADO JÚNIOR, ailleurs, se rapportant spécifiquement à la concession d'un lopin de terre aux travailleurs, en cherche l'explication dans la disponibilité de terres et dans la nécessité pour le propriétaire, d'avoir une réserve de main d'oeuvre.

GUNDER FRANK nous parle de considérations "d'ordre économique (y compris la nécessité de main d'oeuvre - M.P.) et technologique" (op.

à propos de l'existence de cas de véritable métayage au Brésil: il s'agit de formes minoritaires dont la raison d'existence reste à être étudiée(58).

L'arrendamento (fermage), tout en étant moins discuté que la parceria, pose aussi certains problèmes à nos auteurs. Ce qui le distingue de celle-ci, plus que la forme monétaire qu'il assume en général (on trouve des cas de parceria avec division du produit en argent et des cas d'arrendamento où la terre est payée en nature), c'est que l'on paie au propriétaire une rente fixe, indépendamment des fluctuations de la production (59). Ici il y a donc un accord: c'est bien l'usage de la terre qui est payé par le locataire. Cependant, si les choses sont claires pour les tenants de la thèse capitaliste (le loyer étant une catégorie de la

cit., p. 234): "Which of these forms of the exploitative relationship, or their combinations (il se réfère à une énumération qu'il avait faite de ces formes), will obtain in a given case depends above all on the interests of the owner. And these in turn are determined by the capitalist economy of which he is a part. In some cases, it is relatively easy to explain the persistence or introduction of a given form of relationship. Money wages and short-term contracts, for instance, serve better if the supply of labor is large and secure relative to the owners actual and potential demand for it, and/or when permanent crops are economically indicated and when the owner wishes for speculative reasons to make rapid shifts -- from one crop to another and when times are good, and when because of inflation the value of money declines, etc. In other circumstances and -- times, such as when labor is in shorter supply, payment in kind and various forms of tenancy, which tie the worker to a particular owner, are more profitable to the owner." (*idem*, pp. 265-266).

(58) Cf. PRADO JÚNIOR: *A Revolução...*, p. 207. Dans son article "Nova...", p. 26, il énumère la culture du coton au Nord-est et au Centre-sud, et celle du riz dans le Baixo São Francisco (sud de la région Nord-est).

(59) Cf. CIDA, *op. cit.*, pp. 239-240; DIÉGUES JÚNIOR, *op. cit.*, p. 67; et SINGER, *op. cit.*, pp. 71-72 (ce dernier n'établit pas de distinction, autre que celle de la mobilité de paiement de la terre, entre l'arrendamento et la parceria).

pratique économique du capitalisme), ceux qui défendent la thèse féodale croient qu'il faut établir une distinction entre locataires capitalistes et locataires non capitalistes. Les premiers sont de véritables fermiers, propriétaires de leurs moyens de travail et possesseurs effectifs de la terre, qui voient augmenter leur coût de production à cause de l'existence du propriétaire foncier qui s'approprie une partie de la plus-value qu'ils extorquent à leurs ouvriers agricoles (60). Les seconds n'ont pas d'initiative, dépendent totalement du propriétaire foncier qui s'approprie directement leur surtravail (61). Nous aurions affaire ici à un type de rente foncière précapitaliste payée en argent ou en nature selon les exigences de chaque propriétaire (62).

(60) Ce serait le cas des cultivateurs du riz dans le sud du Brésil (état du Rio Grande do Sul), dont le caractère capitaliste est mis en relief par l'unanimité de nos auteurs: il s'agit d'entrepreneurs qui emploient des machines et des méthodes modernes, tournés vers le marché intérieur et intéressés, par conséquent, à son élargissement. Mais, même là, on trouve certains "traits" non-capitalistes, voir féodaux, dont le paiement en produits du loyer de la terre:

"74,9% de l'agriculture rizière du Rio Grande do Sul occupe des terres affermées dont 72,7% paient leurs fermages (arrendamentos) en pourcentage, cela veut dire, avec une partie de la récolte. Cette partie, qui constitue la rente foncière, (...) atteint en moyenne 31% de la récolte. En raison de la productivité élevée de l'agriculture irriguée du riz dans le Rio Grande do Sul (...), le locataire paie annuellement une, deux et jusqu'à trois fois la valeur de la terre." (SCHILLING, op. cit., p. 91). Cet exemple est repris par PASSOS GUIMARÃES (op. cit., p. 175) qui croit que "Schilling a raison de parler de 'restes féodaux'."

(61) L'exemple le plus notable de ces "fermiers pré-capitalistes" serait fourni par les foreiros du Nord-est, parmi lesquels les "ligues paysannes" ont pris naissance. (Voir références note 59).

(62) Une telle distribution est sous-jacente aux analyses de PAIXÃO, CARDCSO, WERNECK SODRÉ (Formação..., pp. 355 à 357), et, bien sûr, à celles de PASSOS GUIMARÃES et de SCHILLING.

Unité de marché ou unité de subsistance?

Si, pour les tenants de la thèse féodale, ce sont les "rapports de production et travail" qui déterminent, à eux seuls ou en tant qu'associés au monopole de la terre, tout le reste (63), pour les tenants de la thèse capitaliste, ils sont déterminés par la "nature de l'exploitation", à elle seule ou en tant qu'élément d'un système plus vaste (64). Il en résulte que la question de la destination de la production et des rapports du latifundium avec l'économie nationale et (ou) internationale "appartient" aux défenseurs de la thèse capitaliste, de la même façon que celle des "rapports de production" "appartient" à leurs adversaires.

Ce qui caractérise un système féodal, c'est qu'on trouve à sa

(63) Voir pages 25 à 33 de la première partie, y compris les notes.

(64) "En tenant compte du rôle que la grande exploitation agro-mercantile joue dans l'économie rurale brésilienne, les rapports de production et travail y sont naturellement déterminés tout d'abord par la nature de cette exploitation; c'est-à-dire que ces rapports constituent essentiellement de relations qu'entretiennent entre eux, d'un côté, les entrepreneurs de l'affaire (les grcs propriétaires) et, de l'autre, les travailleurs qui leur fournissent la main d'oeuvre avec laquelle la grande exploitation est mise en marche. Les conditions dans lesquelles se réalise cette offre de main d'oeuvre et de force de travail font apparaître l'essentiel des rapports de production et de travail en vigueur dans l'économie agraire brésilienne." (PRADO JÚNIOR: "Contribuição...", p. 209).

"It is often argued that the commerce in agricultural products is necessarily secondary to their production - a matter of disposing of them after their production has been determined by others, that is productive and 'internal' considerations, which are in turn determined, or 'limited', by the 'feudal' or 'pre-capitalist' productive relations between owner and worker on the farm. It is of course the thesis of this study that commercial determination is paramount instead. All the initiative and capital for large-scale commercial production came originally from commercial interests across the seas. With the development of a relatively independent Brazilian market and commercial interests, these interests came to play a role in the determination of agricultural production. But fundamentally this did not change anything in agriculture itself." (GUNDER FRANK, Capitalism..., pp. 254-255).

base une économie non-marchande, "naturelle", nous disent les partisans de la thèse capitaliste (65). Or, au long de toute son histoire, l'agriculture brésilienne a été avant tout une entreprise commerciale; cela veut dire que non seulement elle a été toujours soumise à un système d'échanges - et il s'agit du système d'échanges internationaux, donc, du plus "capitaliste" qu'on ne puisse imaginer (66) - mais aussi qu'elle s'est toujours organisée intérieurement en fonction de l'échange. S'il y a des exemples qui s'écartent de cette règle, leur importance est réduite. Ce qui compte, historiquement et encore aujourd'hui dans l'agriculture brésilienne, c'est la grande agriculture d'exportation, dont les rapports de production déterminent ceux de tout autre type d'exploitation agricole (67). Où serait donc le féodalisme ou les traits féodaux?

Les partisans de la thèse féodale mettent d'abord en doute que la grande agriculture d'exportation soit ce qu'il y a de plus important

(65) Cf. GUNDER FRANK, op. cit., p. 239; et PRADO JÚNIOR, A Revolução..., pp. 61, 116 et 148.

(66) Cf. PRADO JÚNIOR, op. cit., p. 118. Toutefois, les mêmes défenseurs de la thèse capitaliste font remarquer que la substitution du marché intérieur au marché international ne change rien à la nature de la grande exploitation parce qu'il n'y a pas de différence essentielle entre les deux. - (Voir PRADO JÚNIOR: "Contribuição...", p. 201, et GUNDER FRANK, note 64 ci-dessus).

(67) "Dans les rapports de production de l'agriculture brésilienne les rapports de travail en vigueur dans la grande exploitation rurale... ont une place spéciale et privilégiée. Ils posent la nature et le caractère des rapports de production en général et rendent compte de ce qui est fondamental dans la structure agraire du pays. Cela est dû au rôle joué par la grande exploitation dans notre économie rurale. Il s'ensuit qu'à elle se subordonnent - dans le sens d'en être directement ou indirectement conditionnées - tous les autres rapports de production de l'agriculture brésilienne et, en particulier, ceux où s'inclue la petite propriété." (PRADO JÚNIOR, "Contribuição...", p. 224).

dans l'agriculture brésilienne. Pour ces auteurs, tout au contraire, c'est l'agriculture tournée vers le marché intérieur qui occupe la plus grande partie de la main d'œuvre agricole (et par là on revient à la question des rapports de travail) et qui recouvre la plupart de la superficie cultivée dans le pays; d'ailleurs, là serait le sens des transformations de l'agriculture brésilienne au cours des trente dernières années(68). Or, cette agriculture - que quelques auteurs appellent "agriculture de subsistance" du fait d'être dirigée principalement vers la production de den

(68) Maria Isaura FERREIRA DE QUEIROZ (voir note 34) nous rappelle que "alors que les monocultures d'exportation ne couvraient, en 1950, que 3 500 000 hectares, la petite polyculture vivrière en couvrait 14 000 000" ("As classes...", p. 148). Et PAIXÃO ("Elementos...", pp. 30 et 32) fait remarquer que "un tableau plus détaillé... permettrait d'observer avec neteté une double tendance dans l'agriculture - les cultures de subsistance, liées à la consommation domestique, en pleine ascension, alors que celles qui tournées vers l'exportation demeurent stagnantes, ou même décadentes"; cela, parce que "en réalité, le rôle de moindre résistance au développement a été joué par le marché intérieur, dont l'expansion a garanti même les cultures de remplacement d'importation...".

Les adversaires de la thèse féodale, ne nous renseignent pas sur les fondements de leurs affirmations; nous avons trouvé une seule référence, chez GUNDE FRANK, qui affirme, en passant, que "le Nord-est 'féodal' dépense de 30 à 40 pour cent du total de ses importations en aliments" (op. cit., p. 233). Le CIDA, toutefois, leur apporte des données, en construisant un tableau présentant pour 1950 et 1960 les données suivantes: le produit intérieur brut total de l'agriculture et le produit intérieur brut de l'agriculture, le secteur d'exportation exclu:

Année	Prod. brut total de l'agriculture	Prod. de l'agricult. moins l'exportation
1950	100	100
1960	152	138

Il en conclut: "... le rendement total de l'agriculture est amélioré par le secteur qui produit pour l'exportation. L'exclusion des produits agricoles d'exportation des statistiques nous donne un tableau encore plus sombre de l'agriculture brésilienne, puisque le secteur qui produit des aliments pour le marché intérieur s'est développé moins rapidement que l'agriculture en général - un reflet de la 'tendance historique de l'agriculture d'exportation, tendance à l'affaiblissement du secteur agricole tourné vers la production d'aliments pour le marché intérieur'." (CIDA, op. cit., pp. 29-30).

rées alimentaires - est encore, dans une très large mesure, et malgré la pénétration croissante du capitalisme dans la campagne, fondée sur une "économie naturelle", dont le but premier est d'assurer la survie de ceux qui y travaillent et seulement dans un deuxième moment, l'approvisionnement du marché.

Mais, ces auteurs sont loin de nier l'importance de la grande agriculture d'exportation et son poids décisif dans l'économie brésilien ne jusqu'à hier. Toutefois, lorsqu'ils analysent la plantation - type de domaine intrinsèquement marchand, sinon capitaliste, pour les tenants de la thèse capitaliste (69) - ils trouvent un "domaine multiforme", où l'économie naturelle a aussi sa place. Cela signifie qu'ils accentuent le caractère autarcique de la plantation: quelle que soit sa liaison avec le marché, elle tend vers l'auto-suffisance économique.

Une première variante de cette thèse verra une "économie naturelle" à la base de la plantation, celle-ci ne jettant sur le marché qu'un "excédent" de sa production. La commercialisation de cet excédent aurait d'ailleurs un "caractère régressif" du fait que, permettant l'évasion de

Cependant, le même travail du CIDA vient au secours des partisans de la thèse féodale quand il affirme autre part (op. cit., p. 88) "qu'en 1950 la plupart des travailleurs agricoles étaient employés dans les cultures de céréales et légumes".

(69) "La plantation est un grand établissement agro-industriel qui, sous la direction d'européens dans la plupart du temps, produit, en employant beaucoup de travail et de capital des produits agricoles valorisés pour le marché mondial." (Leo WAIBEL, Capítulos de Geografia Tropical e do Brasil, p. 41). Cette définition du géographe allemand WAIBEL, qui affirme que la plantation est une entreprise capitaliste (voir op. cit., p. 33), est obligatoirement reprise et commentée par nos auteurs, tels SODRE (Formação ..., pp. 48-49 et 50-51) et PASSOS GUIMARÃES (op. cit., pp. 29-30). D'autres textes de WAIBEL sont aussi des points de repère pour DIEGUES JÚNICR et pour le CIDA.

profits, elle évite l'accumulation de capitaux et les changements économiques. De même, cela signifiera la négation de toute organisation marchande à l'intérieur de la plantation. Cette organisation marchande ne serait acquise que dans un moment donné du développement de l'économie latifondiaire: lors de la suppression des rapports de production esclavagistes (70).

Une deuxième variante nous dira qu'à l'intérieur de la plantation coexistent une économie naturelle et une économie marchande, la dominance pouvant "appartenir" à l'une ou à l'autre. À cette dernière correspondraient les rapports esclavagistes de production, à la première les relations féodales entre propriétaires et agregados (71). À partir

(70) Voir l'affirmation de PASSOS GUIMARÃES transcrite dans la note 6 du troisième chapitre de la première partie et celle de SINGER dans la note 5 ci-dessus. Voir encore du premier: op. cit., pp. 30, 34 et 35; et de SINGER: op. cit., p. 73.

(71) Voir des mêmes SINGER et PASSOS GUIMARÃES les ouvrages cités pp. 64 et 68; et 27-28, respectivement.

"Cependant, l'esclavage est impraticable dans une société où existent seulement seigneurs et esclaves. La soumission de ceux-ci à ceux-là est l'effet de l'emploi de la force, de la coercition, et l'exercice de celle-ci doit être à charge d'un groupe intermédiaire lié aux propriétaires d'esclaves et de terre qui, sans participer véritablement à la caste dominante, se trouvent dans une position supérieure à la masse esclave, l'obligeant à accepter son misérable destin. Il s'agit de l'ensemble connu sous le nom d'agregados (...) - aussi varié que puisse être leur statut, leur fonction reste la même: assurer la stabilité à la pyramide sociale, assurer la position privilégiée de l'autocrate rural. Les rapports entre le propriétaire et ses agregados présentent plusieurs caractéristiques du servage: l'agregado offre au propriétaire fidélité, soumission, obéissance, et reçoit de celui-ci protection et soutien. Des institutions féodales, comme celle de la corvée et celle qui consiste à moudre la canne-à-sucre dans l'engenho du seigneur, revivent dans ce système de relations." (SINGER, op. cit., pp. 67-68). SINGER s'appuie, dans ce texte, sur OLIVEIRA VIANNA (voir p. 18, note 34).

Voir aussi: PAIM: Industrialização..., p. 16.

d'un certain moment du développement historique, le secteur marchand est poussé par le processus de division du travail dans l'économie comme un tout vers l'exclusion de l'économie naturelle et, donc, à renoncer à toute prétention d'auto-suffisance (72). Celle-ci va se circonscrire à des régions plus ou moins distantes du latifundium d'exportation, accentuant donc son caractère féodal. Le secteur marchand, tout en se dirigeant vers le capitalisme, faute de conditions qui assurent son plein développement dans l'économie nationale comme un tout, demeure en grande partie prisonnier de ses traits féodaux, malgré les rapports formellement salariés qui s'y établissent (73).

Une troisième variante consiste à postuler tout simplement une dissociation entre les lois de fonctionnement "interne" du latifundium et ses lois "externes". Les "rapports extérieurs de production constituent le pôle dynamique de cette dualité du fait même de son articulation avec une économie plus développée. En avançant toujours un peu plus que le pôle interne, il provoque la nécessité pour celui-ci de s'adapter à son développement; une telle adaptation donne naissance à la fois à des nouvelles tensions et à la nécessité de nouvelles adaptations et ainsi de suite. Le monopole commercial imposant l'esclavage au latifundium, le passage au libre-échange mènera celui-ci vers le féodalisme, qui caractérise internement le latifundium encore de nos jours, tandis que des rapports capitalistes s'y insèrent déjà par exigence même du "capitalisme d'État"

(72) C'est la façon dont SINGER (op. cit., p. 73), RANGEL (A questão ..., pp. 7-8 et 12) et PAIM (op. cit., pp. 16 à 25) rendent compte de l'évolution du "domaine rural brésilien".

(73) SINGER, op. cit., pp. 71 à 73.

"extérieur" (74).

Mais, que la plantation comporte des aspects d'économie naturel-
le ou qu'elle soit "l'expression réalisée du féodalisme colonial", les
tenants de la thèse féodale sont fondamentalement d'accord sur le fait
que, mercantile ou non-mercantile, il ne s'agit pas d'une unité capitalis-
te; économie marchande n'est pas synonyme de capitalisme. Et, l'essen-
tiel étant les "rapports de production et travail", ce sont ceux-ci (dont
le caractère féodal aurait déjà été démontré par ces auteurs) qui détermi-
nent la nature de l'exploitation et non pas le contraire. De même, que
l'agriculture d'exportation soit ou non dominante, cela n'empêche pas que

(74) Cf. RANGEL: "A dinâmica da dualidade brasileira", pp. 216, 222, 223,
224 et 234; Dualidade ..., passim, esp. p. 30 (voir 1ère partie, chap.
3, notes 12, 16, 23 et 24); A questão ..., p. 1. Comparer aux références
de la note 70 ci-dessus; on verra alors la difficulté des dualistes: les
seuls dynamismes du pôle externe et du décalage pôle externe-pôle interne
ne suffisent pas à rendre compte des transformations de celui-ci (et moins
encore de celles du pôle externe qu'on prend comme des données). On peut
saisir cette impasse dans le travail cité de PAIM: "L'unité économique au-
tonome a été, ainsi, une imposition de nos rapports externes de produc-
tion." (op. cit., p. 41). "... les nouvelles forces productives et les
rapports de production qui leur correspondent surgissent dans les cadres
du régime qui va être transformé." (idem, p. 89).

RANGEL essaye de sortir de l'impasse par une distinction entre
"changement de fond" et "changement de forme", et par la supposition d'u-
ne régularité statistique dans le dernier cas: l'alternance au long de
l'histoire brésilienne des deux pôles comme centre de changement:

"L'expérience du Brésil, en tant que nation indépendante, nous
permet de formuler l'hypothèse de travail suivante: on a tendance à limi-
ter les changements de forme fondamentaux soit aux institutions qui com-
mandent les rapports internes de production de l'économie nationale ou
des unités de production qui la composent, soit aux institutions qui com-
mandent les rapports externes de production ... (...) Le dernier grand
changement institutionnel brésilien ayant eu lieu dans le domaine des rap-
ports internes de production, avec le complexe Abolition-République, on
peut supposer que le prochain changement ait lieu, à l'exemple de l'avant-
dernier (Ouverture des Ports-Indépendance), dans le domaine des rapports
externes de production." (RANGEL, A Questão..., p. 43).

le féodalisme le soit et n'empêche pas que les éléments féodaux dans l'agriculture soient la cause principale de son non-développement.

Les "residus"

Nos auteurs s'arrêtent aussi sur des formes qui, ne constituant pas nécessairement des rapports de travail (et n'étant pas réductibles à des parties parfaitement délimitées d'autre "élément" quelconque du latifundium), se présentent souvent associées à ceux-ci, quelles que soient leurs modalités. C'est vrai qu'ils les ont déjà traitées en tant qu'éléments de tel ou tel rapport de travail; ici toutefois elles sont prises en soi.

Il y en a deux qui préoccupent spécialement les auteurs en question: le barracão et le cambão. Cela est dû peut-être au fait que ces deux "éléments", "traits" ou "institutions" s'associent même aux formes les plus pures de salariat, et pourraient difficilement être saisis comme des formes capitalistes. La première est une pratique qui consiste à payer une partie du salaire du travailleur sous forme de bons (vales) qui lui permettent d'acheter - à un prix plus élevé, bien sûr - ce dont il a besoin dans le magasin (barracão) de la propriété. Cette forme connaît des variantes, mais l'essentiel est que le propriétaire pourvoie aux besoins matériels de ses travailleurs. Le cambão est l'obligation du travailleur, par effet de dettes ou du droit d'utilisation d'un lopin de la propriété, de travailler gratuitement pour le propriétaire sur des terrains destinés aux cultures commerciales ou de faire de travaux d'entretien de la propriété.

Pour ceux qui soutiennent la thèse féodale, il s'agit d'institu

tions féodales - le cambão étant une version brésilienne de la corvée du Moyen Age européen - et leur coexistence avec des rapports de production capitalistes ne fait, encore une fois, que démontrer la force des "traits" féodaux ou semi-féodaux dans l'agriculture (75). A cela les tenants de la thèse capitaliste répondent en rappelant que nous ne devons pas oublier que toutes ces formes ont d'abord une fonction dans le système capitaliste où elles existent: l'appropriation de la plus grande partie possible du travail de l'ouvrier agricole. L'aspect parfois brutal qu'elles prennent ne constitue pas une preuve de "féodalisme": l'exemple "classique" de ces formes brutales d'exploitation du travail nous est fourni justement par la Révolution Industrielle. D'autre part, leur existence en tant que telles, doit être cherchée non pas dans un quelconque système féodal imaginaire, mais dans l'esclavage dont elles ne sont que des "survivances" ou

(75) "Finalement, les résidus féodaux, qui réduisent l'arrendatário à la condition de serf, sont plus communs qu'on peut le supposer: les contrats lui interdisent le droit de 'travailler en dehors de la propriété ou de s'en absenter sans la permission du propriétaire ou de son représentant', 'd'heberger des étrangers'; ils établissent des prestations gratuites de services (entretien de routes, entretien de pâturages, réparation de haies, etc.). Dans beaucoup d'endroits, il est commun que le foreiro soit obligé de donner un jour de service gratuit par semaine au propriétaire; c'est le cambão, forme non modifiée de la corvée du Moyen-Age." (SINGER, op.cit., p. 72).

alors dans les formes primitives de capitalisme (mercantile), telles que les a connues la Péninsule Ibérique au XVI^e siècle (76).

(76) "On cite d'autres éléments présents dans les relations de l'agriculture brésilienne qui constitueraient, selon les théoriciens que nous critiquons, des résidus (remanescentes) féodaux ou semi-féodaux. Ainsi, l'institution du nommé barracão (...); le cambão (...), de même que d'autres formes intensives d'exploitation du travail. Tout cela, cependant, n'a rien de "féodal" ou "semi-féodal" dans le sens propre de l'expression (qui n'est pas celui qui a été vulgarisé par la force de la théorie même qui l'a qualifié comme tel). Pour fonder cette théorie, on a été obligé de déformer non seulement les faits réels, mais aussi les concepts eux-mêmes. "Féodal" est devenu ainsi le synonyme ou l'équivalent de toute forme particulièrement extorsive d'exploitation du travail, ce qui est sûrement faux. De telles formes, sans doute encore largement répandues dans les rapports de travail, constituent des résidus du système de travail légalement en vigueur jusqu'aux dernières années du dernier siècle, c'est à dire: l'esclavage (...)" (PRADO JÚNIOR, A Revolução ..., pp. 56-57. Voir aussi pp. 150 et 162).

Voir encore GUNDER FRANK (op. cit., pp. 235, 236 et 244).

2. LES CLASSES SOCIALES

Les problèmes non résolus dans la discussion sur le mode de production dominant se présentent à nouveau et engagent des questions nouvelles, lorsqu'il s'agit d'interroger d'autres instances.

Ainsi, s'il y a un accord de base, du fait même de la théorie commune dont presque tous les auteurs se réclament, accord sur le fait que c'est bien à propos des classes sociales que l'on doit s'interroger, et que les classes sociales se définissent par leur rapport différentiel à l'égard des moyens de production, le désaccord survient à partir du moment où l'on essaie d'identifier les classes en présence dans la société rurale.

L'affirmation du caractère féodal ou semi-féodal du latifundium implique d'abord la reconnaissance de l'existence d'une classe paysanne qui a, ou tend à avoir, la possession effective des moyens de production, sans en avoir cependant la propriété juridique. Celle-ci appartiendrait à la classe des propriétaires terriens (la terre étant le principal moyen de production) qui se poseraient ainsi comme un obstacle à la pleine possession de la terre par la paysannerie. La lutte entre la classe paysanne dominée et la classe latifondiaire dominante se développerait donc comme une lutte pour la propriété de la terre. Evidemment, nous disent les partisans de ce point de vue, celles-ci ne sont pas les seules classes de la société rurale brésilienne, mais elles en sont les classes fondamentales. La lutte qui s'esquisse depuis quelques années entre capitalistes et travailleurs ruraux lui est, ou du moins l'a été pendant longtemps, subordonnée; l'évidence chronologique serait de leur côté, les "ligues

paysannes" ayant précédé les "syndicats ruraux" (1).

Les tenants de la thèse capitaliste croient, au contraire, qu'on ne trouve rien au Brésil qui ressemble à une classe paysanne, les similitudes "formelles" ayant été déjà détruites par leur analyse de "rapports de production et travail" (2), et moins encore ce qui dans le schéma classique en constitue l'opposé, une classe de propriétaires fonciers. A la rigueur, nous aurions une classe de capitalistes ruraux, les possesseurs des moyens de production, dont ils seraient souvent les propriétaires légaux. Ainsi ces entrepreneurs ruraux ne constitueraient pas une classe distincte (voire opposée) d'une bourgeoisie urbaine, comme veulent les partisans de la thèse féodale, mais toutes les deux seraient

(1) PASSOS GUIMARÃES résume comme suit son effort théorique: "Si les objectifs que nous nous étions proposés ont été atteints, nous devons avoir montré clairement, au long des chapitres antérieurs, que la lutte pour l'obtention de la terre, menée par les pauvres de la campagne contre la classe latifondiaire, est présente dans tous les moments de notre histoire, depuis le passé le plus lointain jusqu'à nos jours. Elle constitue le fil conducteur qui relie tous les événements remarquables et l'élément propulseur des insuffisantes, mais significatives, transformations connues par notre agriculture." (op. cit., p. 188).

(2) "En accentuant dans la lutte agraire le problème de la terre, la politique révolutionnaire, inspirée de façon cohérente par la thèse orthodoxe que nous considérons, fait appel à un facteur et force sociale de rôle non-significatif, au dépens d'autres formes de lutte d'efficacité réelle. En interprétant de façon erronée les rapports de production et travail dominants dans l'agriculture brésilienne, et en y faisant apparaître, par effet de la même théorie, une classe sociale en fait inexistente ou d'expression réduite, et aucunement révolutionnaire, qui serait une paysannerie encerclée et comprimée en tant que force productive par la propriété féodale de la terre (...), la politique révolutionnaire orthodoxe, ainsi désorientée par la théorie, a concentré tout ou presque tout son effort et activité sur des buts sans correspondance avec la situation présente dans les secteurs principaux et décisifs de la campagne brésilienne, aussi bien en ce qui se rapporte aux conditions objectives... qu'aux conditions subjectives ... Tout d'abord, la revendication de la terre. (...)" (PRADO JUNIOR: "Adendo à Revolução Brasileira", pp. 48-49. Voir aussi du même auteur: "A marcha da questão agrária no Brasil", passim).

des fractions d'une même et seule bourgeoisie (3). A ces organisateurs de la production s'opposerait une classe d'ouvriers agricoles qui, en vendant sa force de travail, serait soumise au même type d'exploitation que toute classe ouvrière, avec en plus quelques modalités locales d'exploitation historiquement déterminées. Ces modalités, toutefois, ne suffiraient pas à mettre en doute le caractère de l'exploitation de classe en question et résulteraient, en grande partie, de l'isolement que les grandes propriétés rurales imposent à leurs travailleurs (4). Ainsi, la lutte des classes dans la campagne ne serait pas une lutte pour la propriété de la terre - celle-ci n'aurait pas de sens pour la grande masse de salariés ruraux - mais serait un cas particulier de lutte entre bourgeois et prolétaires (2). Si les "ligues paysannes" ont mis en mouvement la lutte des classes dans la campagne, le motif doit être cherché dans les conditions plus favorables d'organisation d'un certain groupe de pseudo-paysans (les foreiros); et si les "ligues" et même les syndicats ont concentré leur lutte sur le "problème de la terre", cela est dû à l'équivoque de l'avant-garde politique qui essayait de la conduire et qui n'a contribué qu'à diminuer l'efficacité de l'action politique des travailleurs ruraux (5).

Pour fonder leurs affirmations, les deux courants font appel aux mêmes procédés qu'ils ont appliqués aux rapports de travail. En partant des données du recensement relatives à la population rurale, chacune d'elles essaie de donner la plus grande importance numérique à la classe dont

(3) Cf. PRADO JÚNIOR: A Revolução ..., pp. 166 à 168.

(4) Idem, pp. 65-66, par ex. Et aussi "Nova...", pp. 21 à 23.

(5) PRADO JÚNIOR: A Revolução ..., pp. 68 à 75; et 229 à 236; "A marcha...", pp. 6-7. Voir aussi note 91 ci-dessus.

elle affirme l'existence, vis-à-vis de celles qui pourraient constituer des indices favorables à la thèse adverse. Ensuite, en affirmant l'existence d'un phénomène quelconque de transfert des "effectifs" d'une classe vers une autre, ils croient montrer comment les rapports entre les classes de leur choix subsumment tous les autres rapports entre classes. Ainsi, les tenants de la thèse capitaliste, après avoir montré l'importance numérique des salariés agricoles, voient la concentration grandissante de la propriété pousser les véritables métayers et les petits propriétaires - qui, malgré leur peu d'importance et le caractère secondaire de la petite propriété dans la formation historique brésilienne, pourraient constituer l'esquisse d'une classe paysanne - vers le prolétariat rural (6). Les partisans de la thèse féodale sont d'un tout autre avis: le fait que la pénétration capitaliste dans la campagne entraîne la prolétarianisation de la paysannerie n'est qu'un chapitre de la lutte séculaire entre la petite propriété paysanne - dont ces auteurs essaient de démontrer l'importance historique - et la grande propriété féodale; d'autre part, ajoutent-ils, sous un apparent processus de prolétarianisation, on trouve souvent un processus d'asservissement du paysan libre (7).

Nul ne met en doute que la classe ou fraction de classe des grands propriétaires terriens ait déjà été nationalement dominante; ni même le fait de sa participation actuelle au pouvoir. Mais, cette participation est minimisée par les tenants de la thèse capitaliste, pour qui - en outre cette participation n'ayant aucun caractère spécial, s'agissant

(6) Cf. GUNDER FRANK, op. cit., pp. 248 à 252.

(7) Cf. PASSOS GUIMARÃES, op. cit., pp. 175-176. Voir aussi note 1 ci-dessus.

d'une simple fraction de classe - la bourgeoisie urbaine (s'il est encore possible d'établir une différence entre ces deux fractions) est largement dominante en tant que force au pouvoir (8); alors que les partisans de la thèse féodale, au contraire, essaient de montrer que la présence de cette classe, avec des intérêts propres empêche la pleine cristallisation d'un Etat bourgeois et freine la réalisation des tâches de développement que la bourgeoisie se propose (9).

Notons au passage que la bourgeoisie dont parlent les derniers n'est pas la même bourgeoisie dont il est question pour les premiers - et ici on rejoint un autre débat qui divise intellectuels et hommes politiques de gauche brésiliens: celui qui porte sur la bourgeoisie nationale(10).

(8) "Il n'y a rien finalement chez les grands propriétaires brésiliens, et ceci d'autant plus que leur standard économique est plus élevé, qui puisse les distinguer et caractériser en tant que catégorie économique et sociale à part. Ainsi, rien ne nous autorise à séparer, et moins encore à pousser jusqu'au bout et isoler dans la structure socio-économique brésilienne, une classe caractéristique et bien différenciée de 'latifundiaires' opposés (contrastantes) à la bourgeoisie et liée à des rapports de production de nature distincte et spécifique. (...) S'il y a quelques décennies on pouvait encore parler d'une catégorie de propriétaires ruraux, les fazendeiros, reliés strictement au secteur agricole, c'est qu'en fait ce secteur était la seule grande affaire de vraie signification dans l'économie brésilienne. (...)" (PRADO JÚNIOR, A Revolução..., p. 168).

(9) "La structure de la société brésilienne reflète la période que nous sommes en train de traverser. Nous y trouvons les latifundiaires, la plus vieille des classes, que pendant longtemps a détenu le pouvoir et qui aujourd'hui le partage avec la bourgeoisie, vivant de la rente foncière et incarnant les rapports de production les plus arriérés, qui empêchent l'expansion des forces productives, en liaison avec l'imperialisme à travers le commerce extérieur et les prêts étrangers..." (WERNECK SODRÉ, Formação ..., p. 401).

(10) Le texte qui suit expose de façon simplifiée le débat à propos de la bourgeoisie nationale. Pour une compréhension plus approfondie du débat, il faudrait s'adresser, outre les ouvrages de PRADO JÚNIOR (A Revolução...) et GUNDER FRANK (Capitalism...), au texte "orthodoxe" de WERNECK SODRÉ: História da Burguesia Brasileira, Ed. Civilização Brasileira, Rio de Janeiro, 1964; et aussi à Fernando Henrique CARDOSO: Empresário Industrial e Desenvolvimento Econômico, Difusão Europeia do Livro, São Paulo,

Les tenants de la thèse féodale établissent une distinction, au sein de la bourgeoisie, entre la bourgeoisie commerciale, liée à l'exportation - et donc non intéressée par le développement intérieur - et la bourgeoisie industrielle à capitaux nationaux - la bourgeoisie nationale - pour qui le développement représente la propre condition de survie. Menant une lutte sur deux fronts - contre le latifundium et le commerce d'exportation pour l'extension du marché intérieur, et contre l'impérialisme, pour la capitalisation interne - la bourgeoisie nationale trouverait comme alliés la paysannerie et les "forces populaires" (y compris le prolétariat). L'impérialisme (ou ses représentants internes), le latifundium et les secteurs liés à l'exportation constitueraient de leur côté une coalition anti-nationale et anti-populaire.

Les partisans de la thèse capitaliste tendent à rejoindre ceux qui mettent en doute l'existence d'une telle "bourgeoisie nationale" ou tout au moins l'autonomie et la force que quelques uns lui attribuent. Leur argumentation prend comme point de départ l'"absence politique" d'une telle bourgeoisie nationale. Ils vont en chercher les raisons dans les conditions historiques d'apparition de la bourgeoisie industrielle. L'industrialisation aurait été, en grande partie, une entreprise de l'impérialisme ou (et) de l'Etat; l'industrialisation spontanée et autonome, de son côté, aurait pris naissance par l'initiative de la bourgeoisie rurale.

1964; et Luciano MARTINS: "Formação do Empresariado Industrial no Brasil", Revista Civilização Brasileira, nº 13, mai 1967. On peut trouver des données empiriques dans Revista do Instituto de Ciências Sociais, vol. 2, nº 1, janv.-dec. 1965.

Il n'y aurait donc pas eu de place pour une bourgeoisie industrielle à intérêts sociaux différenciés. Quant aux clivages au sein de la bourgeoisie, ou bien ils sont contingents - et alors on n'aurait affaire qu'à une bourgeoisie comme toutes les autres -, ou bien ils obéissent à d'autres critères; par exemple, le degré d'accaparement de la machine de l'Etat, qui permettrait de discerner une "bourgeoisie bureaucratique", partisane de l'intervention de l'Etat dans l'économie - au contraire de la bourgeoisie non-bureaucratique (y compris la fraction "industrielle") (11). La bourgeoisie rurale, de son côté, ne serait pas nécessairement moins nationaliste et moins progressiste que la bourgeoisie brésilienne en général. S'il est vrai que ses intérêts coïncident parfois avec ceux de l'impérialisme, il ne serait pas moins vrai que souvent ils sont antagonistes (12).

Cette minimisation du poids de la bourgeoisie rurale dans le

(11) C'est la thèse particulière de PRADO JÚNIOR. Voir A Revolução..., pp. 190 et suiv.

(12) " ... ce n'est pas le fait d'être des grands propriétaires ruraux qui rend nos hommes d'affaires de l'agriculture réactionnaires ou retrogrades quand ils le sont. (...) On trouve de tout dans tous les secteurs de la bourgeoisie brésilienne, aussi bien dans la rurale que dans l'urbaine. Les distinctions à ce sujet sont avant tout d'ordre personnel et non socio-économiques ou de classe. // (...) Ce qui est sûr c'est que les latifondiaires, en tant que classe ou catégorie sociale, ignorent l'impérialisme. (...) Ils l'ignorent tout simplement parce que les activités du capitalisme international n'interfèrent pas directement dans leurs affaires. (...) " (PRADO JÚNIOR, op. cit., pp. 170-171).

Gilberto PAIM ("Não existe aliança entre latifúndio e imperialismo") va plus loin et essaie de montrer comment, dans ce qui se rapporte au café, les intérêts américains et ceux des planteurs brésiliens, surtout à partir de 1964, s'opposent mutuellement, l'imperialisme appuyant sans restriction la politique développée par le gouvernement militaire de "rationalisation" de l'agriculture du café à travers la diminution des crédits.

schéma politique national va signifier, chez les tenants de la thèse capitaliste, une accentuation de la "capacité politique" du prolétariat rural, qui peut même pousser - compte tenu des limitations auxquelles est assujéti le prolétariat urbain à cause des conditions spéciales de sa formation historique - à reconnaître en lui la principale force politique intéressée dans la transformation de la société brésilienne (13). Or, pour les partisans de la thèse féodale, un tel rôle appartiendrait à court terme à la paysannerie, ou à l'alliance des ouvriers et des paysans - la couche des "paysans pauvres" jouant le rôle principal parmi les derniers.

(13) "En réalité, il s'agit de la classe qui, rangée au plus bas de la hiérarchie sociale, présente le plus grand élan révolutionnaire potentiel qui deviendra effectif à partir du moment où elle arrivera à dépasser le marginalisme dans lequel elle a été laissée jusqu'aujourd'hui." (PRADO JUNIOR, op. cit., p. 245).

3. LA DUALITÉ POLITIQUE

Le "débat historique" sur le rôle de l'Etat dans la colonisation nous a montré comment nos auteurs arrivent à la reconnaissance de deux systèmes politiques, relativement autonomes, dans la formation sociale coloniale: l'un correspondant aux rapports métropole-colonie (ou propriétaires terriens coloniaux - Etat portugais); l'autre aux rapports entre propriétaires terriens (et entre ceux-ci et les non-propriétaires). Le premier serait, pour ainsi dire, incarné dans l'administration coloniale ou dans le propre Etat portugais, pendant que le second correspondrait plutôt à un système de violence pure.

La transformation de la colonie en nation indépendante n'aurait pas abouti à la suppression de cette dualité, mais tout simplement lui aurait imposé des formes nouvelles. Qu'il y ait à la rigueur continuité - la permanence d'une couche bureaucratique assurant la manutention de l'autonomie de l'Etat - ou rétablissement - le nouvel Etat ayant besoin d'une "machine", comme tout Etat, et celle-ci devenant de plus en plus autonome - cela est secondaire. L'important c'est que les propriétaires terriens auraient gardé leurs fonctions politiques, l'Etat brésilien n'étant que le lieu des rapports entre les différentes fractions de la classes des propriétaires ruraux, des rapports entre cette classe et les "classes urbaines" et des rapports entre cette classe (ou ses différentes fractions) et la propre bureaucratie.

Là, curieusement, on retrouve un autre débat qui, sur pas mal de points, se confond avec celui dont nous nous occupons. Un tel débat divisait historiens et sociologues sur le fond commun d'une interprétation de l'histoire brésilienne en termes d'opposition entre société civi-

le et Etat, ou entre pouvoir privé et pouvoir public, ou entre localisme et centralisme. Nous pouvons dire qu'il a correspondu à la façon de poser le problème, des historiens et sociologues d'aujourd'hui pendant la période qui recouvre les années vingt et trente de notre siècle (1). Cette approche "politiste" de l'histoire brésilienne a été bannie par les théoriciens et idéologues de gauche, à l'époque du démarrage économique du pays, au nom d'une approche "économiste" et pragmatiste, dont le seul intérêt pour le politique portait sur "le politique comme facteur de retard" (2).

(1) Beaucoup d'historiens et sociologues sont simultanément acteurs dans les deux débats, tels: DUARTE (A ordem privada e a organização política nacional, 1939) et FAORO (Os donos do poder, 1958). Dans une certaine mesure, ce serait aussi le cas de: PEREIRA DE QUEIROZ ("O mandonismo local na vida política brasileira", 1956); OLIVEIRA VIANNA (Pequenos Ensaio de Psicologia Social, 1923; Evolução do Povo Brasileiro, 1933; Instituições políticas brasileiras, 1955); COSTA PINTO (Lutas de famílias no Brasil, 1949); AZEVEDO (Canaviais e engenhos na vida política do Brasil, 1949); MERCADANTE (A consciência conservadora no Brasil, 1964); et CINTRA ("A função política no Brasil Colonial").

Outre les travaux ci-dessus, il faudrait se rapporter, pour la compréhension de ce débat sur la "dialectique pouvoir public-pouvoir privé", aux travaux du libéral du XIXe siècle TAVARES BASTOS (Os males do presente e as esperanças do futuro, 1861; A Província, 1870), point de repère obligatoire de tous les autres auteurs qui ont réfléchi sur le thème; aussi bien qu'aux textes de Gilberto AMADO ("As instituições políticas e o meio social no Brasil", in À margem da história da República, 1924); NINA RODRIGUES (As coletividades anormais, 1939); Hermes LIMA (Notas a vida brasileira, 1945). On peut trouver un recueil de tous ces textes chez Djacir MENEZES: O Brasil no pensamento brasileiro, 1957. Le travail de Victor NUNES LEAL (Coronelismo, Enxada e Voto, 1948) est d'importance décisive dans ce débat. De même l'ouvrage récent de Marcos VILLAÇA et Roberto CAVALCANTI DE ALBUQUERQUE: Coronel, Coronéis, 1965.

(2) La formule est de Helió JAGUARIBE (Desenvolvimento econômico e desenvolvimento político, p. 81), chef-de-file des intellectuels brésiliens (identifiés à la "bourgeoisie nationale" ou au "prolétariat") qui se sont rassemblés, à partir de 1956, autour de l'Instituto Superior de Estudos Brasileiros, ayant pour but la formulation de l'idéologie du développement".

Mais, même chez cet auteur, la problématique de la dissociation pouvoir local-pouvoir central n'arrive pas à être totalement écartée. Ainsi, il va affirmer que "le sous-développement politique se caractérise par le manque de mécanismes et processus capables d'assurer une représentation politique, au sens large du terme, aux intérêts et aux attentes so

Toutefois, leurs "résultats" ont persisté comme un problème, sinon comme une sorte d'interférence, pour les agents de notre débat (3).

Ces intellectuels de la première moitié du XXe siècle, préoccupés par le non-fonctionnement de la démocratie libérale que la République avait adoptée, se sont tournés, pour s'en rendre compte, vers l'étude de la formation de l'Etat brésilien. Suivant le parti-pris idéologique qui les poussait vers une telle recherche, ils "localisaient" les maux de la nation dans un Etat écarté des intérêts réels de la société civile (la "société" des propriétaires terriens) ou, au contraire, dans un Etat "privatisé" par les intérêts des grands propriétaires terriens et, comme tel, incapable de prendre en considération "les intérêts généraux de la nation". Mais, en le faisant, ils sont arrivés à discerner les grandes lignes du changement politique de la société brésilienne, qui éclairent un peu certains phénomènes politiques qui sont encore actuels.

L'indépendance politique ayant été une entreprise de la classe des propriétaires terriens (les senhores de engenho à l'avant-garde), ou des "féodalités locales", elle a apporté ceci de paradoxal: pour consti-

ciaux. Au niveau para-politique, il n'existe pas d'associations professionnelles et régionales, syndicats de classe et similaires, ou, s'ils existent, les intérêts qui devraient y être représentés se trouvent insuffisamment articulés, et par conséquent ces organes tendent à être des centres de leurs propres intérêts. Il se forme alors, au sein des partis, un système irresponsable et intransitif de combinaisons entre les tenants de la machine des partis, qui s'en emparent comme quelque chose qui leur est dû et pour obtenir des parcelles de pouvoir personnel." (*idem*, pp. 78-79).

(3) "(...) A l'apogée de ce régime économique et social - l'auteur se rapporte au Brésil du XIXe siècle - l'ordre politique et l'ordre privé ont fusionné et se sont confondus d'une manière singulière, ce qui d'ailleurs a marqué profondément (sulcou com traços indeléveis) l'histoire des institutions politiques de ce pays jusqu'à nos jours." (COSTA PINTO: "As classes sociais no Brasil", pp. 208-209).

tuer un Etat national, il faudrait limiter, d'une certaine manière, le pouvoir local des "potentats", par l'interposition de l'autorité de l'Etat entre eux et leurs dépendants. La légitimité du pouvoir local passe alors tout d'abord par sa propre légitimation par l'Etat (celui-ci se caractérisant, de son côté, par une forte connotation particulariste), ou, autrement dit, le potentat local doit à partir de là, pour exercer son "pouvoir", avoir le contrôle des instruments (il s'agit, fondamentalement, d'instruments de répression) que l'Etat met à sa disposition. Les luttes locales (jusqu'alors de simples luttes interfamiliales) deviennent ainsi, en partie, lutte pour le contrôle de ces "instruments", c'est-à-dire, lutte pour obtenir l'appui de ceux qui en disposent. D'autre part, le système électoral qui s'établit (par imposition des "classes urbaines" ou par nécessité d'institutionnaliser les conflits locaux et régionaux) joue dans le même sens: il impose, au niveau local, un processus d'amplification des clientèles familiales, qui deviennent ainsi des "clientèles électorales". Cette "extension des liens de parenté", si elle signifie un élargissement du "pouvoir" des potentats individuels, signifie aussi des liens de fidélité moins solides qu'originellement, d'où la nécessité pour les potentats locaux ("coronéis") de faire fonctionner les instruments de répression, en provoquant le rétablissement de formes non-institutionnelles de résolution des conflits. En ouvrant, à la longue, la possibilité de limitation des pouvoirs des potentats locaux, ce compromis entre "pouvoir local" et "pouvoir central" aurait ainsi contribué à l'exercice du "pouvoir" des propriétaires terriens et au ton de violence dans la vie sociale du milieu rural. D'autre part, les formes politiques qu'un tel rapport aurait mis à jour (du côté de l'Etat

ou du côté du "pouvoir local"), transformées par le développement capitaliste du pays, continueraient à hanter la vie politique nationale.

C'est une telle "réalité" qui pose un problème pour nos auteurs, lorsqu'ils s'interrogent sur l'instance politique: d'abord, pour les tenants de la thèse capitaliste, pour qui se pose le problème de rendre compte de la force politique des propriétaires ruraux, mais aussi pour leurs adversaires, qui doivent expliquer l'intervention de l'Etat dans les rapports entre propriétaires et la coexistence non-antagoniste de cette "réalité" avec celle du capitalisme.

Or, justement, chaque partie répond à la question de l'autre, mais pas à sa propre question, ou plutôt présente comme sa propre réponse la question de l'autre (4). Ainsi, les tenants de la thèse féodale, parfois en dénonçant la fausseté de l'approche "politiste" (5), associent

(4) Ce qui explique peut-être la non-formulation explicite des difficultés qui se présentent quand on questionne le politique, dont la problématique pourtant est toujours présente au long de l'oeuvre de nos auteurs.

(5) Ainsi, WERNECK SODRÉ nous dit à propos des rébellions "autonomistes" qui se sont succédées à la première moitié du XIXe siècle: "... elles donnent l'idée d'une crise qui toucherait ensemble l'autorité et l'unité. Il semble qu'il y ait une lutte entre le pouvoir central et les provinces. Il s'agit, en vérité, d'une lutte au sein de la classe dominante, résultant de ses antagonismes et contradictions, et où s'insinue, parfois avec la clarté singulière de la Cabanagem, une lutte de classes. (...) L'essentiel n'est pas dans les provinces, mais dans les classes, en raison du mode local de production, de ses particularités. Dans toutes les provinces, les forces et les opinions se divisent; lorsque le pouvoir central intervient, il trouve toujours un appui dans une des fractions provinciales. Ceci suffirait, en soi même, à prouver que la présentation d'un cadre de lutte entre les provinces et le centre est fautive, défigure la réalité et masque les véritables traits du problème." (*Formação...*, p. 197).

Cependant, le même WERNECK SODRÉ, se rapportant à la liquidation de la Monarchie, dit à propos de l'idée fédéraliste en expansion: "... la réforme fédérative apparaissait comme un remède pour tous les maux: les zones et provinces prospères la désiraient pour se délivrer des pouvoirs absorbants du centre; mais aussi les zones et provinces pauvres pour se délivrer de l'intervention. C'est l'époque où Tavares Bastos écrit *A Provincia*, véritable libelle contre la centralisation." (*idem*, p. 271).

directement le pouvoir local à la propriété de la terre, soit, au "féodalisme" ou "semi-féodalisme" dominant dans l'agriculture, et accentuent particulièrement la "transmission" de ces formes "féodales" ou "semi-féodales" à la sphère de l'Etat. A cet Etat "contaminé" de caractéristiques féodales (Estado Cartorial) viendrait s'opposer, avec l'ascension de la bourgeoisie, un nouvel Etat "fonctionnel" (Estado Funcional). Cette lutte entre deux Etats au sein même de l'Etat ne serait même qu'une des formes d'affrontement entre capitalisme et pré-capitalisme (féodalisme, semi-féodalisme ou autres) (6).

Les tenants de la thèse capitaliste, de leur côté, essaieront de minimiser l'importance de cette autonomie du "pouvoir local" et de montrer le caractère exceptionnel des cas de véritable autonomie (7); ou tout simplement de nier le "caractère féodal" d'une telle "réalité", du fait qu'elle ait pris naissance, non pas sous un régime économique "féodal", mais au contraire sous un régime capitaliste que l'analyse des au-

(6) Voir dans ce sens, outre le travail de JAGURIBE cité ci-dessus, ceux de FACÓ (Cangaçoires ..., esp. ch. 9 et 11), BASBAUM (op. cit., pp. 213 à 216, 240, 241, 254, 280, 430 et 431) et WERNECK SODRÉ (op. cit., pp. 366-367, 392, 400). Et aussi l'interpellation naïve adressée à PRADO JÚNIOR par Paulo CAVALCANTI (Os equívocos de Caio Prado Júnior), particulièrement pp. 16 à 24, où l'auteur parle de "montrer quelques uns des plus forts indices de semi-féodalisme" existants dans le Nord-est du Brésil.

(7) "Les formes d'exploitation brutales du travail dans l'agriculture brésilienne ne dérivent en aucune circonstance d'ordre institutionnelle ou juridique, de statuts personnels distincts, de traditions enracinées, comme on l'insinue lorsqu'on parle de 'rapports féodaux'. Elles n'ont rien de rigide et sont, au contraire, extrêmement variables dans l'espace comme dans le temps, en dépendant toujours de circonstances occasionnelles qui sont tout d'abord celles de la conjoncture du marché de travail. (...)" (PRADO JÚNIOR: "Contribuição ...", p. 221). Voir aussi note 12 du chapitre antérieur.

tres instances de la société aurait déjà révélé (8). Ainsi, ils feront remarquer l'importance de l'Etat dans le jeu politique, pouvoir local-pouvoir central, et remettront en cause l'isolement politique des potentats locaux (9). La distinction entre Estado cartorial et Estado funcional n'a donc pas de sens ici, bien que ces auteurs lui fassent appel parfois. C'est le même Etat du "compromisso coronelista" qui sert de support à la "bourgeoisie bureaucratique" - qui serait la "vérité" de la "bourgeoisie nationale" des tenants de la thèse féodale - dont les intérêts s'opposent souvent à ceux de la bourgeoisie non-attachée à la machine de l'Etat et à ceux de l'impérialisme (10).

(8) "Toute l'existence du travailleur rural, ou au moins sa plus grande partie, s'écoule à l'intérieur d'une propriété privée, soumise par ce la même au droit du propriétaire. (...) D' 'employeur', il (le propriétaire) devient, ou tend à devenir, insensiblement, 'seigneur' de ses employés. Le droit privé du propriétaire déborde vers le terrain des rapports publiques et prend l'aspect d'un droit public exercé par un particulier. Ce qui est d'ailleurs facile à vérifier dans le régime dominant (reinante) dans la totalité des fazendas brésiliennes et dans les rapports qu'on y observe entre propriétaires et travailleurs. En fait ce qui y existe est l'exercice par le propriétaire - a un degré plus ou moins élevé selon ses dispositions particulières, mais toujours avec une certaine efficacité - d'attributions qui appartiennent normalement au pouvoir public. D'où ces colorations féodales, qu'on aperçoit dans les relations sociales dans les fazendas brésiliennes, et qui ont été parfois, à tort, associées au type de rapports de travail de la grande exploitation agricole. (...)" (PRADO JÚNIOR: "Nova ...", pp. 21 à 23). Cf. GUNDER FRANK: op. cit., pp. 154, 158 et 160.

(9) Cf. GUNDER FRANK, op. cit., p. 167.

(10) Cf. PRADO JÚNIOR, op. cit., pp. 194 à 203.

Troisième partie

LA PROBLEMATIQUE

Une première lecture de ce débat pourrait nous inciter à n'y voir qu'un ensemble d'incohérences individuelles et nous suggérer une simple confrontation avec la "réalité des propositions qui y sont contenues. Ceci est cependant faux. D'abord parce que la cohérence d'une certaine pensée individuelle ne se pose que lorsque l'on a affaire à l'histoire d'une telle pensée individuelle, c'est-à-dire, lorsqu'on la prend comme le contexte même des affirmations d'un certain individu. S'engager dans une telle démarche pour rendre compte d'un débat qui enveloppe, en dernière analyse, toute une "population intellectuelle" serait prendre le risque d'abord de falsifier la pensée de la totalité des auteurs, et, ensuite, de reposer le problème de la même façon que ces auteurs eux-mêmes - n'oublions pas que c'est au nom d'une telle "confrontation" que ces auteurs s'accusent mutuellement d'apriorisme.

D'autre part, une lecture plus approfondie nous montrerait, sans trop de difficultés, que ces incohérences au fond sont cohérentes: en général, celles-ci prennent place dans un discours déterminé quand ce qui serait "cohérent" ne suffit pas à garantir, pour son auteur, la cohérence de l'enchaînement des "contenus" qu'un tel discours véhicule.

Mais, si on en reste là, on demeure sur le même "champ" que les auteurs en question. Dès lors qu'on accepte notre manière de poser le débat et les problèmes qu'il soulève - qu'on prend en considération non plus un discours individuel (ou une somme de discours individuels), mais

le discours de tout un champ intellectuel, où les auteurs "réels" comptent moins que les prises de position contenues dans leurs discours (qui sont, à la rigueur, moins des "prises de position" que des positions possibles "imposées" par la structure du champ intellectuel et "assumées" par tel ou tel auteur dans tel ou tel point de son discours) - le problème de la cohérence disparaît tout simplement. La question qui s'impose alors est de savoir: 1) ce qui est visé par un tel discours - et cela est moins évident qu'on ne le suppose; 2) quels mécanismes sont mis en jeu pour l'apprehension de l'objet qu'il se propose; et 3) les "résultats" effectifs auxquels il aboutit.

L'objet

S'il est vrai qu'on trouve une certaine unanimité de propos entre les agents placés au centre de ce champ intellectuel - adhésion aux mêmes principes idéologiques et théoriques; une même conception du rapport entre pratique théorique et pratique politique; une égale préoccupation de démonter les représentations idéologiques communiquées par l'idéologie dominante - il nous semble douteux que cela soit suffisant pour assurer un objet précis au débat qui s'engage.

S'interroger sur l'existence de féodalisme au Brésil; ou sur le caractère capitaliste, féodal ou autre de la société brésilienne à une certaine époque; ou sur la "qualité" de tel "rapport de production"; ou s'interroger sur le "mode de production dominant" dans une telle formation sociale, peut ressembler à des variations de style autour d'une même question. Sans doute, il s'agit de variations, mais ce ne sont ni des variations de "style" ni même des variations sur le problème qui paraît en

constituer le fond: celui qui est proposé par la théorie adoptée comme point de départ pour la compréhension des lois de fonctionnement de toute formation sociale, l'identification du mode de production dominant.

Il arrive que cette question, relevant de la problématique du matérialisme historique, ait été estompée par des impositions politiques et idéologiques au profit d'un schéma aplati d'évolution de la société humaine, comme tant d'autres, par rapport auquel on devait tout localiser (1). Il arrive que, du même coup, la "théorie de la connaissance" qui sert de base au matérialisme historique ait connu la réduction "réaliste" de la "conscience-reflet". Or, ce "réalisme", réduisant les concepts à des simples expressions de la "réalité", a écarté toute possibilité de travail théorique, en même temps qu'il attribuait aux propositions contenues dans les textes de référence (et, tout d'abord, celles contenues explicitement dans les textes consacrés du matérialisme historique) la qualité de vérités substantives.

Mais, ce qu'il importe de retenir, dans notre cas, c'est que, dans les conditions spécifiques d'existence du champ intellectuel dont nous nous occupons - les penseurs marxistes y ayant une plus grande autorité que leurs pairs, malgré le poids politique réduit de la gauche sur le champ politique -, la disparition de ce qui constituait la question spécifique de cette théorie efface toute "frontière théorique" entre la pensée de ceux qui se réclament du marxisme et la pensée non-marxiste:

(1) Cf. Maurice GODELIER: La notion de "mode de production asiatique" et les schémas marxistes d'évolution des sociétés et Jean SURET-CANALE: "Problèmes théoriques de l'étude des premières sociétés de classes"; passim.

les différences seront plutôt politiques. Il en résulte un renforcement de la "légitimité" intellectuelle des porteurs de la pensée dite marxiste. Celle-ci, en tant que telle, "veut savoir" la même chose que n'importe quelle autre pensée, dont elle ne se distingue que par un certain accent mis sur l'"économique" ou par la pratique d'une référence permanente aux questions politiques immédiates. D'autre part, cette indifférentiation théorique rend plus forte la contrainte "réaliste". Une fois annihilé tout travail de hiérarchisation de concepts, ceux-ci deviennent interchangeables. Ce qui est important c'est la présence des termes de la théorie de référence pour assurer la validité du discours (voire, sa vérité) de n'importe quel penseur, ou, tout au moins, de termes semblables.

Ainsi, le problème de l'identification du mode de production dominant, qui ne disparaît pas en tant que formule du discours de ce champ intellectuel, s'est changée en fait en une préoccupation de "qualifier" un ce qui est là, qui serait le même indiqué par le rapport-geste du voyageur du XVIIIe siècle, par le discours-geste de l'homme politique du XIXe ou par l'observation honnête de l'homme cultivé d'aujourd'hui. Ceux-ci sont, pour ainsi dire, incorporés à un tel champ intellectuel, comme des alliés ou des adversaires. La contrepartie en est la dissolution de la problématique du matérialisme historique dans la "non-problématique" de l'éclectisme qui hante depuis toujours la vie intellectuelle brésilienne.

Le débat sociologique: les concepts

Tout d'abord, c'est le concept même de mode de production qui est soumis à un processus de réduction. La recherche d'éléments simples

mène les auteurs à dissocier les éléments de cette combinaison (2), le terme de mode de production demeurant réservé à un emploi simplement descriptif (façon de produire), visant tantôt les "réalités" recouvertes par le concept de forces productives, tantôt celles recouvertes par le concept de rapports de production.

De même, les "forces productives" sont mises en réserve, au profit des "rapports de production". On ne fait appel à celles-là que pour rendre compte de situations de crise, à la base desquelles on trouvera toujours la contradiction entre le développement des forces productives et les rapports de production. En identifiant "forces productives" et "technologie" (dans le sens dont il a été question dans la deuxième partie), nos auteurs n'utiliseront le concept que pour se rapporter à des réalités extérieures au latifundium. On mentionne souvent le rôle du latifundium en tant qu'obstacle au développement des forces productives dans

(2) Quoique les éléments de cette "combinaison" ne soient pas toujours les mêmes chez les auteurs en question. Ainsi, RANGEL (Dualidade ..., p. 28) prend le concept de "mode de production" comme l'association d'un moyen de production fondamental et d'un mode de propriété. PASSOS GUIMARAES (op. cit., pp. 26 et 27) emploie l'expression "mode de production" tantôt dans le sens de manière de produire, tantôt dans la même acception de RANGEL. Chez WERNECK SODRÉ (Formação..., pp. 3 et 4) les choses sont moins claires. Il nous dit d'abord que "les époques économiques se distinguent non pas par ce que les hommes produisent, mais par la façon dont ils produisent, c'est-à-dire, par les instruments de production qu'ils emploient"; ensuite, il affirme que "ce qui distingue les brésiliens d'aujourd'hui des indigènes du XVI^e siècle c'est la manière différente de produire le maïs et le manioc"; pour dire finalement que "les rapports qui s'établissent dans la production sont des rapports sociaux: ils constituent l'objet de l'Histoire. Ils définissent la société sous trois aspects: - forme de propriété sur les moyens de production, rapport déterminant; - situation sociale conséquente, avec la division de la société en classes; - formes de distribution de la production, qui établissent la liaison entre la production et la consommation."

Mais, tous ces auteurs au long de leurs travaux tendent à faire ce que PRADO JUNIOR (A Revolução..., p. 164) fait dès le départ: assimiler le concept de "mode de production" à celui de "rapports de production".

l'industrie; on se réfère aux interdictions manifestes opposées par le gouvernement portugais, à l'époque coloniale, visant à éviter le développement de l'industrie, etc. Mais, on ne trouve presque pas de mots sur le mode de développement des forces productives dans le "système latifondiaire": ou bien, on considère un tel développement absent, ou bien, on le prend comme une solution circonstancielle adoptée par la classe dominante pour survivre.

Le concept de "rapports de production" lui aussi est émis. Désignant, dans le discours proprement "théorique" de nos auteurs, simultanément les "rapports de travail" (relation immédiate entre employeurs et force de travail) et la propriété juridique ou effective des moyens de production, il est progressivement identifié au concept de "rapports de travail", voire à celui de "rapports d'emploi", sens que l'on finit par accorder généralement à ce mot. Au concept de propriété s'est substitué celui de "monopole du principal moyen de production" sans que le mot "propriété" cesse d'apparaître ici ou là, avec les ambiguïtés que lui sont propres.

C'est à partir de la description de la "technologie", des "rapports de production et de travail", du "monopole du principal moyen de production", des concepts devenus des termes indicatifs de certaines régions du réel, que nos auteurs construisent le concept de "latifundium". Celui-ci est complété, à partir d'une considération d'ordre historique, par sa "liaison avec l'extérieur", pensée sous la forme du "rapport colonial", de la "destination de la production", ou de la "nature de l'exploitation", selon les circonstances. Finalement, des "éléments" associés au concept antérieur (pré-construit) de latifundium (= grande extension de

terres) et non contenus dans les catégories antérieures y sont inclus comme des "particularités géographiques" (tel l'isolement des grandes propriétés), et comme des "particularités historiques" (ainsi des "institutions transplantées", comme la famille patriarcale, ou des résidus de ces institutions).

Plutôt que de "faire système", ces "éléments" du "concept" de latifundium sont "solidaires" entre eux en tant que parties expressives d'un même tout: les "qualités" contenues dans chaque élément sont aussi contenues dans tous les autres. Ainsi, aucune variante de ce concept - et les variantes de ce concept sont fonction du plus grand poids de détermination attribué à un des éléments et de l'extension plus ou moins grande de son objet (3) - n'arrive à écarter quelque élément que ce soit, ou à le priver d'une de ses "qualités".

C'est au latifundium ainsi défini ("technologie + "rapports de production et travail" + "monopole du principal moyen de production" + "liaison avec l'extérieur" + "particularités géographiques" + "particularités historiques") que nos auteurs s'attaquent, ayant l'illusion de viser une "réalité donnée", avec les mêmes instruments utilisés dans la construction de ce concept. Or, il arrive que les éléments de ce nouveau "concept" et les éléments du concept de mode de production - celui qui les autoriserait à "qualifier" une certaine "réalité" - ne coïncident pas. Il en résulte l'identification de "traits" étranges appartenant à un même système. Comment l'expliquer? - voilà le problème de nos auteurs; voilà le moteur de ce débat.

(3) Voir pp. 38 à 43 ci-dessus.

Nul doute que derrière cette question on trouve la supposition préalable que le latifundium est la "réalisation" d'un mode de production particulier, quoique nos auteurs fassent état, dans leur discours proprement théorique, de la complexité de toute formation sociale (dont on trouverait toujours à la base plusieurs modes de production) (4).

Cela est particulièrement net chez les "dualistes géographiques" (5) qui associent la réalité géographique des latifundia et le concept proprement dit de latifundium. La "société nationale" serait la "réalité" du concept de "formation sociale" (totalité complexe), dont le système latifondiaire serait le lieu d'existence d'un des modes de production (totalité simple). Le "féodalisme" serait alors là, facilement repé

(4) Comparer, par exemple, l'affirmation de PASSOS GUIMARÃES (op. cit., p. 28) que "le système de plantation... est l'expression réalisée du féodalisme colonial" avec les développements de Antonio HOUAISS, en faisant l'éloge de l'ouvrage du premier: "La pratique historique et sociologique contemporaine, au fur et à mesure qu'elle pénètre la compréhension de ces grands modèles, met en évidence, par nécessité, quelques grandes composantes; premièrement, l'accès à un mode ultérieur dans un secteur de l'humanité n'exclut pas automatiquement ou fatalement la permanence du mode ou des modes antérieurs; deuxièmement, la succession de ces modes n'est pas un déterminisme nécessaire, il peut arriver à une société, étant donnée la coexistence sur la planète de plusieurs modes, d'en sauter un ou plusieurs d'eux ou de dégénérer vers de modes plus arriérés; troisièmement, leur coexistence ne se fait pas sans le sacrifice de la 'pureté' de chaque mode. (...)" (HOUAISS: "Quatro Séculos de Latifúndio", p. 22).

Voir aussi: PRADO JÚNIOR (Formação..., pp. 6 et 8; et A Revolução..., pp. 40 à 43); ASSIS TAVARES (art. cit., p. 56); WERNECK SODRÉ (Formação..., p. 4); RANGEL (Dualidade..., pp. 17-18 et 24).

(5) L'ouvrage qui marque par excellence cette position est Os dois brasis de Jacques LAMBERT. Bien que son auteur ait essayé de rendre relatives les affirmations à propos de la localisation géographique des deux économies qu'il a cru identifier dans la société brésilienne, c'est dans ce sens que ses interprètes l'ont prise. C'est la position des "dualistes historiques" (voir, dans la première partie "Les régressions"); mais même un tenant de la thèse capitaliste l'adopte (COSTA PINTO, "As classes sociais no Brasil", p. 216).

rable, cantonné dans les limites physiques de la société rurale (une des moitiés antagonistes de la société nationale) ou d'une de ses régions.

C'est à ce "dualisme" qui s'attaquent spécifiquement les tenants de la thèse capitaliste, ayant l'illusion de viser tout dualisme(6). En le contestant au nom de l'unité de la "société globale", ils situent leur thèse comme étant le symétrique opposé. La "simplicité" serait alors non seulement la "simplicité" d'une partie de la société, mais la "simplicité" de la société toute entière.

Dans les schémas mécanistes qui en résultent, toute complexité sera réduite, soit à la "complexité" résultante de la "pénétration" du mode de production plus arriéré par le mode plus avancé, soit à la "complexité" des formes d'existence historique réelle du mode capitaliste de production.

Le "dualisme structurel" et certaines versions de la thèse capitaliste représentent à cet égard une rupture avec cette problématique. Le premier, en mentionnant la coexistence, à l'intérieur du latifundium, de deux "économies" (lire, modes de production) bien délimitées: l'agriculture commerciale et l'agriculture de subsistance (7). Mais, ses défenseurs se chargent, eux-mêmes, de liquider leur hypothèse: il s'agit d'une

(6) "De telles diversités, cependant, ne justifient pas l'emploi du concept de 'société duale', pour deux raisons principales: premièrement, parce que les deux pôles sont le résultat d'un seul processus historique, et, deuxièmement, parce que les rapports mutuels qu'entretiennent entre elles les régions et les groupes 'archaïques' ou 'féodaux' représentent le fonctionnement d'une seule société globale dont les deux pôles sont partie intégrante." (Rodolfo STAVENHAGEN: "Sete teses equivocadas sobre a América Latina", p. 123). Voir, dans le même sens: GUNDER FRANK: Capitalism..., p. 238.

(7) Cf. PAIM, op. cit., p. 19 et RANGEL, op. cit., p. 26.

coexistence contingente, transitoire. La vraie coexistence se poserait d'une façon toute à fait différente: elle serait la coexistence d'un "intérieur" (auquel correspondrait un mode de production déterminé: le mode féodal) et d'un "extérieur" (auquel correspondrait le mode capitaliste). Le latifundium serait alors "l'unité dialectique" de ses "rapports de production internes" et de ses "rapports de production externes" (8).

Il en va de même pour les thèses de GUNDER FRANK, qui posent le latifundium comme un "effet" du fonctionnement du système capitaliste tout entier. Cependant, cette tentative de jeter de nouvelles bases pour la discussion de la nature des rapports sociaux dominants dans l'agriculture brésilienne finit par supprimer toute possibilité de penser les formes particulières assumées par de tels rapports. En voulant faire correspondre à la fonction remplie par le latifundium dans le système capitaliste mondial des rapports sociaux de nature capitaliste, il revient à la problématique des tenants de la thèse féodale et des autres tenants de la thèse capitaliste.

La connaissance de cet accord "épistémologique" de fond lance une nouvelle lumière sur le processus même de "qualification" de la "réalité" du latifundium. Si un tel processus semble relever, dans une première lecture, de la manipulation d'un certain nombre de concepts dont les auteurs se réclament, en fait il y est extérieur, quoique (et nous avons essayé de le montrer) ces "concepts" (si l'on peut appeler "concepts" des concepts qui ne font plus système) y aient une fonction. La quali-

(8) "Le régime résultant (RANGEL se rapporte au Brésil-colonie) était, donc, une unité dialectique des contraires, dont la lutte rend compte de ce qu'il y a de typique et de caractéristique dans l'histoire brésilienne". (RANGEL: "A dinâmica...", p. 215). Voir aussi du même auteur: Dualidade..., pp. 30 à 32.

lification de "féodal" ou "capitaliste" relève plutôt d'un jeu de ressemblances qui s'établit entre des réalités construites, mais pas aperçues comme telles, et certains textes de référence. L'opposition théorique réelle qui semblait constituer deux grands courants de pensée du social à conceptions divergentes apparaît alors comme une opposition de descriptions référencées à des affirmations divergentes (ou apparemment divergentes) ou ambiguës (ou apparemment ambiguës) d'un texte de référence commun et à des descriptions faites par les propres agents de la "réalité" étudiée, au fond de laquelle on trouve des options de caractère tactico-politiques.

À la rigueur, la construction du concept de latifundium et sa "qualification" vont ensemble. Si nous les séparons, c'est pour des propos analytiques, pour bien montrer qu'il y a deux "mouvements", et que, avant tout désaccord, il y a un consensus de base. Quoique les tenants de la thèse capitaliste mettent l'accent sur le problème des "rapports avec l'extérieur" pendant que les défenseurs de l'existence de mode de production pré-capitaliste, au contraire, mettent l'accent sur le problème des "rapports de travail" ou sur celui de la propriété de la terre, il ne s'ensuit pas que les autres questions soient écartées. Au contraire, en appartenant à la définition même du concept de latifundium comme des parties solidaires d'un tout, elles sont censées conduire aux mêmes résultats que celle qui est présentée comme stratégique. En jouant simultanément avec le prestige des "évidences" et de "ce qui est voilé", nos auteurs n'ont pas de difficultés à découvrir ce qui doit être découvert. Mais, leur "réalisme", en investissant tout ce qui est dit d'une certaine vérité, laisse toujours subsister un certain résidu des affirmations ad-

verses. Ceci les amène à revenir sur de telles affirmations et ainsi de suite. C'est cet enjeu qui fournit la base objective, la contrainte "théorique", des concessions mutuelles présentes tout au long du débat et bien sûr, des solutions de conciliation du type "système mixte", dont le seul mérite est de révéler, dans leur monstruosité, l'impasse à laquelle se heurte un tel débat.

Le débat historique: la causalité temporelle

Le retour au passé représente, sans doute, une tentative des auteurs de rompre ce cercle, en cherchant ailleurs un nouveau critère de pondération des "éléments" incompatibles.

Cet effort est modelé, lui aussi, par une certaine contrainte "théorique". Il s'agit de la croyance en ce que le passé explique le présent, ou du moins, une partie significative de ce présent, à la base de laquelle se trouve (il s'agit de la base de tout historicisme) l'identification du "temps historique" au "temps chronologique" et la réduction de toute causalité à une causalité temporelle-linéaire (9).

Bien que nos auteurs déclarent parfois, au nom de certaines formulations de la théorie de référence, ne pas partager une telle croyance, il n'en est pas moins vrai qu'on trouve l'hésitation dans leurs discours

(9) "Nous ne devons pas nous faire d'illusions sur la force incroyable de ce préjugé, qui nous domine encore tous, qui fait le fonds de l'historicisme contemporain, et qui voudrait nous faire confondre l'objet de la connaissance avec l'objet réel, en affectant l'objet de la connaissance des "qualités" mêmes de l'objet réel dont elle est la connaissance. La connaissance de l'histoire n'est pas plus historique que n'est sucré la connaissance du sucre." (Louis ALTHUSSER: L'objet du Capital in ALTHUSSER et al.: Lire le Capital, t. II, p. 55).

"théoriques" (10) et que, dans la pratique de la recherche, ils se laissent entraîner par cette croyance.

L'affirmation chère à la totalité des historiens et sociologues brésiliens que ce qui "fait problème" dans le présent - que ce soit la "structure agraire" toute entière ou un de ses "traits" - est l'héritage du passé ("colonial", "féodal", "esclavagiste" ou autre) en est symptomatique. Derrière cette formule innocente, un peu littéraire, se trouve une certaine prise sur le réel qui oriente tout effort de connaissance: si la question est bien dans le présent, la réponse est dans le passé. Si la "réalité" d'aujourd'hui est ce qu'elle est, c'est parce qu'elle est une "réalité" du passé (et donc vieillie) ou qui a pris naissance dans le passé: tout le problème devient alors de savoir quel a été ce passé.

Cet "historicisme" est déjà contenu dans le schéma "évolutionniste" des cinq stades adopté comme dogme explicatif de tout changement. Même dans la discussion proprement sociologique un tel schéma fournissait déjà un point de repère aux descriptions doublement référenciées du "système latifondiaire", la question fondamentale du mode de production dominant cédant la place à la question contingente du "stade", ou plutôt, du "stade" avec lequel la "réalité" entretenait plus de ressemblances (11). Or, à plus juste titre, dans ce qui se rapporte au "problème historique", ce schéma sera l'instrument par excellence d'appréhension de la "réalité".

(10) Voir, par exemple: Leôncio BASBAUM: História Sincera da República das origens até 1889, "Introdução"; WERNECK SODRÉ: Formação..., pp. 3 et 4; et confronter les considérations méthodologiques que fait PRADO JÚNIOR dans son Esbôço dos Fundamentos da Teoria Econômica, pp. 9 à 12, avec ses développements au long de A Revolução Brasileira, citée.

(11) Cf, par exemple, WERNECK SODRÉ: op. cit., p. 4.

Mais, de même que la "réalité" des sociologues déborde leurs "concepts", la "réalité" des historiens déborde leur schéma. Il s'agit là d'une conséquence directe de leur "réalisme". En partageant son objet théorique avec le sens commun et le sens commun savant, les auteurs marxistes se voient "obligés" de reconnaître ce qui y rentre par l'intermédiaire d'autres approches "théoriques" ou idéologiques, ou par l'intermédiaire de leur propre réponse au stimulus de celles-ci.

La réponse donnée à la difficulté présentée par cette "réalité" agrandie va privilégier simultanément la "réalité" et le schéma. On investira la "réalité" d'une richesse toute spéciale, en lui attribuant comme particularité ce qui dans la théorie de référence était l'attribut de toutes les "réalités" (11). Ainsi, la coexistence dans la même formation sociale de plusieurs modes de production deviendra une des différences spécifiques de la "réalité brésilienne". Mais, le privilège-majeur de cette "réalité" sera de reproduire de façon privilégiée tout le schéma, celui-ci étant, du même coup, "confirmé" par la réalité. Qu'on prenne la "réalité" de l'histoire brésilienne et l'on verra qu'elle connaît progressivement tous les "stades progressifs" de développement de la société humaine. Qu'on prenne un tel stade de développement et on verra qu'il reproduit le développement du schéma. Qu'on prenne un point quelconque de n'importe quel stade et on verra que toutes les forces qui font mouvoir le schéma tout entier (ou toute la "réalité" ou l'"histoire" qu'il suppose) y sont présentes. A la fin de chaque période de son histoire, l'histoire brésilienne aurait connu toutes les contradictions possibles et aurait été sur le point de leur donner la bonne solution. Si cela n'est pas arrivé, la raison doit en être cherchée dans un magique "manque de ma

turation" des forces en présence ou tout simplement dans un événement contingent quelconque (12).

Une telle "réalité", cependant, sera privilégiée pour une seconde raison: il s'agit d'une "réalité" qui a un commencement. Il y a un seuil au-delà duquel il n'y a plus d'histoire du Brésil. Là, homme (le colonisateur) et nature (le territoire "vide") se font face comme auparavant (13). Si, pour d'autres idéologies à prétentions scientifiques, cela a été le matériau par excellence pour tout type de fantaisie "géographe" ou "raciste", pour les porteurs du marxisme, cela a été la source d'illusion d'une reproduction de l'histoire. Une telle illusion ne fait que renforcer la contrainte historiciste. Si à chaque fois qu'on veut trouver une explication quelconque on doit faire un retour au passé, ici le cas s'y prête bien, puisqu'il existe un commencement auquel on peut se référer.

Le fait que les éléments en présence dans une telle origine comportent déjà en eux toute une "histoire" ne constitue pas un problème. Une fois l'histoire connue, et donc l'essence des "éléments" (ou "institu-

(12) Si cela est particulièrement frappant chez WERNECK SODRÉ ("As classes...", passim), on le trouve aussi ailleurs comme nous montre le texte qui suit:

"La position des classes pauvres dans la révolution de l'indépendance (sic) est donc radicale à l'extrême. On a fait des plans de transformations sociales complètes et il n'a même pas manqué de plans de répartition égalitaire de toute la richesse sociale. Mais les conditions objectives nécessaires ont fait défaut..." (Caio PRADO JÚNIOR: Evolução Política do Brasil, p. 56). Faisons remarquer que l'auteur n'en fournit aucune référence empirique.

(13) "L'élément jusqu'alors étranger a transplanté sa culture dans un contexte qui n'était pas l'histoire mais la géographie, qui n'était pas la culture, mais la nature." (Roland CORBISIER: "Situação e Alternativas da Cultura Brasileira", p. 207). Si cela est formulé par un non-marxiste, il s'agit, cependant, d'un presupposé des analyses de tous les auteurs.

tions") transplantées, ce serait bien à une situation-origine qu'on aurait affaire.

Cependant, l'histoire de ces éléments, elle, "fait problème": la "réalité" du Portugal du XVI^e siècle pose, par rapport aux schémas d'évolution sociale, des problèmes analogues à ceux que pose la "réalité" brésilienne d'aujourd'hui. Mais la "découverte", à l'origine de l'histoire brésilienne, d'une autre histoire originelle, paradoxalement ne fait que renforcer la croyance à l'originalité de la première (dont l'"originalité" serait, en partie, l'"héritage" de l'"originalité" de l'histoire portugaise).

Ce qu'était le Portugal au XVI^e siècle devient ainsi un élément de preuve de première importance pour les historiens: le connaître signifie déjà une mi-solution (14). En essayant d'y arriver, la totalité des auteurs - partisans ou adversaires du "féodalisme" brésilien; partisans ou adversaires du "dualisme" de la société brésilienne - admettent la thèse du dualisme de la société portugaise de l'époque: il y aurait, d'un côté, l'intérieur féodal, soumis aux lois objectives de fonctionnement de toute formation féodale; et de l'autre, le littoral, avec dominance du capital commercial, lieu d'un Etat monarchique puissant, mais surtout, lieu des "prises de décision". Cette façon sui-generis de résoudre la fameuse opposition entre rapports sociaux objectifs et intervention humaine par une espèce de partage du butin, reprise chaque fois que le schéma uti

(14) "En laissant de côté de telles controverses ..., nous devons faire attention aux traits qui définissent la société portugaise du XVI^e siècle, traits qui, modifiés ou non, seront ceux de la société coloniale brésilienne du premier siècle..." (WERNECK SODRÉ: "As classes...", p. 20).

lisé ne "répond" pas, délimite le champ des questions pertinentes (et, par là, des réponses possibles) à propos de la colonisation devenue alors synonyme d'"entreprise colonisatrice" ou de "politique colonisatrice". En se demandant qui prend la décision d'entreprendre la colonisation, qui l'exécute et à qui elle sert (la non coïncidence obligatoire entre la réponse à cette dernière question et celle donnée à la première ayant l'air de rétablir le critère de nécessité) les historiens pensent poser la question la plus radicale concernant la "réalité" d'aujourd'hui.

Mais, c'est la notion de transplantation qui est destinée à établir la liaison (il y aura en même temps continuité et rupture) entre les deux histoires. C'est une telle notion, relevant simultanément d'une "logique de la diffusion" et d'une "logique de la décision", qui sert de pont entre une "réalité" obéissant à une "logique de la production" (la société portugaise) et une autre "réalité" relevant aussi d'une "logique de la production" (la société brésilienne).

En même temps, étant données la complexité reconnue de la "réalité" antérieure et l'hétérogénéité des agents de la colonisation (qui sont aussi les agents de la transplantation), cette notion de transplantation assure la présence à l'origine de l'histoire brésilienne d'éléments dissemblables. La lutte qui s'établit entre ces éléments (et là on a affaire à une "logique de la sélection"), n'implique pas nécessairement l'effacement de l'élément vaincu, quel que soit son résultat, il peut "survivre" comme élément secondaire, sans perdre ses "qualités", à condition d'être présent au début; et il peut "revivre" si une quelconque circonstance assure, ailleurs, l'hégémonie d'un autre "élément" de même "qualité" (encore qu'il s'agisse d'un "rapport de production" et non plus d'une "institution

transplantée"). C'est ceci qui explique, par exemple, la compatibilité, pour les défenseurs de la thèse féodale, entre la thèse du "féodalisme colonial" et la thèse de la "régression féodale".

Cependant, une fois constitué le système économique, tous les problèmes soulevés par le "débat sociologique" se posent une autre fois, sans que l'histoire des éléments qui y sont réunis apporte une aide significative à leur résolution.

Certes, la question du "régime économique" ne se pose pas devant les questions particulières qui la précèdent de la même façon que celle du "caractère du latifundium" devant les questions que lui sont associées. Dans le premier cas, les questions particulières conduisent à la question générale comme à leur résultat. Dans le second, il y a une rupture entre les questions particulières et la question générale, ou, plutôt, chaque question particulière pose déjà tout le problème contenu dans la question générale. Mais, dans les deux cas, il y a ceci de commun, il s'agit d'"éléments" déjà "qualifiés" (hors contexte), ordonnés selon des critères extra-théoriques: dans un cas, selon l'ordre de succession temporelle, dans l'autre, selon un choix qui est, en dernière analyse, tactico-politique. D'ailleurs, les auteurs eux-mêmes s'efforcent de démontrer l'unité des deux démarches: les sociologues en invoquant en leur faveur l'ordre chronologique; les historiens en s'appuyant sur la parole des sociologues.

Prenons, par exemple, le cas de la parceria. En se rapportant au même texte de référence, les tenants de la thèse féodale la déclarent un "rapport de production" féodal, alors que les tenants de la thèse capitaliste affirment qu'il s'agit d'un rapport capitaliste. Le critère de

vérité qui décidera de leurs affirmations est le "moment historique" où une telle forme a pris naissance. Les tenants de la thèse féodale découvriront que la parceria était déjà présente dans les "premiers jours" de la colonisation et qu'elle s'est généralisée après l'abolition de l'esclavage comme une "solution" consciemment utilisée par les latifondiaires pour maintenir leur pouvoirs féodaux; tandis que les partisans de la thèse capitaliste montreront qu'elle prend naissance après le salariat. Ainsi les premiers, l'ayant déjà définie comme un "rapport féodal", découvriront le féodalisme présent aux "premiers jours" du Brésil-colonie, leurs adversaires par contre, ayant montré qu'il ne s'agit pas d'un rapport féodal du fait qu'il succède (ou peut succéder) chronologiquement à un rapport capitaliste, diront volontiers que, si le "féodalisme brésilien" originaire devait être là, il n'a jamais eu de féodalisme au Brésil.

Nous voyons donc que le "débat des historiens", loin de rompre le cercle vicieux du "débat des sociologues", le légitime et réciproquement. Ce que disent les historiens est tenu pour un fait (et donc, pour une preuve) pour les sociologues et vice-versa.

Cette démarche des historiens, cependant, a le mérite de rendre clairs un certain nombre de problèmes obscurcis par le débat sociologique.

Ainsi, en retrouvant dans la discussion du "régime économique" qui surgit comme le résultat effectif de la colonisation, les mêmes "traits" en conflit (ou, tout au moins, des "traits" homologues) qu'ils trouvent dans le latifundium d'aujourd'hui, ils nous permettent d'écarter une "solution facile", fréquente chez les participants du débat et qui consiste à rendre responsable une "situation de transition" de la coexistence de "traits contradictoires" dans une même base économique. A moins

qu'on accepte de considérer l'histoire brésilienne toute entière comme une grande transition, ce qui, dans le cas le plus favorable, viderait le concept de "transition" de toute signification théorique, sinon de tout contenu.

D'autre part, il y a un problème de "localisation" du "féodalisme" ou du "non-féodalisme" qui, tout en étant soulevé par les sociologues au long de leurs discussions, n'arrive pas à recevoir chez eux une réponse non-équivoque. Les auteurs, selon leurs convenances, déplacent subtilement leur "féodalisme" ou leur "capitalisme" d'une région géo-économique vers une autre; ou expliquent un phénomène social quelconque particulier à une certaine région (ou considéré comme tel par eux-mêmes) par le fonctionnement ou les changements d'une structure sociale (ou d'un mode de production) censée être la base d'une formation sociale correspondante à une autre région. Il est commun par exemple, de trouver dans des analyses de politique régionale ou locale, l'attribution d'un poids décisif à un certain type de domination qui serait propre à une certaine région géo-économique, pour ensuite poser comme propre à cette même région un autre type de domination, le premier devenant à son tour, le type spécifique d'une autre région (15). Or, le débat historique montre bien qu'il y a un débat spécifique portant sur le mode de production dominant dans les aires d'agriculture d'exportation, centre de l'économie nationale.

(15) C'est notamment le cas du "coronelismo", que les auteurs, écrivant l'histoire de la "première république", placent comme la "réalité politique" des aires d'agriculture d'exportation; pour ensuite, en voulant montrer le caractère urbain et capitaliste de la Révolution de 1930, malgré la prépondérance du poids politique de l'agriculture d'exportation, le "situer" comme un phénomène propre aux aires de grandes propriétés fondées sur une économie de subsistance.

le jusqu'à la troisième décennie du XX^{ème} siècle; et que, quelle que soit l'importance actuelle de cette agriculture et quel que soit le sens des transformations en cours dans l'agriculture brésilienne, cette aire n'a rien de non-problématique. Bien au contraire, c'est dans l'agriculture d'exportation que se révèle, dans toute sa clarté, la coexistence de ces deux "traits" étranges: production commerciale et travail non-libre. Si, bien sûr, le problème de l'existence ou de la non-existence d'un "régime féodal" peut être légitimement posé pour d'autres "économies" agricoles, il n'est pas moins vrai que, par les titres énoncés ci-dessus, de même que par le fait qu'elle a été le principal objet des transformations subies par l'agriculture brésilienne, le problème se pose tout d'abord à propos de l'agriculture d'exportation elle-même.

La nature de l'agriculture d'exportation, d'ailleurs, n'est pas un problème exclusif des historiens brésiliens en se rapportant à la réalité brésilienne. Le "système de plantation", en tant que tel, a provoqué de nombreux débats entre des historiens de différentes nationalités (16). Et dans la forme sous laquelle il se présente dans le Nouveau Monde, il continue à poser un défi aux schémas explicatifs de ceux qui étudient les formations sociales qui ont pris naissance sur la base de ce "système". Des problèmes semblables à ceux qui occupent nos historiens se posent aux anthropologues américains qui étudient soit l'histoire des Indes Occidentales soit la structure agraire actuelle des pays d'Amérique

(16) Cf. Leo WAIBEL: Capítulos de Geografia Tropical e do Brasil, pp. 31 à 50.

Centrale (17). De même, c'est devant la réalité problématique de l'agriculture côtière péruvienne que s'arrêtent les analyses que fait MARIATEGUI sur le "féodalisme agraire" péruvien, qui sont si claires, quoique discutables, dans ce qui se rapporte à la sierra (18). Même les plantations du sud de l'Union Américaine n'échappent pas à une discussion sur leur caractère "capitaliste" ou "esclavagiste" et sur des possibles "caractéristiques féodales" qui s'y feraient présentes (19).

Sans doute sur ce point, nous devons aux partisans de la thèse capitaliste d'avoir insisté, dans leurs analyses, sur le fait qu'ils visaient bien les aires d'agriculture d'exportation. Toutefois, ils l'ont fait en croyant que ces aires ne posaient aucun problème à l'observateur; sans considérer qu'au sein même de leurs discours coexistent deux "thèses" distinctes: une thèse esclavagiste et une thèse capitaliste, qu'ils veulent faire passer comme non-antagonistes. Dans ce cas, les "dualistes structurels" sont allés plus loin, en indiquant en toutes lettres cette "coexistence", bien que de façon mécaniste.

(17) Voir, par exemple, les développements de THOMPSON qui tendent à montrer que le "système de plantation", malgré ses similitudes avec le "système féodal", est une "institution capitaliste". Edgar THOMPSON: "La Plantación como Sistema Social". Voir aussi Eric WOLF: "Aspectos Específicos del Sistema de Plantaciones en el Nuevo Mundo: comunidad, subculturas y clases sociales".

(18) José Carlos MARIATEGUI: "Le Problème de la Terre en Amérique Latine", en particulier pp. 149 et suiv.

(19) On trouve un bilan de ces discussions dans Eugène D. GENOVESE: Economie Politique de l'Esclavage: essai sur l'économie et la société du sud esclavagiste, (passim).

Les impasses

Mais, plutôt que le débat historique en soi, c'est la confrontation des deux débats qui nous instruit sur les impasses théoriques concrètes sur lesquelles débouche la discussion envisagée comme un tout.

Nous avons déjà fait remarquer que les auteurs identifient "rapports de production" et "rapports de travail", et attribuent à ceux-ci un rôle décisif dans la caractérisation d'une formation sociale. Or, en se rapportant au Brésil-colonie, ils y identifient les "rapports de production et travail" esclavagistes comme des rapports dominants. Les mêmes auteurs ne mettent pas en doute la disparition des rapports esclavagistes pendant la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle. Cependant, ils affirment du même coup, que cela n'a pas représenté un changement radical; et les descriptions qu'ils fournissent de la période qui s'ensuit vont dans le même sens. Certains l'expliquent par le maintien du "monopole de la terre"; d'autres par le fait que "l'ordre capitaliste" y était déjà pleinement configuré. Les uns et les autres admettent ainsi que l'esclavage serait inessentiel à l'ordre colonial - il s'agirait d'un "appendice", d'une "solution" trouvée par l'entreprise colonisatrice, d'une "institution transplantée" ("féodale" ou "capitaliste").

Si l'on croit que les descriptions que font ces auteurs correspondent un tant soit peu à ce qui s'est passé effectivement, les possibilités suivantes se présentent: ou bien un changement dans les "rapports de production" n'implique pas un changement radical de la société (et-ou vice-versa) - et dans ce cas, il faudrait mettre en question non seulement la théorie de référence des auteurs, mais toute tentative de "penser" une société en termes de système; ou bien, on doit accorder que les

auteurs parlent improprement de "rapport de production" pour désigner les relations immédiates entre producteur direct et propriétaire des moyens de production, ce qui n'est, à notre avis, qu'un chaînon de l'ensemble des rapports qui s'établissent dans le processus de production, et qui, prises isolément, se présentent sous la forme qui leur est donnée par l'idéologie dominante.

Ce que nous avons vu de la façon dont les auteurs manipulent les "concepts" nous mène à considérer la dernière possibilité comme la plus probable. Dans ce cas, nous sommes obligés de considérer, que si le mode de production esclavagiste était bien le mode de production dominant, ce mode a subsisté à l'abolition formelle de l'esclavage et, faute d'autres changements, il serait encore le mode de production dominant dans une portion significative de l'agriculture brésilienne. Ceci amènerait cependant, à élargir excessivement le concept de "mode de production esclavagiste", en lui supprimant au moins deux des caractéristiques qu'on a attribuées à ses formes antiques: la totale soumission du travailleur au propriétaire et la production basée sur la valeur d'usage. C'est-à-dire, que cela ne serait possible qu'à condition de repenser le concept de mode de production esclavagiste, de telle manière qu'il puisse rendre compte des réalités aussi disparates que "l'esclavage patriarcal" qu'on trouve chez certains peuples dits "primitifs", l'esclavage de l'Antiquité classique, l'esclavage des plantations américaines d'avant l'Abolition (auquel quelques uns attribuaient aussi l'épithète de "patriarcal") et les "formes bâtarde de salariat" répandues dans l'agriculture d'exportation latino-américaine après l'Abolition.

A l'exemple du "système de plantation", l'esclavage en général (20) et l'esclavage américain en particulier, posent des problèmes qui dépassent le simple cas brésilien. Les auteurs qui ont réfléchi sur la nature même de cet "esclavage américain" (21), arrivent à des difficultés semblables à celles auxquelles se heurtent les auteurs brésiliens lorsqu'il s'agit de rendre compte des changements qui y son survenus. MARX par exemple, qui se réfère plusieurs fois (22) à l'esclavage américain en général comme l'exemple même de "mode de production esclavagiste", revient constamment sur ces affirmations pour établir certaines distinctions. Ainsi, en se rapportant au sud des Etats Unis, il y identifie, avant le développement de l'agriculture cotonnière, un "esclavage patriarcal" qui céderait la place, par effet d'un tel développement, à l'esclavage tout court. Or, paradoxalement, ce changement signifie aussi pour MARX, le passage à un ordre capitaliste (23). De leur côté, les anthropologues contemporains qui étudient l'Amérique Centrale se questionnent, eux-aussi, sur le caractère de l'esclavage dans les aires de plantations coloniales; et ils signalent, à l'exemple de leurs collègues brésiliens,

(20) Voir, par exemple, le travail déjà cité de GODELIER et aussi le n° spécial de la revue Recherches Internationales à la lumière du marxisme, dédié aux "premières sociétés de classe et mode de production asiatique".

(21) Voir références sur le "système de plantation" ci-dessus.

(22) Karl MARX: Le Capital, I i, 196(n); I, ii, 210.

(23) Idem, ibidem, I, i, 232; I, iii, 201 et 206-207; III, iii, 183. Et du même auteur: Fondements de la Critique de l'Economie Politique, I, 165, 496. "Si, aujourd'hui, nous appelons à juste titre capitalistes les propriétaires des plantations américaines, c'est qu'ils représentent une anomalie dans le marché mondial fondé sur le travail libre." (idem, ibidem, p. 478).

que l'abolition de l'esclavage n'a pas représenté un changement radical. Le grand tournant connu par de telles sociétés serait plutôt lié, selon ces auteurs, à l'accaparement de la production par le capital nord-américain (24).

En ce qui concerne le cas brésilien, une telle hypothèse est laissée de côté par nos auteurs qui ne considèrent que "l'hypothèse capitaliste" et "l'hypothèse féodale". Mais si elles sont moins chocantes, ces "hypothèses" sont passibles elles aussi, de reproches analogues à ceux que nous avons adressés à "l'hypothèse de l'esclavage". Ainsi, il faudrait que le concept de "mode de production capitaliste" puisse être élargi jusqu'à pouvoir comprendre un système où le "travail libre" (considéré d'ordinaire comme une des pré-conditions du mode capitaliste) est absent: ou bien que le concept de "mode de production féodal" soit transformé de façon à inclure des systèmes économiques "organisés" en fonction de la production de "valeur d'échange", c'est-à-dire, où le commerce a un rôle de première place. La formule du "système mixte", à travers laquelle le chaque courant essaie d'intégrer la réponse de l'autre, plutôt qu'une solution, est une répétition du problème.

(24) Voilà ce que dit MINTZ, a propos de l'abolition du travail esclave à Cuba, en présentant l'édition américaine du livre de Ramiro GUERRA Y SANCHEZ, Sugar and Society in the Caribbean: "But Dr. Guerra may be right in feeling that none of these developments fundamentally altered the character of Cuban Society. (...) // In Dr. Guerra's view, the political, social and economic changes which overtook Cuba after 1898 (note: date de l'invasion américaine) were more penetrating and powerful than anything which had come before. These changes cannot be divorced from United States interests in the Caribbean area (...)" (Sidney MINTZ: "The Industrialization of Sugar Production and Its Relationship to Social and Economic Change", 180-181). Le même auteur soutient cette thèse à propos de Puerto Rico. (Sidney MINTZ: Worker in the Cane, pp. 25 et 255).

N'oublions pas que, si cette difficulté provoquée par la réduction du concept de "rapports de production" se révèle par la prise en considération de l'esclavage, et par la difficulté à définir le statut épistémologique de ce concept, elle se manifeste dans la discussion de tous les autres types de "rapports de travail" ou "régimes de travail" que les auteurs croient identifier dans le système latifondiaire. Les distinctions que ces auteurs établissent entre "salarariat formel" et "salarariat réel" ou entre "métayage formel" et "métayage réel" correspondent à une tentative d'élargir le concept des rapports qu'ils croient identifier de façon à y inclure ceux que leurs adversaires signalent; c'est-à-dire, elles montrent la difficulté qu'ont ces auteurs à penser les rapports de production qui soutiennent le système latifondiaire par la simple analyse des rapports de travail qu'on y discerne empiriquement. Autrement dit, ce qui est implicite dans une telle démarche c'est que la simple identification de "rapports de travail" salariés ne suffit pas pour détecter des "rapports de production" capitalistes-salariés (les premiers pouvant être trouvés au-delà ou en deçà de ceux-ci); de même que pour détecter de "rapports de production féodaux", la simple découverte de "rapports de travail" associés à des contraintes extra-économiques n'est pas suffisante à elle seule.

Si l'explication de ces "transformations non transformatrices" des rapports de travail par "l'existence au delà de l'esclavage (ou d'un autre "régime de travail" quelconque) d'un ordre capitaliste déjà pleinement esquissé" pose le problème de l'extension du concept de "mode de production capitaliste", l'appel au "maintien du monopole de la terre" pose de problèmes semblables. D'abord, parce que, ce monopole étant re-

connu comme un fait par les deux courants - et pris en soi, il ne signifie rien de plus que l'existence de propriété privée du sol (25), condition de toute une gamme de modes de production - la reconnaissance de son maintien ne signifie autre chose que le maintien dans une "nouvelle situation" d'un même ensemble de traits divergents, qui caractérisaient une "situation antérieure". Le statut ambigu du concept de "propriété" ainsi écarté de celui de "rapports de production" rend viable ce type de solution magique. Etant pris dans un premier moment, comme un élément de l'économique, le concept est subtilement assimilé à son sens juridique. Il sert alors de pont entre deux "stages" (ou "époques") reconnus comme non continus à ce premier niveau d'analyse, pour être ensuite renvoyé au "niveau économique", où il est chargé d'expliquer ce que l'analyse des autres éléments de ce niveau n'a pas abouti à expliquer. La faiblesse du "monopole de la terre" comme élément d'explication de quoi que ce soit apparaît dans le fait (détecté au long de ces débats) que ce "concept", tout en étant déclaré fondamental, cède la place dans les analyses que les auteurs font du "système latifondiaire" à ceux de "rapports de travail" et de "rapports avec l'extérieur".

Le recours aux "rapports avec l'extérieur" représente la véritable issue que trouvent les auteurs, dans leur effort pour expliquer ce que le simple jeu des contradictions propres aux autres éléments du concept

(25) "(...) En ce sens, le monopole de la propriété foncière est une condition historique préalable qui reste la base permanente du mode capitaliste de production, comme de tous les modes antérieurs de production reposant sur l'exploitation des masses sous une forme ou sous l'autre." (Karl MARX: Le Capital, III, iii, p. 9).

de latifundium (les "contradictions internes") n'arrive pas à rendre compte. Mais cela ne va pas sans problèmes. Si ces "rapports" constituent au point de départ un caractère constitutif du latifundium - les "dualistes structurels" s'y reportent comme à des "rapports de production extérieurs" - ils deviennent au long des analyses qu'ils en font un caractère accidentel. Les rapports entre le système capitaliste mondial (ou même le système capitaliste "national") et le "système latifondiaire" sont pensés, simultanément, comme "extérieurs" au capitalisme et "extérieurs" au "système latifondiaire" (qu'il soit d'"essence" capitaliste ou féodale). Au nom du primat des "contradictions internes", comme GUNDER FRANK le fait fort bien remarquer (26), les auteurs sont amenés à minimiser ces rapports et à ne considérer que les "rapports de production internes". Dans ces conditions, toute liaison avec "l'extérieur" est réduite à une liaison à l'origine - l'"entreprise coloniale" aurait instauré un certain "régime économique" qui se développerait dorénavant par l'effet de ses propres "contradictions internes" - et "au fait" de la "destination" commerciale de la production, qui n'est pas un caractère spécifique du "système latifondiaire". Réintroduits dans les discours des historiens et sociologues, les "rapports avec l'extérieur" expliquent ce que d'autres éléments n'expliquent pas, mais ils le font en tant qu'"élément secondaire" travestis, en général, sous la forme d'une "intervention d'intérêts étrangers".

On trouve, il est vrai, des auteurs comme WERNECK SODRÉ, qui se sont proposés (en s'inspirant des classiques du "matérialisme histori-

(26) GUNDER FRANK: Capitalism p. 266.

que") de penser ces "rapports" en termes de fonctions et qui ont signalé des changements de fonctions du rapport entre les deux "systèmes" en correspondance avec des changements "internes" des structures (27). L'inflexion connue par l'agriculture d'exportation pendant la première moitié du XIX^{ème} siècle et ses conséquences politiques (les mouvements d'indépendance politique des pays colonisés d'Amérique Latine) correspondraient à un changement de fonction du "rapport colonial", imposé par la pleine configuration du système capitaliste industriel et le passage du "système de monopoles" au "système de libre échange" sur le plan international. Une fois terminée la phase dite "d'accumulation primitive", le "rapport colonial" devient le support de la "division internationale du travail" qui s'établit entre producteurs de matières premières et producteurs de produits manufacturés. L'agriculture commerciale des pays dépendants, en conséquence, aurait été obligée de réaménager ses ressources pour passer de la production de "produits de spéculation" à la production de "matières premières". Cependant, cet effort théorique n'arrive pas à montrer les limites que la fonction du "rapport colonial" pose au fonctionnement de la base économique même des formations sociales relevant de l'agriculture d'exportation.

Certains défenseurs de la thèse capitaliste vont plus loin et essaient de penser le "rapport colonial" d'une façon plus cohérente avec le statut qui lui est attribué. Ils considèrent correctement que, dans l'expression "contradiction interne", le terme "interne" se rapporte non pas à n'importe quelle "économie" (nationale ou locale) ou "cellule écono

(27) WERNECK SODRÉ: Formação Histórica..., en particulier le chap. "Indépendance".

mique" réelle, mais à un certain "système économique". En ce qui concerne l'économie agricole d'exportation, ou à n'importe quelle variante d'économie dépendante, ce "système" est le système capitaliste, mondialement dominant. Pour saisir les contradictions propres aux économies dépendantes, il faudrait donc partir des contradictions qui sont propres au système capitaliste. Il faudrait mettre en évidence l'existence dans ce système capitaliste, à côté d'une "structure de classes", d'une "structure coloniale". Celle-ci, selon les mots de GUNDER FRANK, "met en relation des régions, des secteurs, des groupes raciaux ou ethniques identifiables" et se présente comme une "chaîne spoliative qui s'étend sans interruption depuis le centre impérialiste jusqu'à la région la plus isolée des pays sous-développés...". (28)

Or, même si un tel schéma apparaît comme suggestif, il offre, plutôt qu'une solution théorique à un problème réel, une indication de la difficulté de penser ce "problème réel", selon certains canons "théoriques". Il ne montre pas la "réalité" dont il est question comme un "effet" du fonctionnement d'un certain système tel que le définit une certaine approche théorique, mais il ajoute au "système théorique" du "matérialisme historique" un "appendice" d'ordre descriptif.

Certes, il y a toujours la possibilité d'incorporer cet "appendice" à la théorie, à travers la transformation, et de l'"appendice" et de la théorie elle-même. Cependant, cette possibilité ne nous semble pas viable par le fait que les rapports mis en jeu par la théorie (le matérialisme historique) et ceux mis en jeu par l'"appendice" proposé par GUNDER

(28) GUNDER FRANK: "Quién es el enemigo inmediato?", -- 57-58.

FRANK sont de nature différente. Tandis que les "rapports de production", tels qu'ils sont définis par la tradition théorique marxiste, ne sont des "rapports de domination" que dans la mesure où ils signifient des rapports différentiels des agents de la production à l'égard des moyens de production, les "rapports de métropole à satellite" de GUNDER FRANK sont des rapports politiques (de domination) "purs" (29), et donc "extérieurs" au fonctionnement du système économique qui soutient les formations sociales dépendantes. Cette voie débouche ainsi sur les mêmes impasses que les ex plications "traditionnelles", à la différence qu'elle "choisit" de mettre l'accent sur l'autre pôle du "rapport colonial".

La prise en considération de la façon dont les auteurs pensent les ruptures, les menaces de rupture ou les chemins de rupture possibles du "système latifondiaire" se montre particulièrement surprenante. Si l'on laisse de côté les conceptions plus légères qui voient le système au bord de la rupture dès qu'il a pris naissance, et si l'on se limite à considérer les tentatives effectives d'appréhension de cette rupture, on en arrive à ce qu'une telle rupture signifie moins la mise en échec d'un quelconque "élément fondamental" du système latifondiaire que celle d'un "élément" secondaire de ce "système", classé généralement comme étant géographique: l'isolement des "cellules économiques". C'est la rupture des "frontières" du latifundium à travers les premiers grands mouvements migratoires qui permet, chez FACÓ, la constitution des premiers mouvements

(29) Même la "domination économique" est une forme de "domination politique" dans ce sens là. Voir, à ce propos, les développements de WOLPE, STAVENHAGEN et POULANTZAS, en critiquant les thèses de DAHRENDORF. H. WOLPE: "Structure de classe et inégalité sociale"; Rodolfo STAVENHAGEN: "Classes sociales et stratification"; Nicos POULANTZAS: Pouvoir politique et classes sociales, pp. 110 à 128.

de contestation du système latifondiaire (30). C'est la rupture des "frontières" du latifundium opérée par l'Etat qui émerge de la Révolution de 1930 (à travers la liquidation des justices et polices privées) qui au rait constitué, selon la plupart des auteurs, un des aspects véritablement révolutionnaires d'une telle révolution. C'est la rupture des "fron-tières" du latifundium opérée par le développement du système de trans-ports et communications après 1930 et des agglomérations urbaines qui cons-titue l'essentiel de l'explication que FURTADO nous donne de l'apparition du mouvement paysan au Nord-est du Brésil (31). C'est "l'isolement du travailleur rural" qui est présenté dans les ouvrages de PRADO JÚNIOR com-me étant le premier problème qui doit être envisagé par une réforme agrai-re. D'ailleurs, c'est le même "élément" qui est rendu responsable, dans le "débat historique", des tendances autarciques du latifundium, de la so-lidité du système et de sa résistance aux crises du marché, et en partie de l'absence de travail libre, de même que des processus de "régression féodale" ou d'"involution capitaliste".

arrive à ce que les ruptures subies par un certain système non seulement proviennent du dehors, mais de plus elles n'atteignent à "l'intérieur" qu'un élément censé, lui aussi être "secondaire".

Cette première impasse, représentée par l'incapacité des auteurs de caractériser le mode de production dominant dans les aires de planta-tions coloniales, est sans doute à l'origine d'une autre difficulté. Il s'agit de l'impossibilité pour ces mêmes auteurs de "penser" les transfor-

(30) FACÓ: Cangaceiros e Fanáticos, passim.

(31) FURTADO: Dialética do Desenvolvimento. ch. III.

mations subies par le "système latifondiaire" de l'ère coloniale à nos jours. Le "capitalisme" ou le "féodalisme" se trouvent déjà au sein de "l'esclavage" - associés à des "traits" secondaires ou fusionnés dans des "systèmes mixtes" - leur histoire ne peut être que celle d'un système qui perd progressivement des caractéristiques pour permettre que son "essence" (c'est-à-dire, sa vérité) se fasse jour (32). Une telle conception, curieusement, renvoie au présent cette "essence" qu'on cherchait avant dans le passé. Mais, surtout, elle écarte toute possibilité d'explication de ces transformations, en éliminant toute considération de systématicité, et en dernière analyse, d'historicité. Bien que se voulant une "histoire explicative", elle se montre en fait comme une "histoire descriptive" au langage "explicatif".

Si tout cela va contre les buts de la théorie de référence ou même contre les proclamations "méthodologiques" des auteurs, il n'est pas moins vrai que cela est parfaitement cohérent avec les présupposés "théoriques" effectifs mis en oeuvre par ce champ idéologique. Si, au lieu de parties d'un système, nous avons devant nous des parties expres-

(32) "En récapitulant l'évolution du système latifondiaire en partant du moment où il maintenait ses trois caractères originaires - le caractère colonial, le caractère esclavagiste et le caractère féodal - on peut vérifier que seulement l'un d'eux a totalement disparu, les deux autres s'étant transformés partiellement. Ainsi, le système latifondiaire brésilien a traversé une longue période de désagrégation sans pourtant cesser d'être ce qu'il est encore aujourd'hui - un système semi-colonial et semi-féodal. (...)" (PASSOS GUIMARÃES: op. cit., p. 146).

Il nous semble que le raisonnement de PRADO JÚNIOR n'est pas essentiellement différent quand celui-ci dit que ... "avec la substitution du travail libre au travail esclave, au Brésil l'ensemble des éléments structuraux composants du capitalisme se sont trouvés présents." (PRADO JÚNIOR: A Revolução ..., p. 148).

sives d'une "essence" qui est différente de l'ensemble des rapports qui les constitue (33), alors il est parfaitement viable que ces "parties" se transforment sans que pour autant l'"essence" soit atteinte.

D'autres impasses se présentent dès qu'on dépasse le niveau proprement économique; dès qu'on s'interroge sur le "système de classes" et le "système politique", par exemple. A commencer par l'incapacité même des auteurs (qui, d'ailleurs, ne leur est pas exclusive) de poser de façon non-équivoque les rapports entre ces différentes "instances". L'absence d'un travail théorique authentique les oblige à rester plus ou moins immobilisés devant des affirmations qui se contredisent de la théorie de référence, où, si parfois les contradictions propres au "système de classes" sont réduites à celles de la base économique, elles sont aussi fréquemment différenciées au profit des unes ou des autres.

Cet immobilisme se manifeste tout d'abord dans le cas des classes sociales correspondantes à l'économie latifondiaire en renonçant à les saisir en terme de "système", ce qui exigerait d'élucider la nature des rapports qui la constituent. Or, ces rapports se montrant problématiques, les auteurs préfèrent dresser des listes des "classes sociales" (plus rigoureusement "catégories sociales") existantes (34). Ce faisant, ils établissent parfois des effectifs, et en discutent l'"importance" plus ou moins grande de l'une ou de l'autre selon les chiffres ainsi obtenues ou selon les ressemblances qui les relient à d'autres "classes socia

(33) Selon Inácio RANGEL; "Toute réalité concrète est particulière et dans chaque particularité l'Univers entier est présent." (RANGEL: Dualidade ..., pp. 24-25).

(34) Cf., par exemple, les articles de COSTA PINTO et PEREIRA DE QUEIROZ, déjà cités.

les" que l'on peut trouver dans d'autres formations sociales relevant du mode de production qu'ils considèrent être à la base de la société latifundiaire. Quand on ne se limite pas tout simplement à "qualifier" une classe de "féodale" ou "capitaliste" selon le choix déjà fait au niveau proprement économique.

La discussion autour de l'existence ou de la non-existence d'une "classe paysanne" (considérée par les deux tendances comme une des caractéristiques du "féodalisme agraire") au Brésil en est une illustration. Si les deux courants y posent une même question - celle de la propriété ou de la non-propriété des moyens de travail par les groupes visés - c'est pour arriver à une même réponse négative et à deux évaluations opposées - "donc, il s'agit d'une véritable paysannerie assujettie totalement aux propriétaires terriens" et "par conséquent, il ne s'agit pas d'une véritable paysannerie, mais d'une classe d'ouvriers agricoles dépossédés de moyens de production". La première cependant n'hésite pas à considérer comme des paysans les métayers et même des petits et moyens propriétaires; et la seconde affirme, à propos de ces mêmes groupes, qu'il s'agit de non-paysans quoique non-dépossédés.

Le "système politique" se définissant tantôt par rapport à la base économique tantôt par rapport aux classes sociales place les auteurs devant des impasses peut-être plus graves. D'un côté on affirme l'existence d'une "dualité politique" (peu importe que ce soit pour affirmer l'importance de l'un ou de l'autre des pôles de cette dualité) qui fournirait le clivage fondamental de la vie politique nationale; mais de l'autre côté, on la nie pour affirmer que la sphère politique est le scénario des luttes des classes, sans prendre en considération les formes qui peuvent être assumées par une telle lutte. Un bon exemple des implications

de cette impasse nous est fourni par la permanente hésitation des historiens et sociologues devant les transformations politiques qu'ils considèrent significatives. Elles sont pensées en même temps, comme des pseudo-transformations, comme des solutions trouvées par les classes dominantes à des problèmes qui ne touchaient qu'elles seules, comme des changements superficiels qui n'ont atteint que le "pays légal", sans que le "pays réel" en ait pris connaissance, et comme le produit même des "lutes de classes", comme des changements impensables hors de l'action de celles-ci.

Cette incapacité des auteurs à penser leur objet avec les concepts qu'ils considèrent pertinents, se manifeste comme autant d'impasses particulières dont il ne saurait être question ici, à chaque point du débat, à chaque niveau d'analyse. Mais elle atteint aussi la forme même d'un tel débat et est responsable de son caractère circulaire. Dans le débat sociologique comme dans le débat historique, chaque question finit par renvoyer à l'autre, mais aussi les réponses données à chaque question finissent par renvoyer à la propre question; c'est-à-dire, toutes les réponses se trouvent déjà dans les questions elles-mêmes ou, tout au moins, dans les affirmations qui accompagnent la formulation des questions de chaque partie. Ainsi, tout le long processus de dépouillement de données, et les discussions qui s'ensuivent, se présentent comme une espèce de rituel à valeur heuristique nulle.

Cependant, ceci ne veut pas dire que ce débat soit vide. La prise en considération de ce qui, dans les réponses données, constitue "exception", de même que la prise en considération des questions elles-mêmes dans ce qu'elles nous apportent d'informations positives, fournissent les points de repère empiriques nécessaires à une approche qui souhaite poser le problème sur de nouvelles bases.

Un bilan sommaire de ce débat nous indique que le "système latifondiaire" visé par nos auteurs implique: 1) que cette "économie" n'est pas fermée, mais qu'elle existe dans un rapport asymétrique ("rapport colonial") avec une autre "économie" et que ce rapport est le responsable des changements connus par l'économie latifondiaire ou que, du moins, tous les grands changements passent par la médiation de ce "rapport"; 2) que cette "économie" se présente comme un ensemble de "cellules" plus ou moins isolées les unes par rapport aux autres; et que c'est un tel "isolement" qui assure une certaine "connexion" entre les éléments "internes" du système latifondiaire. C'est lui, par exemple, qui garantit que le "monopole de la terre" implique "absence d'alternative économique" pour la main d'oeuvre agricole. D'ailleurs, comme nous l'avons déjà fait remarquer, tout changement effectif ou possible du "système" signifie un changement de cet "élément".

D'autre part, le discours des auteurs nous informe que: a) la terre y est monopolisée (avec la conséquence mentionnée ci-dessus); b) des "rapports de travail" de différents "types" coexistent partout selon des arrangements variés; c) on trouve toujours à côté de (ou imbriqués dans) ces "rapports de travail" des formes diverses de contrainte extra-économique; d) le "latifundium" suppose une "technologie" rudimentaire; e) sur une telle "base économique" un "système de classes sociales" dont la nature des rapports n'est pas élucidée par les auteurs; f) le "latifundium" donne naissance à un "système politique" qui ne coïncide pas avec le "système politique" national; g) toutes ces "caractéristiques" sont aussi (et surtout) des caractéristiques propres aux latifundia à "agriculture d'exportation", sinon de nos jours, du moins sous leur forme "coloniale" et immédiatement "post-coloniale".

Ces indications (et d'autres qui sont fournies par le débat) ne n'ont de sens qu'à condition que nous soyons disposés à rompre avec les règles "théoriques" mises en jeu par le champ idéologique où le débat prend naissance. Ceci implique d'accepter d'abord que la réalité en question est complexe comme toute réalité et qu'on n'arrivera jamais à détecter des "totalités simples" "qualifiées" d'elles-mêmes. Ensuite, que cette réalité ne parle pas toute seule et que, pour la saisir, il faut un certain travail théorique, dont les démarches ne coïncident pas nécessairement avec les processus réels particuliers de la réalité étudiée. Finalement, ceci signifie accepter la primauté théorique des relations sur les éléments qu'elles constituent, sans quoi nous restons condamnés à ne jamais sortir d'un jeu interminable d'adjectivation.

Quatrième partie

PROPOSITIONS

Les obstacles auxquels se heurtent les historiens et sociologues brésiliens transcendent les limites du champ intellectuel où prend place le débat que nous venons d'analyser. Sans renier la spécificité de leur agencement - et nous l'avons mis en relief tout le temps - nous croyons pouvoir affirmer que, dans l'essentiel, ils renvoient à des problèmes qui sont communs à toute pratique sociologique. Il ne nous revient pas, comme d'ailleurs à aucun sociologue, de donner une solution à ces problèmes généraux. Tout ce qu'il faut, pour faire face à des problèmes particuliers comme celui qui nous occupe, c'est disposer d'un instrumental théorique minimum capable d'offrir des alternatives aux voies qui mènent à ces obstacles.

Des tentatives récentes de reprise des concepts de "matérialisme historique" nous semblent répondre mieux que d'autres à ces propos (1).

(1) Notamment: Louis ALTHUSSER: "L'objet du Capital", in ALTHUSSER et al., Lire Le Capital, II; "Contradiction et surdétermination" et "Sur la dialectique matérialiste", in Pour Marx; Etienne BALIBAR: "Sur les concepts fondamentaux du matérialisme historique", in Lire Le Capital, II; Nicos POULANTZAS: Pouvoir politique et classes sociales et "Breves remarques sur l'objet du 'Capital'", in Victor FAY (org.): En partant du "Capital"; Emmanuel TERRAY: Le marxisme devant les sociétés "primitives"; Charles BETELHEIM: "Problématique de l'économie de transition". Et encore aux travaux de Maurice GODELIER: Rationalité et irrationalité en économie; "Système, structure et contradiction dans "Le Capital"; "Remarques sur les concepts de structure et de contradiction"; "Science de l'histoire et théorie des systèmes"; "Entretien avec M. Godelier"; "La pensée de Marx et d'Engels aujourd'hui et les recherches de demain".

Les trois pages qui suivent n'ont aucune intention de synthèse de la production de ces auteurs, mais seulement d'indiquer la formulation de certains concepts centraux auxquels ils sont arrivés.

En refusant les facilités d'un certain historicisme, pour qui la "richesse de l'histoire" était le prétexte pour l'absence de travail théorique efficace, de telles tentatives vont dans le sens de rétablir les droits de la théorie. L'objet d'une véritable théorie de la société et de l'histoire n'est donc pas cette société ou cette histoire telles qu'elles se présentent à n'importe quelle tentative d'appréhension spontanée, mais le concept de cette société et de cette histoire, construit selon certaines exigences théoriques. Il s'agit d'établir, à la limite (mais, seulement à la limite), un invariant structural (ou des invariants structuraux) capable de rendre compte de n'importe quelles "variations" réelles. En fonction de cet objectif, on a redéfini le concept de mode de production, plus ou moins oublié par la tradition marxiste.

Il ne s'agit pas là, comme dans d'autres tentatives, d'arriver à des unités sociales minimales identifiables dans les sociétés réelles. On a affaire, avec le concept de mode de production, à une "totalité de pensée" non repérable en tant que telle, dans la "réalité", dans laquelle on est toujours devant des formations sociales historiquement déterminées, combinaisons de plusieurs modes de production, sous l'hégémonie de l'un d'eux.

Un mode de production n'est pas une totalité simple. Il est, lui aussi, une "totalité complexe à dominante": combinaison de différentes instances où la détermination appartient, en dernière analyse, à l'instance "économique". Cette instance-ci, le "mode de production" dans son sens strict, le "mode de production de la vie matérielle", constitue aussi une combinaison de deux autres "structures": les "forces productives" (qui ne peuvent pas être identifiées à un ensemble de "choses" dénombrables).

bles) et les "rapports de production" - structures qui, de leur côté, ne sont que des relations différentes entre les mêmes éléments: travailleur, moyens de production, non-travailleur. On insiste sur le fait que, en s'agissant d'une combinaison, et non d'une "combinatoire", ces "éléments" communs ne sont pas toujours les mêmes: l'ensemble des rapports qui s'établissent au niveau du mode de production (dans son sens large) détermine la figure assumée effectivement par chacun de ces éléments.

La façon dont ces éléments sont combinés (il s'agit toujours d'une double combinaison) est responsable de la hiérarchisation des "instances" d'un mode de production déterminé; c'est elle qui place une certaine (mais pas nécessairement une seule) instance comme dominante. Cette dominance, responsable par la dynamique particulière d'un mode de production, ne coïncide pas nécessairement avec la détermination "en dernière instance par l'économique", mais elle n'élimine pas non plus cette détermination.

Cette structure de structures qui est le mode de production est responsable des formes d'organisation sociale que présente une formation déterminée.

Tout cela ne va pas sans problèmes et de nombreuses discussions se développent à ce sujet (2). Cependant, une telle approche a l'avantage de nous permettre de poser des problèmes. Ce qui veut dire, dans le

(2) Non seulement une telle reprise du matérialisme historique a suscité un grand nombre de critiques provenant de non-marxistes et d'autres "courants" marxistes, comme elle provoque des discussions importantes entre les auteurs qui l'ont entreprise. Voir, par exemple, les critiques que GODELIER adresse à ALTHUSSER, ou celles adressées par POULANTZAS et TERRAY au premier.

cas qui nous occupe, redéfinir une problématique.

En voulant connaître la société coloniale brésilienne et la société rurale brésilienne d'aujourd'hui, nos auteurs se sont arrêtés sur le latifundium et non sans raisons. En effet, toutes les indications sur de telles formations sociales décrivent une "réalité" qui se confond presque avec la réalité de leurs unités économiques.

Mais, cette démarche a donné lieu à une confusion théorique dans laquelle ces indications ont certainement joué une part. Les auteurs ont confondu le latifundium - forme d'organisation sociale - avec l'instance de l'économique. Ainsi, ils se sont lancés dans la tâche interminable de décrire les caractéristiques d'une telle forme d'organisation et de les rapprocher de celles considérées comme propres à différents modes de production, sans s'apercevoir qu'ils sont devant différents niveaux. Nous avons vu qu'ils ont abouti à un même "concept" de latifundium et aux plus différentes "qualifications". Mais, ce qui est important de noter, c'est que du même coup, ils ont rendu non-problématique, ce qui constituait le véritable problème. C'est-à-dire: qu'est-ce qui a rendu possible cette forme d'organisation et non telle autre? Ou, ce qui n'est qu'une autre forme de poser le même problème: quel mode de production, ou quelle articulation de modes de production, a permis l'émergence du latifundium? (3)

Seule la réponse à une telle question permet de trouver (à suppo

(3) Nous ne nous rapporterons, comme il l'a déjà été signalé au chapitre antérieur, qu'au "latifundium d'exportation". Nous utiliserons ainsi le terme de plantation par lequel il est classiquement désigné; et celui de "système de plantation" chaque fois qu'il s'agit non des simples "unités économiques" mais le "système économique" qui y est à l'oeuvre.

ser que cela ait une importance réelle) l'expression adéquate (capitaliste, féodale ou autre) pour la désignation d'une telle "unité économique" et de la formation sociale où elle se "situe".

La totalité des auteurs qui étudient le "système de plantation" (4) associent l'origine historique d'un tel "système" au développement capitaliste occidental. Et ceux d'entre eux qui vont en chercher les origines lointaines, le retrouvent toujours associé à une poussée mer

(4) Là, il faut éviter une autre confusion possible. Parfois, les auteurs réservent le terme de plantation pour désigner "an agricultural estate, operated by dominant owners (usually organized into a corporation) and a dependent labour force, organized to supply a large-scale market by means of abundant capital, in which the factors of production are employed primarily to further capital accumulation without reference to the status needs of the owners", par opposition à hacienda: "an agricultural estate, operated by a dominant land-owner and a dependent labour force, organized to supply a small-scale market by means of scarce capital, in which the factors of production are employed not only for capital accumulation but also to support the status aspirations of the owner" (Eric R. WOLF and Sidney W. MINTZ: "Haciendas and Plantations in Middle America and the Antilles", p. 380). Nous avons, pour des raisons qu'il ne serait pas nécessaire d'énumérer ici, préféré utiliser le mot dans le sens qu'utilise ailleurs Eric WOLF pour se rapporter aux plantations de type ancien, sens beaucoup plus proche de celui attribué ci-dessus au concept d'hacienda: "En la plantación de viejo tipo, el trabajo es obligatorio, y parte de los recursos de la empresa son destinados a cubrir las necesidades de los trabajadores y mantener la posición social de su propietario. En la plantación de nuevo tipo, por el contrario, el trabajador es libre y todas las necesidades de consumo de los trabajadores no son de la incumbencia de la empresa. Examinamos luego la matriz social de estas dos clases de plantaciones: el dominio de lazos personales en la vieja plantación, el dominio impersonal en los de la nueva plantación. Notamos que, en la vieja plantación, los trabajadores rivalizan para tener acceso a los favores y comodidades de la misma fuente. En tales condiciones debo esperar encontrarme con una adaptación cultural generalizada más que con una especializada. En el nuevo tipo de plantaciones, condiciones especiales - tales como la intensidad del impacto y la ausencia de frontera - pueden producir una subcultura fuertemente especializada entre el grupo proletario. (...) (Eric WOLF: "Aspectos específicos del sistema de plantaciones en el Nuevo Mundo: comunidad, subculturas y clases sociales", p. 170).

cantiliste et presque toujours à des formes de domination coloniale. La production pour le marché est d'ailleurs un élément inhérent à la définition qu'on donne en général du "système de plantation".

Cette constatation historique conduit plusieurs auteurs à considérer un tel "système" comme une forme capitaliste de toute évidence. Or, il arrive que la définition d'une telle forme inclue un autre élément qui rend difficile une telle solution. La plantation va toujours de pair avec des formes de travail non-libre.

Ce que ces historiens n'ont pas vu, préoccupés qu'ils étaient des "origines" temporelles, ce sont les conditions qui rendent possible ces associations qu'ils ont détectées.

Le "système de plantation" du continent américain, en particulier, a été directement rapporté au développement du "système colonial" moderne, un des piliers de l'"accumulation primitive" qui a rendu possible la pleine configuration du capitalisme industriel en Occident.

Mais là, curieusement, nous voyons que les historiens ont pensé le "mouvement colonisateur" qui a engendré le "système de plantation" selon le modèle du "mouvement colonisateur" qui a saccagé des formations sociales déjà constituées et pour lesquelles le capital commercial a signifié sa destruction en tant que telles (5). Ils ont négligé de voir que

(5) Caio PRADO JÚNIOR dit avec justesse: "On n'a pas pris en considération le fait que, dans ces pays (l'auteur se rapporte aux pays d'Asie -M.P.), on a affaire à des sociétés, des économies et des entités politiques qui, à l'inverse de ce qui s'est passé au Brésil, pré-existaient au processus historique qui a donné naissance à l'impérialisme, à savoir, le capitalisme commercial. (...) Une toute autre chose s'est passée au Brésil... (...) le processus de la colonisation du Brésil ... a ses origines dans ces mêmes civilisation e culture occidentales qui donneront naissance au capitalisme et à l'impérialisme. (...) " (Caio PRADO JÚNIOR: A Revolução Brasileira, pp. 120-121).

dans le cas du "système de plantation", c'est l'expansion même du capital commercial qui a constitué le "système". Au lieu de signifier sa destruction, l'expansion commerciale signifie la condition la plus générale à l'existence d'un tel "système".

Le même biais se montre dans l'analyse de la contribution du "système colonial" au mouvement d'accumulation primitive. Comme le fait remarquer Ernest MANDEL (6), le rôle du "système colonial" semble avoir été minimisé par les historiens. Mais plus minimisé encore, a été à en croire les chiffres fournis par l'auteur mentionné, le rôle des plantations du Nouveau Monde. Certes, l'esclavage a eu une place importante dans les textes sur l'accumulation primitive; mais il s'agit avant tout du trafic d'esclaves (aspect du problème plus facilement pensable selon le schéma du rapport colonial qui ne met pas en jeu la sphère de la production) (7). L'accumulation de capital permise par le travail des esclaves dans les plantations américaines n'a pas retenu si fréquemment l'attention des historiens. Et ceci devient grave, si l'on considère que justement le "système de plantation" s'est établi en fonction des exigences d'accumulation primitive du capitalisme en développement. Nous sommes en face d'une situation apparemment paradoxale, où le capitalisme, ayant besoin pour son développement, d'une certaine accumulation de capital supplémentaire à celle engendrée par le fonctionnement du système pendant la "phase" de la manufacture, établit, en fonction de ces exigences, un "mi-

(6) Ernest MANDEL: "L'accumulation primitive et l'industrialisation du Tiers-Monde", in Victor FAY (org.): En partant du "Capital", p. 149.

(7) Cf. Eric WILLIAMS: Capitalism and Slavery, passim.

Lieu non-capitaliste" capable d'améliorer encore les conditions d'"accumulation primitive".

Là, il ne s'agit plus d'une quelconque origine historique, mais d'une présupposition à la compréhension du "système de plantation". S'établissant en fonction des exigences qu'on a vues, un tel "système est in-
pensable hors de ces "exigences". Ce sont de telles "exigences" qui rendent intelligibles les formes assumées par le "système de plantation". D'abord, comme des conditions négatives: le "système de plantation" doit être tel qu'il ne puisse en aucune manière s'écarter du but pour lequel il s'est constitué; c'est-à-dire, qu'il doit être nécessairement une absence de conditions qui rendraient possible son développement selon le modèle du système (capitaliste) dont il dépend. D'où: absence de travail libre, absence de circulation et de marché internes. Mais, il doit être aussi tel qu'il ne puisse engendrer un développement selon un autre modèle que le modèle capitaliste et qui l'éloignerait aussi des fonctions qui le définissent. D'où, la nécessité d'absence d'alternatives économiques dans les aires de plantation pour les "facteurs" économiques disponibles. Ensuite, comme des conditions positives: sa nécessaire plus grande "lucrativité" relative par rapport à d'autres formes possibles de production de surtravail; une flexibilité suffisante à sa survie dans les conditions naturellement instables du marché international, support de l'accumulation primitive.

L'identification de ces "conditions" nous interdit de ne voir entre le "système capitaliste" et le "système de plantation" que la simple relation entre les formations sociales historiques relevant de l'un et de l'autre. Nous avons entre les deux "systèmes" (gardons pour le mo

ment ce terme vague) un rapport nécessaire, rapport de domination-soumission, rapport entre constituant et constitué.

De telles "conditions" ne sont "externes" que dans la mesure où elles correspondent à des exigences posées par un autre "système". A la rigueur, elles s'inscrivent dans le processus de production dans la définition même de ce qui constitue dans ce système les "forces productives" et les "rapports de production".

Chaque "unité de production" devant réaliser toutes ces conditions, le "système de plantation" se présente alors comme un ensemble de "cellules" tournées vers le marché international, plus ou moins isolées les unes des autres, opérant avec une main d'oeuvre immobilisée sur des grandes étendues de terres avec des techniques qui sont décrites comme "traditionnelles". Le "problème économique" de chaque unité de production sera donc de s'assurer de la plus grande quantité possible de terre et de main d'oeuvre, non seulement en tant que "facteurs de production", mais surtout comme blocage à d'autres alternatives économiques possibles à ces "facteurs". L'absence de "compétition économique" sur un marché international où elles ne "comparaissent" pas, mais seulement leurs produits (et à travers les supports du capital commercial), donne lieu à une "compétition politique" pour l'appropriation de ces "facteurs" potentiels.

L'analyse du processus immédiat de la production nous montre comment ces "conditions" impliquent une certaine distribution de "positions" qui est reproduite par ce processus. Elle nous permet, en même temps, d'identifier la "combinaison" d'éléments et rapports qui s'y établit.

Le "système de plantation" suppose, à l'exemple du capitalisme la séparation du producteur direct des moyens de production qu'il entraî-

ne (8). Cela s'accompagne en général de sa consécration juridique: propriété privée du sol par une minorité. Les efforts des "politiques colonisatrices" pour établir des situations de "closed resources" et les résultats effectifs atteints là où cela n'a pas été possible (le nord de l'Amérique du Nord en est l'exemple classique), donnent une idée de la signification d'une telle "séparation" (9).

Dans la production d'un produit agricole pour le marché, le propriétaire des moyens de production (le planteur) organise la main d'oeuvre disponible selon le modèle de la coopération simple (10), opérant avec des instruments de travail qui ne supposent aucun entraînement spécial en dehors des connaissances et du savoir faire "normalement" acquis par les travailleurs individuels au cours de leur socialisation.

Plusieurs produits comme la canne-à-sucre exigent, outre le travail agricole, un processus de traitement industriel ou semi-industriel, où la main d'oeuvre opère selon le modèle de la manufacture (coopération complexe). Toutefois, un tel processus est toujours secondaire par rapport au processus agricole, non seulement par le fait de la main d'oeuvre peu nombreuse qu'il suppose (et sans que cela signifie une composition de capital radicalement différente de celle de l'agriculture), mais fondamentalement parce qu'il n'existe (et ne fonctionne effectivement) qu'en fonc

(8) Cf. Eric WOLF and Sidney MINTZ: op. cit., p. 384.

(9) Idem, ibidem, 385 et 385-n.

(10) "Les formes de toute coopération peuvent être, soit simples, soit complexes: dans la coopération simple, on a affaire à une juxtaposition de travailleurs et d'opérations. (...) La coopération complexe est au contraire une imbrication, un entrelacement du travail". (Etienne BALIBAR: op. cit., p. 230).

tion du produit du processus agricole.

Si les "rapports sociaux de production" se présentent dans le "système de plantation", lors d'une première approximation, comme "séparation", il en va autrement des "rapports techniques de production". Il y a certes, également "séparation" à propos de l'objet de travail (la terre); mais, grâce à la coopération simple et en fonction de la flexibilité exigée par le marché international, ce rapport est d'"indifférence" dans ce qui se réfère aux moyens de travail. Il est relativement indifférent à la plantation que le producteur direct ait ou non la maîtrise effective des moyens de travail. Etant donnée la précarité des instruments de travail utilisés (il s'agit de simples outils), il est indifférent au propriétaire et au système dans sa totalité que le travailleur direct soit totalement "séparé" de ses instruments, qu'il en soit partiellement "séparé" ou qu'il en soit le possesseur effectif.

Cela ne va pas sans répercussions sur le premier rapport. Cette indifférence va signifier, sur le plan des "rapports sociaux de production", une flexibilité de forme dans les rapports sociaux immédiats entre le propriétaire des moyens de production et le travailleur direct. Ainsi, la plantation peut opérer aussi bien à la base de "rapports de travail" esclavagistes, que des "rapports de travail" serviles ou à la base du "salarariat formel" (11). La condition-limite infranchissable est que la main

(11) "(...) La grande propriété cultivée par des travailleurs dépendants, qu'ils soient des esclaves ou des salariés, ou encore des formes intermédiaires de travail, représente le système d'organisation agricole qui finit toujours par dominer dans les tropiques, même quand d'autres systèmes sont essayés avant lui" (Caio PRADO JUNIOR: Formação do Brasil Contemporâneo, pp. 114-115).

d'oeuvre soit immobilisée et disposée à accepter n'importe quels arrangements imposés par la conjoncture. Donc, il est tout à fait logique que l'effort majeur des planteurs soit de "lier" les travailleurs à la terre (ou à l'établissement) (12).

L'immobilisation de la main d'oeuvre suppose que le propriétaire se place comme médiateur nécessaire entre cette main d'oeuvre et l'"extérieur". Ce qui implique d'une part, une séparation de cette main d'oeuvre du "monde économique" en fonction duquel existe la plantation; et d'autre part, la présence à ce niveau même de mécanismes non-économiques (disons, pour le moment politiques) nécessaires à la plantation pour accomplir sa fonction économique. Une telle séparation signifie que la main d'oeuvre est protégée des crises (économiques) auxquelles est soumise la plantation en tant qu'unité de marché. Si de telles crises mènent parfois des propriétaires à la "ruine économique", il reste toujours à la main d'oeuvre la possibilité de se vouer à l'agriculture de subsistance jusqu'à une nouvelle conjoncture de marché favorable, sans que pour autant les rapports de production et les rapports de pouvoir soient transformés. STAVENHAGEN (13), en acceptant la distinction établie par WOLF et MINTZ entre hacienda et plantation (14), pose très bien le problème, lorsqu'il

(12) "On peut considérer l'évolution du système des latifundia jusqu'à nos jours comme un effort habile et continu des grands propriétaires terriens de "lier" les travailleurs à leurs fazendas, mais d'une telle façon qu'aucun droit ou prétentions permanents ou semi-permanents des travailleurs puissent prendre naissance à leur insu ou leur être imposés." - (CIDA: Posse e uso da terra e desenvolvimento sócio-econômico do setor agrícola - Brasil, p. 22).

(13) Les problèmes agraires des Amériques Latines, p. 139.

(14) Voir note 4 ci-dessus.

affirme que "(...) parfois le latifundium ... se change en plantation selon les conditions internationales du marché, et la plantation de son côté, peut se transformer en une hacienda presque d'auto-subsistance".

Cette position privilégiée du propriétaire est indispensable à la compréhension de la forme d'appropriation du surtravail propre à la plantation et donc du fétichisme spécifique qui recouvre les rapports sociaux dans le "système de plantation". Et seule cette position explique ce "mystère" d'unités économiques presque autonomes constituées en fonction du marché.

Dans la plantation, quelle que soit la forme de rémunération imposée par la conjoncture, il n'y a pas de séparation visible entre le "travail nécessaire" et le "surtravail" comme cela arrive, par exemple, dans les formes féodales. Tout le travail des producteurs directs va automatiquement au propriétaire (15). Il revient à celui-ci de distribuer le produit entre l'"entreprise", ses propres besoins de consommation et le "nécessaire" à la reproduction de la main d'oeuvre. Cette rétribution du travailleur pour le travail accompli peut prendre la forme de fourniture directe de biens de consommation, de la paie d'une certaine somme d'argent ou d'un bon avec lequel le travailleur peut "acheter" ses subsistances dans le magasin de la propriété (cet "argent" revenant ainsi au propriétaire) ou encore du droit d'utilisation d'un lopin de terre. Cela se fait

(15) C'est ce qui arrive dans l'esclavage: "(...) Dans le système esclavagiste, la partie même de la journée où l'esclave ne fait que remplacer la valeur de ses subsistances, où il travaille donc en fait pour lui-même, ne semble être que du travail pour son propriétaire. Tout son travail revêt l'apparence de travail non payé. (...) (Karl MARX: Le Capital, I, ii., 210).

toujours selon un modèle "particulariste", les "dons" variant pour chaque travailleur individuel. Il est important de retenir que quelle que soit l'alternative, il reste toujours au propriétaire la possibilité de récupérer une partie de ce qu'il cède au travailleur.

La cession du lopin de terre peut donner lieu à de fausses impressions. L'on peut être tenté d'identifier le "travail nécessaire" à celui que le travailleur accomplit pour "son propre compte" dans la terre qui lui est cédée. La fragilité et l'instabilité propre à ce type d'"agriculture de subsistance" dans les plantations (qui se développe à côté de la "plantation" proprement dite) désavoue une telle interprétation. À moins qu'on accepte que le "travail nécessaire" disparaît chaque fois que le propriétaire enlève au travailleur, en fonction de la conjoncture de marché, le lopin cédé. D'autre part, tout le travail investi dans ces lopins ne revient pas au travailleur. Il va en partie au propriétaire, par le biais des "contrats de parceria" (16) ou simplement par des "dons" du travailleur au propriétaire comme reconnaissance de la "protection" qui lui est assurée par ce dernier - ce qui ne fait que "confirmer" le rapport de dépendance personnelle du travailleur au propriétaire. Ces "échanges" asymétriques ne s'altèrent pas, dans l'essentiel, avec les oscillations de la plantation allant de l'intensification de la production pour le marché à l'accentuation des activités d'auto-subsistance et vice-versa. Ainsi, nous arrivons à ce que les affirmations de certains historiens à propos des tendances autarciques du latifundium (y compris le latifundium d'exportation) ne s'opposent pas à celles d'autres historiens sur la dépen

(16) Nous ne visons pas là, bien entendu, tout ce que la majorité des auteurs recouvre sous le terme de parceria.

dance du latifundium à l'égard de l'importation de biens de consommation comme s'oppose la "vérité" à la "non-vérité" ou vice-versa, comme on pourrait le suggérer à première vue. Elles sont toutes les deux "vérités" non exclusives, si l'on les prend comme des descriptions de la "réalité" du latifundium. Elles sont toutes les deux fausses en se voulant non-descriptives et exclusives.

Il faut insister sur le rapport entre agriculture du produit commercial et agriculture "de subsistance" dans la plantation, car la question est très controversée. La proportion de temps de travail consacré par la main d'oeuvre à chacune de ces activités est variable à l'extrême, non seulement en fonction de la conjoncture de marché, mais aussi en fonction des caractéristiques particulières de l'aire où la plantation est établie (la plus ou moins grande disponibilité de terre, par exemple, semble jouer un rôle important) (17). Il n'est pas moins vrai que dans certaines de ces aires l'agriculture "d'auto-subsistance" a gagné une autonomie et stabilité plus grande qu'ailleurs, au point que l'on pourrait difficilement la considérer comme "intégrée" au processus de production de la plantation. C'est notamment le cas de la Jamaïque où, du temps même de l'esclavage, une "économie paysanne" s'est développée qui a changé la figure de l'économie du pays entier et qui a donné un sens particulier au développement de la plantation dans cette formation sociale (18). Mais, rien de cela n'invalide ce que nous venons de dire: les variations de combinaisons sont l'état "normal" même du "système de plantation"; et si

(17) Cf. Sidney MINTZ and Douglas HALL: "The origine of the Jamaican Internal Marketing System", p. 3.

(18) Idem, ibidem, pp. 3 et suiv.

l'autonomisation du "secteur" d'auto-subsistance, s'accompagnant de transformations importantes dans le schéma opératoire de la plantation (nous y reviendrons) apporte quelque chose de plus à ce qui a été dit auparavant, elle confirme la nécessité d'absence d'"alternatives économiques" à celles (ou à celle) proposées par la plantation.

L'essentiel en tout cela est la fonction de redistribution qui est assignée au propriétaire par la position "privilégiée" qu'il occupe. Ce doublet "position de médiation-fonction de redistribution" donne à la figure du propriétaire une aura presque providentielle de "protecteur" qui mystifie les rapports de "séparation" propres au "système de plantation". Les rapports propriétaire-travailleurs sont représentés comme des rapports "père-enfants" (19), c'est-à-dire, comme des rapports "d'union". C'est là le fameux "patriarcalisme" dont les historiens conservateurs veulent faire le principe explicatif de l'histoire du Brésil agraire et que les historiens marxistes tendent à éliminer de cette même histoire comme inexistante ou secondaire - le considérant les uns et les autres comme un "trait culturel" "transplanté" d'autres "réalités". Or, si notre analyse est correcte, ce "patriarcalisme" s'explique, au contraire, par un certain

(19) "... there tends to develop a collective representation of the hacienda owner as a symbolic 'father', with the hacienda workers functioning as his symbolic 'children'. As the locus of power, the hacienda owner emerges as the major source of special favours as well as an allocator of perquisites. (...)// "In the minds of the labour force, the person of the hacienda owner - who mediates between them and the outside world - may also come represent the hacienda itself; his well-being may seem a validation of their collective effort. At the same time, he will act as the funnel through which the yield of some part of their work effort is returned to them. This redistribution, narrow though it is, partakes of the centralized redistributive economic characteristic of primitive societies". (WOLF & MINTZ: "Haciendas and Plantations...", cit., p. 392).

jeu de positions.

La difficulté des sociologues en général de "situer" les "rapports de parenté" dans les "sociétés de classes" devient particulièrement gênante dans le cas des formations sociales relevant du "système de plantation", dont la description qu'en font les historiens et sociologues met en relief l'importance de "l'institution-famille". Il semble que les relations sociales au sein de la classe dominante s'articulent sur des "liens de parenté". Des auteurs avancent l'hypothèse que ce surdéveloppement des relations familiales au sein de la classe des propriétaires signifie un anéantissement de l'"institution-famille" chez les travailleurs ruraux. On attribue d'autre part, beaucoup d'importance au rôle des "alliances" établies entre familles propriétaires. WOLF (20), tout en essayant de rendre relative l'importance de ces alliances, reconnaît leur sens "stratégique" (immobilisation de ressources) et le fait que leur nombre limité mène au développement "vertical" des liens de parenté de telle manière que la famille consanguine incorpore les travailleurs ou une partie des travailleurs. Ce même auteur essaie de montrer comment, dans le conflit permanent qui oppose "familles" ou "alliances de familles", la femme devient aussi un "ressource stratégique" - ce qui se rait la clef pour la compréhension des formes assumées par ce conflit et de certains symboles de prestige qui en émergent. Quoi qu'il en soit, ce qu'il faut retenir c'est que la figure prise par les "représentants individuels" de la classe dominante est celle de "familles étendues et patriarcales" et donc intérieurement stratifiées, où l'on identifie dans le

(20) Eric WOLF and Edward C. HANSEN: "Caudillo Politics: a Structural Analysis", pp. 171 et 172.

pater familias les vertus de la "communauté" toute entière.

Ainsi, les "rapports politiques" entre propriétaire et travailleurs se doublent de "rapports de parenté" symboliques, et par cela même précaires, entre chaque travailleur individuel et la famille patriarcale. Il s'établit en conséquence, une concurrence entre travailleurs pour leur "reconnaissance" par la famille propriétaire, ce qui renforce la dépendance de ceux-là envers ceux-ci, et donc les mécanismes d'appropriation du surtravail (21).

Ce "patriarcalisme", bien entendu, n'exclut pas la violence dans ces relations. Au contraire, il la suppose et il la légitime, tout en lui fournissant la forme de s'exercer (22). Le chef de la "famille patriarcale" détient le "monopole de l'emploi de la force", attribution qu'il peut transférer dans certaines circonstances mais qui ne cesse jamais de lui appartenir "en droit" (23), et aussi la fonction correlative de "distribution de justice".

Si maintenant, nous revenons aux rapports entre "cellules économiques", s'opposant les unes aux autres autour du contrôle des "ressources stratégiques", nous les voyons comme un conflit toujours présent entre ces unités constituées par les "familles patriarcales" et leurs "clients".

(21) Voir note 4 ci-dessus.

(22) Voir les analyses qu'a fait, pour l'esclavage au sud du Brésil, Fernando Henrique CARDOSO: Capitalismo e Escravidão no Brasil Meridional, ch. III.

(23) WOLF et HANSEN expliquent justement le "caudillismo" par la perte de ce "monopole" par les criollos (op. cit., passim).

Fernando de AZEVEDO (Canaviais e Engenhos na Vida Política Brasileira, ch. III) nous montre, pour le Brésil, comment s'exerce l'autorité du pater familias dans les engenhos.

tèles". Nous voyons aussi que ce conflit renforce les liens de solidarité à l'intérieur de chaque "unité", y réduisant les conflits potentiels. De même, ce conflit permanent est son propre régulateur, responsable des états de "paix" ou de "lutte" manifeste dans les formations sociales en question (24).

La position de "médiation" du propriétaire terrien (ou de la famille propriétaire) signifie l'"isolement" du travailleur rural dans la "pseudo-communauté" qui est la plantation. Chaque travailleur se "lie" et ne se "lie" qu'au propriétaire. Comme certains auteurs brésiliens ont justement observé, la plantation exclue tout autre type d'"association".

L'analyse de la "structure de classes" (25) nous permet de saisir toutes les conséquences d'un tel "isolement". Si l'opposition propriétaire-non propriétaire, considérée comme une distribution de places "antérieure" rendant possible le procès de production, nous permettait d'affirmer au départ que ce sont des "rapports de classes" qui soutiennent le mode de production qui est mis en oeuvre, elle ne nous donnait pas encore la forme spécifique de ces rapports. La prise en considération de la "position de médiation" des propriétaires, au contraire, nous montre que la position de la classe propriétaire ne s'épuise pas dans ses rapports avec la classe des travailleurs ruraux, mais qu'elle est simultanément position

(24) Pour une analyse concrète, voir L.A. COSTA PINTO: Lutas de Famílias no Brasil.

(25) Sans vouloir entrer dans la discussion si l'expression "structure de classes" est la plus adéquate à désigner les rapports d'opposition entre certains "groupements" différentiellement placés par rapport aux moyens de production, nous garderons ce terme plus ou moins consacré par l'approche marxienne des classes sociales. Voir à ce propos les articles de STAVENHAGEN et WOLPE cités dans la note 29 du chapitre antérieur.

par rapport à la "structure de classes" du mode capitaliste de production. Les modalités de ce rapport varient pour chaque formation sociale, mais cette "position de classe" (26) des planteurs qui se définit par un double rapport appartient à la définition même de la classe propriétaire dans la "structure de classes" correspondant au "système de plantation".

Par contre, les rapports qui définissent la classe non-propriétaire ne sont que ses rapports avec la classe propriétaire. Si la classe des propriétaires avant d'être la classe des propriétaires de terres est une classe à fonction définie par le "système capitaliste", la classe des travailleurs ruraux n'est que la classe des non-possesseurs de la terre (appropriée par ces propriétaires). Ainsi, bien que leur production aille au marché international auquel ils se relient indirectement (à travers la classe propriétaire), leur pratique de classe (dans la production) se rapporte entièrement à la terre dont ils dépendent pour leur survivance (27). Si la classe propriétaire est, au moins virtuellement, propriétaire d'autres moyens de production, et peut par conséquent, s'offrir d'autres alternatives économiques, il en va autrement de la classe des travailleurs ruraux, dont la dépendance à l'égard de la terre se manifeste chaque fois que, par l'effet de la conjoncture de marché, les propriétés rurales ac-

(26) La distinction entre position de classe et condition de classe, bien que le concept de poids fonctionnel, que nous utilisons à la suite, est prise dans Pierre BOURDIEU: "Condition de classe et position de classe".

(27) "Les grands propriétaires et fazendeiros, malgré leur attache à l'agriculture, sont avant tout des hommes d'affaires pour qui l'utilisation de la terre constitue une affaire comme toute autre. Par contre, pour les travailleurs ruraux, pour la masse paysanne de propriétaires ou non, la terre et les activités qui s'y exercent constituent l'unique source de subsistance auquel ils ont accès". (Caio PRADO JÚNIOR: "Contribuição para a análise da questão agrária no Brasil", pp. 171-172).

centuent leurs activités économiques de "subsistance".

Il ne saurait pas, cependant, être question d'une classe paysanne, dans le sens attribué en général à ce concept, ce qui supposerait la possession effectives des moyens de production par les "agents" de cette classe (individus singuliers ou "communautés"). Une telle confusion apparaît chaque fois qu'on essaie de saisir cette classe sociale des travailleurs ruraux par le biais de la "condition de classe" - c'est-à-dire, par les caractéristiques qui relèvent immédiatement de sa pratique de classe dans la production - l'observateur tendant à se laisser entraîner par l'"illusion féodale" en définissant une telle classe simplement par sa "liaison" à la terre. À s'en tenir au langage de ces auteurs-la, on serait obligé de se rapporter à l'opposition de classe propre aux sociétés basées sur le "système de plantation" en les désignant comme "serfs" sans seigneurs et "capitalistes" sans ouvriers. Or, la solution à un tel paradoxe nous est indiquée par une approche "positionnelle" qui, tout en nous permettant de saisir le "système" complet des rapports de classes, nous montre que nous trouvons dans cette "structure de classes" un plus grand poids fonctionnel de la classe dominante.

Ce plus grand "poids fonctionnel" implique que toutes les "initiatives" dirigées dans le sens de l'adaptation du "système de plantation" aux exigences du capitalisme ou simplement du marché reviennent à cette classe. Cela est vrai qu'il s'agisse d'"adaptations" supposées par la dynamique même du "système", ou qu'il s'agisse de véritables changements d'échelle d'opérations. Autrement dit, du fait de la liaison de la classe propriétaire au développement capitaliste, on arrive à ce que la classe dominante (et donc conservatrice) est jusqu'au moment où le "système"

est "brisé", plus "orientée vers le changement" que la classe dominée qui, coupée de tout accès vers "l'extérieur", est "traditionnellement orientée" (28). Cette tendance ne s'inverse qu'à partir du moment où l'isolement des travailleurs ruraux est rompu, c'est-à-dire, à partir du moment où ce "système de positions" que constitue la "structure de classes" s'est dans une certaine mesure transformé.

Mais, avant de poser le problème des transformations du "système de plantation", arrêtons nous sur l'autre aspect des implications de "l'isolement" du travailleur sur la "structure de classes". L'isolement des plantations et l'isolement des travailleurs sont la forme même que prend la dominance du politique (29) dans les formations sociales relevant de la plantation. Ainsi, la lutte de classes y est toute refractée dans les formes de conflit imposées par une telle dominance du politique. Si la lutte de classes n'est pas "reconnue", si elle est masquée par la "pseudo-communauté" d'intérêts de travailleurs et des propriétaires à qui ils sont "liés"; si, pour employer le concept de DAHRENDORF (30), il n'y a

(28) WOLF & MINTZ: op. cit., p. 391.

(29) C'est au politique défini comme l'articulation de ces deux "axes" de violence pure se soutenant mutuellement (voir pages antérieures), que nous nous rapportons; ou, pour employer les termes dont WOLF fait usage, à l'articulation du "pouvoir diffus" au niveau du "système" dans son ensemble avec le "pouvoir concentré" des propriétaires dans chaque "unité". (Cf. WOLF: "Aspectos específicos...", cit., pp. 153 et suiv.). Nous faisons ainsi abstraction de l'Etat "fiscaliste" qui semble se superposer à l'économie de plantation, au moins dans les formes historiques qu'elle a pris dans les pays à colonisation espagnole et portugaise. C'est-à-dire, nous ne visons qu'un pôle de la dualité politique signalée par les historiens brésiliens.

(30) Ralf DAHRENDORF: Las clases sociales y su conflicto en la sociedad industrial, pp. 206 et suiv.

pas de "groupes d'intérêts" propres à l'objectivation de l'opposition de classes, celle-ci doit se manifester à travers d'autres formes et, tout d'abord, à travers les formes "politiques" reconnues par le "système" (31).

Nous avons établi au début la dépendance originaire du "système de plantation" à l'égard du "système capitaliste", voire du mode capitaliste de production. Nous avons aussi établi qu'une telle dépendance répondait aux exigences d'"accumulation primitive" du capitalisme. Il serait donc logique de supposer que, tant que de telles exigences seraient maintenues, le "système de plantation" tenderait à se maintenir; et que, inversement, une fois celles-ci supprimées, le "système de plantation" devrait disparaître. Si, seules des analyses concrètes des formations sociales historiques où existent les plantations, peuvent donner une réponse au problème de la "diachronie" (32) dans ces formations sociales et dans leurs "bases économiques" spécifiquement, les développements que nous venons de faire permettent d'avancer de quelques pas.

(31) Là, on serait tenté d'avancer la possibilité suivante: ce serait la clef pour l'explication du fait que même quelques uns des mouvements plus ouvertement contestataires de l'ordre dominant dans les sociétés de plantations, aient gardé, dans leur organisation, les formes reconnues par la société qui est contestée. On pourrait donner l'exemple des quilombos (communautés d'esclaves enfuis des plantations) qui organisaient leur production avec le concours du travail esclave.

(32) Dans le sens qui lui est attribué par BALIBAR: "On réservera donc le concept de diachronie au temps du passage d'un mode de production à un autre, c'est-à-dire au temps déterminé par le remplacement et la transformation des rapports de production qui constituent la double articulation de la structure"; opposé à celui de dynamique qui désigne "un mouvement de développement interieur à la structure et suffisamment déterminé par elle..., s'effectuant selon un rythme et une vitesse propres déterminés par la structure, possédant une orientation nécessaire irréversible, et conservant (reproduisant) indéfiniment à une autre échelle les propriétés de la structure. (...)" (Etienne BALIBAR: op. cit., p. 310 et 312).

Si l'affirmation que l'"isolement" des plantations et des travailleurs y constitue la forme propre de dominance du politique est correcte, nous pouvons formuler ce qui était implicite dans les analyses des historiens brésiliens, quoique déclaré exceptionnel: que toute rupture du "système" signifie nécessairement la suppression de cette "forme". D'autre part, la considération de l'extrême flexibilité du "système de plantation" .. effet de sa liaison directe au marché .. et de la position toute spéciale de la classe propriétaire dans la "structure de classes" qui lui correspond, permet de poser la possibilité de changements plus ou moins profonds (dans ce sens qu'il mettent en cause la dynamique propre du "système") sans un changement nécessaire antérieur de la "fonction" autour de laquelle le "système" s'organise.

Si nous nous plaçons par exemple, sous l'angle de la "structure de classes", nous voyons que sa "force", ce qui assure son maintien - le plus grand poids fonctionnel de la classe dominante .. est aussi sa "faiblesse". La "force", dans la mesure où le marché international ne connaissant pas de crises, il assure la perpétuation du "système" (on n'a pas d'alternative: il n'y a et il ne peut y avoir qu'une seule forme de légitimité, etc.). La faiblesse: le marché connaît des crises (c'est de son "essence" ou de l'"essence" du mode de production dont il dépend) - l'importance positionnelle des propriétaires est telle que le renoncement au maintien de l'isolement des travailleurs n'est pas une possibilité exclue. Or, la rupture de l'isolement des travailleurs implique tout un réaménagement de la "structure de classes" et donc la possibilité de nouvelles formes d'"association" que celles supposées par un tel "isole-

ment" (33). Mais probablement, c'est plutôt dans l'articulation de la "fonction" qui définit le "système de plantation" avec les formes sociales effectives qui y sont en jeu, qu'on trouvera le secret de la "diachronie" dans les formations sociales relevant du "système de plantation". Cependant, cela reste en suspens jusqu'à ce que soit défini le statut théorique du concept d'"accumulation primitive" - ne désigne-t-il qu'une "réalité" contingente au capitalisme ou, au contraire, s'agit-il d'un mécanisme essentiel au capitalisme? - et jusqu'à ce que soient identifiées les autres "fonctions" supposées par le "rapport colonial".

Dans les limites que nous nous sommes imposées, toutefois, nous pouvons essayer de compenser ces difficultés majeures par un début de réponse à propos de la plantation. La "combinaison" identifiée comme responsable de l'émergence de ce type d'"unité économique", ne coïncide ni avec celle propre au mode capitaliste de production ni avec celle propre au mode de production féodale. Certes, le développement de la théorie du mode capitaliste de production ou du mode de production esclavagiste peut arriver à rendre compte de l'existence d'une telle "unité économique" et de l'économie où elle opère. Mais, tant qu'un tel développement ne sera pas accompli, il nous semble plus adéquat de voir dans le "système de plantation" un mode de production spécifique, dont la logique ne peut se réduire à celle des modes mentionnées. Le mot pour désigner un tel mode est absolument secondaire; on peut l'appeler X ou lui garder l'expression "système de plantation" par opposition à "système de plantations" (au pluriel) -

(33) Les anthropologues et historiens qui ont étudié les plantations d'Amérique Centrale ont mis en relief le rôle que la formation de marchés locaux a joué dans la liquidation des "plantations de type ancien". Voir MINTZ & HALL, op. cit., passim.

qui désignerait son objet empirique, selon la suggestion faite, à un autre niveau de préoccupations, par Edgard THOMPSON (34).

Cependant, il faut insister sur un point qui était jusqu'ici implicite. Il ne s'agit pas d'un mode de production du même statut que les autres. Il est dépendant à l'origine (logique) d'un autre mode de production: le mode capitaliste. C'est-à-dire, il n'existe que dans la mesure où existe le mode de production capitaliste. Pour exprimer d'une manière adéquate son statut "d'origine", nous proposons de le classer comme un mode de production "dépendant" ou "subsidaire".

Il ne faut pas confondre la problématique du statut théorique de ce "mode" avec la problématique de la dominance des modes de production dans une formation sociale. En tant que "mode de production", le "système de plantation" peut aussi bien être dominant que secondaire (quoique cela pose tout un ensemble de problèmes). Mais, il ne perd en aucun cas son caractère de mode "subsidaire".

La spécificité du "système de plantation" comme mode de production n'est pas, disons le, une idée totalement étrangère aux auteurs brésiliens. Elle est dessinée en creux dans la formule monstrueuse d'un mode ou système "mixte". Elle est indiquée comme formule littéraire dans certains passages critiques du discours de plusieurs auteurs latino-américains (35), sans pour autant avoir été "assumée" théoriquement par ces au

(34) Edgard THOMPSON: "La plantación como sistema social", p. 37.

(35) Ainsi, Alberto PASSOS GUIMARÃES dit, en se rapportant au Brésil-colonie: "C'est le mode de production du sucre ici implanté qui a donné forme, dans les premiers temps de la colonisation, au régime de terres et, d'ailleurs, à toute la société qui s'élevait sur celui-ci. Mode de production peut-être sui-generis dans l'histoire dès qu'il réunissait des éléments de deux régimes économiques: le régime féodal de la propriété et

teurs. C'est l'esquisse provisoire de ce qui serait la théorie de ce mode de production que nous avons essayé de faire. Il permettra peut-être une reprise plus fructueuse du débat que nous avons étudié dans les chapitres précédents.

Cependant, deux remarques s'imposent. La première à propos des limites d'une telle proposition: en plus, et peut-être même avant de penser le statut théorique de ce mode "subsidaire", il faut en formuler théoriquement le problème de la diachronie. La deuxième comme un avertissement contre des fausses interprétations possibles: il ne faut pas voir dans l'esquisse précédente l'affirmation de la plantation, tel qu'on la trouve effectivement, comme la "réalisation" de ce mode de production. Rien de plus éloigné de nos formulations. Le mode de production auquel nous nous rapportons coexiste dans les formations sociales des aires de plantation avec d'autres modes de production. Au maximum, ce qui pourrait être pertinent serait de dire que, si l'on suppose un tel mode inexistant, on ne peut pas concevoir l'existence des plantations telles qu'elles se présentent effectivement (à ceux qui l'étudient, bien entendu). Le "champ" des "phénomènes réels" atteint par notre construction

le régime esclavagiste de travail" (PASCO GUIMARÃES: Quatro Séculos de Latifundio, p. 42).

Carlos ROMEO, en essayant de classer les rapports de production trouvables dans l'agriculture latino-américaine, y distingue, à côté des "rapports de production de type capitaliste" et de la "paysannerie", des "rapports de production latifundistes non-capitalistes entre d'une part le grand propriétaire et d'autre part les travailleurs agricoles qui sont attachés à l'exploitation comme les serfs des temps féodaux, devant travailler tant de jours par an pour le propriétaire, en échange d'une parcelle de terre, et d'un logement sur le domaine" (Carlos ROMEO: Sur les classes sociales en Amérique Latine, p. 16). Cependant, on ne voit pas bien dans le texte, si l'auteur y inclut les "plantations de type ancien" ou simplement les latifundia d'aujourd'hui.

est infiniment plus étroit que celui atteint par le discours des agents du champ intellectuel visé dans les trois premières parties de ce travail.

CONCLUSION

Le débat que nous venons d'analyser se présente à première vue comme un ensemble de discussions de caractère scientifique ou presque scientifique, opposant des groupes d'historiens et sociologues, qui ne se rait pas encore arrivé à bon terme soit par manque d'information, soit par des parti pris politiques qui empêchent que les auteurs placés de l'autre côté voient ce qui existe effectivement.

Cependant, à partir du moment où, au lieu de se situer dans ce débat, on le constitue comme objet d'analyse, les choses changent. D'abord, là où l'on pensait trouver un débat scientifique, on trouve un débat idéologique. L'argumentation des deux courants est également respectable, mais les conclusions auxquelles arrivent les auteurs ne lui doivent rien. En fait, les résultats présentés par les auteurs sont indépendants de leur recherche. Le manque d'informations (on n'aura jamais des informations complètes dans le sens voulu par ces auteurs) est plutôt une justification de la pérennité du débat (on aura toujours des données nouvelles). Cela vaut également pour les accusations mutuelles d'apriorisme qui, en refusant de soulever les problèmes théoriques suscités par un tel débat, ne fait que légitimer la problématique spontanée des savants, qui, tout en étant celle des "savants" est aussi "sauvage" que les "problématiques" non-savantes par le fait même qu'elle est spontanée.

Ensuite, là où on voyait une divergence, on a trouvé un consensus: les mêmes arguments, les mêmes démarches, mais surtout une problématique commune. Si la question générale "l'agriculture brésilienne est-elle féodale ou capitaliste" a l'air d'écarter les auteurs, les questions particulières qu'elle implique les rapproche. Que l'auteur choisisse de

se ranger parmi les partisans d'une thèse, ou au contraire, qu'il soit d'accord avec ceux qui soutiennent la thèse contraire, il veut toujours savoir la même chose. Mais le débat dont il est question, masque cette problématique commune tout en la portant. Si les auteurs se font comprendre, c'est qu'il y a des notions comme celles de "réalité brésilienne", "transplantation", "héritage", qui, dans leur équivocité et apparente innocence délimitent un champ commun de problèmes "théoriques".

On pourrait alors se demander pourquoi on ne laisse le débat de côté tout simplement? Il y a des auteurs qui, en ayant l'intuition de son caractère idéologique ou le prenant comme "une simple question sémantique", l'ont fait. On oublie cependant que, dès qu'on le place comme objet d'a-nalyse, il devient clair que les questions qui soutiennent véritablement ce débat transcendent les questions explicitement formulées et les limites du débat déclaré. Ainsi le supprimer ou prendre positions, ces deux options arrivent au même résultat: masquer les questions qui le soutiennent.

D'autre part le débat pointe vers certains "problèmes réels" qui ne sont pas moins réels du fait que celui-ci ait un caractère idéologique. Le fait d'incorporer le débat en tant que fait en soi ne peut pas nous faire oublier qu'il reste toujours une autre "région", passible d'analyse, à être analysée. Il serait naïf de croire qu'on met entre parenthèses les problèmes que le débat veut toucher par sa simple constitution comme objet. Au contraire, c'est seulement parce que nous avons une approche alternative à celles mises en oeuvre dans la production intellectuelle analysée que nous pouvons nous en écarter et le poser comme objet d'analyse.

Ce faisant, nous n'avons pas d'illusions sur le destin d'un tel débat et de la problématique que lui sert de support. La force d'une idéologie est dans sa capacité d'incorporer non seulement ce qu'on essaie de

dire sur ses "objets", mais aussi dans sa capacité de s'appropriier de tout discours portant sur elle-même. Il ne serait donc surprenant qu'on vienne à nous classer dans ce débat comme proposant une quelconque "troisième position". Mais plus qu'un risque auquel on serait exposé, ce serait plutôt un symptôme indiquant que nous avons bien compris la nature de ce débat.

oooOooo

MP/amrr.

BIBLIOGRAPHIE

I - Ouvrages concernant le débat

ACCIOLY BORGES, Thomas Pompeu - A Estrutura Agrária do Brasil, n/d. (ro
néot.).

ASSIS TAVARES - "Caio Prado e a Teoria da Revolução Brasileira", Revista
Civilização Brasileira, Rio de Janeiro, (11-12): pp. 48-80,
Dec. 1966/Mars 1967.

AZEVEDO, Fernando de - Canaviais e engenhos na vida política do Brasil,
Rio de Janeiro, Instituto do Açúcar e do Alcool, 1948.

BAGU, Sergio - Economía de la sociedad colonial; ensayo de historia com-
parada de America Latina, Buenos Aires, Librería El Ateneo Edi-
torial, 1949.

BASBAUM, Leôncio - História Sincera da República das origens até 1889;
tentativa de interpretação marxista, Rio de Janeiro, Livraria
São José, 1957.

BASBAUM, Leôncio - História Sincera da República de 1889 a 1930, São Pau-
lo, Edições LB, 1962 (2a. edição).

BRASIL, IBGE - Conselho Nacional de Estatística, VI Recenseamento Geral
do Brasil, Censo Agrícola (1950), Rio de Janeiro, 1956.

BRASIL, IBGE - Conselho Nacional de Estatística, VI Recenseamento Geral
do Brasil, Censo Demográfico (1950), Rio de Janeiro, 1956.

CALDEIRA, Clovis - Arrendamento e Parceria, Rio de Janeiro, Comissão Na-
cional de Política Agrária, 1955.

CARDOSO, Fernando Henrique - "Tensões Sociais no campo e reforma agrária",
Revista Brasileira de Estudos Políticos, Belo Horizonte, (12):
pp. 7-26, outubro de 1961.

CAVALCANTI, Paulo - Os equívocos de Caio Prado Júnior, Argumentos, nº 1,
São Paulo, n/d.

CIDA - Posse e uso da terra e desenvolvimento sócio-econômico do setor a-
grícola - Brasil, Washington, D.C., Comité Interamericano de De-
senvolvimento Agrícola, União Pan-Americana, Secretaria Geral
da O.E.A., 1966.

CINTRA, Antonio Otavio - "A Função Política no Brasil Colonial", Revista
Brasileira de Estudos Políticos, Belo Horizonte (18): pp. 81-
104, janvier, 1965.

- CORREIA DE ANDRADE, Manoel - A terra e o homem no Nordeste, São Paulo, Ed. Brasiliense, 1964 (2a. ed.).
- COSTA PINTO, L.A. - "As classes sociais no Brasil" (1951), in Sociologia e Desenvolvimento, Rio de Janeiro, Ed. Civilização Brasileira, 1963.
- COSTA PINTO, L.A. - "A estrutura da sociedade rural brasileira", (1948), in Sociologia e Desenvolvimento, Rio de Janeiro, Ed. Civilização Brasileira, 1963.
- COSTA PINTO, L.A. - Lutas de famílias no Brasil, São Paulo, Cia. Editôra Nacional (coleção "Brasiliana"), 1947.
- COUTINHO CAVALCANTI - Um projeto de reforma agrária, Rio de Janeiro, MEC - Instituto Nacional do Livro, 1959.
- DIAS TAVARES, Luis Henrique - "O Problema Histórico da Propriedade da Terra", Seminário sobre a Evolução da Sociedade Brasileira, Salvador, Universidade da Bahia, Instituto de Ciências Sociais, Série Seminários e Conferências, n.ºs 3/62 e 6/62, 1962 (ronéo.).
- DIÉGUES JÚNIOR, Manuel - Engenho de açúcar no Nordeste, Rio de Janeiro, Ministério da Agricultura, Serviço de Informação Agrícola, 1952 (Documentário da vida rural 1).
- DIÉGUES JÚNIOR, Manuel - O Banguê nas Alagoas, Rio de Janeiro, Instituto do Açúcar e do Alcool, 1949.
- DIÉGUES JÚNIOR, Manuel - População e propriedade da terra no Brasil, Washington e Rio de Janeiro, Organização dos Estados Americanos, União Pan-Americana, 1959.
- DOS SANTOS, Joel Rufino et al. - História Nova do Brasil, São Paulo, Ed. Brasiliense, 1964, Vol. 4: Abolição, Advento da República, Florianismo.
- DUARTE, Nestor - A Ordem Privada e a Organização Política Nacional; contri
buição e sociologia política brasileira, São Paulo, Cia. Ed. Na
cional, 1939.
- DUARTE, Nestor - Reforma Agrária, Rio de Janeiro, MEC, 1953.
- FACÓ, Rui - Brasil, Siglo XX, La Habana, Ediciones Venceremos, 1964.
- FACÓ, Rui - Cangaceiros e fanáticos, Rio de Janeiro, Ed. Civilização Brasileira, 1963.
- FAORO, Raymundo - Os donos do poder; formação do patronato político brasileiro, Porto Alegre, Editora Globo, 1958.

- FAUSTO, Ruy - "'A Revolução Brasileira' de Caio Prado Júnior". Teoria e Prática, São Paulo, (2): oct. 1967.
- FREIRE, Gilberto - Casa grande e senzala. Rio de Janeiro, Schmidt-Editor, 1938.
- FURTADO, Celso - Formação econômica do Brasil. Rio de Janeiro, Ed. Fundo de Cultura, 1961.
- FURTADO, Celso - Subdesenvolvimento e estagnação na América Latina. Rio de Janeiro, Ed. Civilização Brasileira, 1966.
- GUERREIRO RAMOS - "A Problemática da Realidade Brasileira", in Introdução aos Problemas do Brasil, Rio de Janeiro, MEC-ISEB, 1956, pp. 13-32.
- GUERREIRO RAMOS - A redução sociológica. Rio de Janeiro, Edições Tempo Brasileiro, 1965.
- GUNDER FRANK, Andrew - "A Agricultura brasileira e o mito do feudalismo", Revista Brasiliense, São Paulo: jan.-fev. 1964, pp. 47-70.
- GUNDER FRANK, Andrew - Capitalism and underdevelopment in Latin America; Historical Studies of Chile and Brazil, New York and London, Monthly Review Press, 1967.
- GUNDER FRANK, Andrew - "Quien es el enemigo inmediato? Latino América: subdesarrollo capitalista o revolución socialista", Ruedo Ibérico, Paris, (15): 55-82, oct.-nov. 1967.
- HERCULANO, Alexandre - "Da existência ou não existência do feudalismo nos reinos de Leão, Castela e Portugal (1875-1877)". In Opusculos, Lisboa, José Bastos & Cia. Livraria Ed. (Antiga Casa Bertrand), 1907 (3a. ed.), tomo V, pp. 183-301.
- HOUAISS, Antonio - "Quatro séculos de latifúndio", Revista Civilização Brasileira, Rio de Janeiro, (19-20): 17-24, maio-agosto de 1968.
- IANNI, Octavio - "A constituição do proletariado agrícola no Brasil", Revista Brasileira de Estudos Políticos, Belo Horizonte, (12): 27-46, outubro de 1961.
- JAGUARIBE, Hólio - Desenvolvimento econômico e desenvolvimento político, Rio de Janeiro, Ed. Fundo de Cultura, 1962.
- LAMBERT, Jacques - Os dois Brasis, Rio de Janeiro, MEC-INEP-CBPE, 1959.
- MALTA, César - "'A Revolução Brasileira' de Caio Prado Júnior", Revista Civilização Brasileira, Rio de Janeiro, (9-10): sept.-nov. 1966.
- MARTINS JÚNIOR - História do Direito Nacional, Pernambuco, Cooperativa Editora e de Cultura Intelectual, 1941 (2a. ed.).

- MERCADANTE, Paulo - A Consciência conservadora no Brasil, Rio de Janeiro, Ed. Saga, 1965.
- NABUCO, Joaquim - O Abolicionismo, Londres, Typ. Abraham Kingdom & Co., 1883.
- OLIVEIRA VIANNA - Evolução do Povo Brasileiro, São Paulo, Cia. Ed. Nacional, Brasileira, X, 1933 (2a. ed.).
- PAIM, Gilberto - Industrialização e Economia Natural, Rio de Janeiro, MEC-ISEB, Col. Textos de Economia, 1957.
- PAIM, Gilberto - "Não Existe Aliança entre Latifúndio e Imperialismo", Correio da Manhã, Rio de Janeiro, domingo, 19 de março de 1967 (49º caderno).
- PAIXÃO, Moacir - "Elementos da questão agrária", Revista Brasiliense, São Paulo, (24): 25-48, jul.-ago. 1958.
- PASSOS GUIMARÃES, Alberto - Quatro Séculos de Latifúndio, São Paulo, Ed. Fulgor, 1964.
- PEREIRA DE QUEIROZ, Maria Isaura - "Les classes sociales au Brésil", Cahiers Internationaux de Sociologie, Paris, XXXIX: 137-170, juil.-dec. 1965.
- PEREIRA DE QUEIROZ, Maria Isaura - "O mandonismo local na vida política brasileira", in M. I. Pereira de Queiroz et al., Estudos de Sociologia e História, São Paulo, Anhembi, 1957, pp. 194-301.
- PEREIRA DE QUEIROZ, Maria Isaura - "Uma categoria rural esquecida", Revista Brasiliense, São Paulo, (45): 85-97, jan.-fev. 1963.
- POMAR, Valter - A Questão Agrária e a Contra-Revolução do Sr. Caio Prado. Rio de Janeiro, Ed. Alvorada, 1969 (roneo.).
- PRADO JÚNIOR, Caio - "Adendo à Revolução Brasileira", Revista Civilização Brasileira, Rio de Janeiro, (14): 43-74, jul. 1967.
- PRADO JÚNIOR, Caio - "Compte-rendu du rapport du CIDA: Posse e Uso da Terra e Desenvolvimento Sócio-Econômico Agrícola - Brasil". América Latina, Rio de Janeiro, (3): juillet-sept. 1967, 117-124.
- PRADO JÚNIOR, Caio - "Contribuição par a análise da questão agrária no Brasil", Revista Brasiliense, São Paulo, (28): março-abril 1960.
- PRADO JÚNIOR, Caio - A Revolução Brasileira, São Paulo, Ed. Brasiliense, 1966.
- PRADO JÚNIOR, Caio - Esboço dos Fundamentos da Teoria Econômica, São Paulo, Ed. Brasiliense, 1961 (3a. ed.).

- PRADO JÚNIOR, Caio - Evolução Política do Brasil e outros estudos, São Paulo, Ed. Brasiliense, 1957 (2a. ed.).
- PRADO JÚNIOR, Caio - Formação do Brasil Contemporâneo; Colônia, São Paulo, Cia. Ed. Nacional, 1953 (4a. ed.).
- PRADO JÚNIOR, Caio - "Marcha da questão agrária no Brasil", Revista Brasileira, São Paulo, (51): 1-9, Jan.-fev. 1964.
- PRADO JÚNIOR, Caio - "Nova Contribuição para a análise da questão agrária no Brasil", Revista Brasileira, São Paulo, (43): 11-52, sept.-oct. 1962.
- RANGEL, Inacio - "A dinâmica da dualidade brasileira", Revista Brasileira de Ciências Sociais, Belo Horizonte, II (2): 215-235, julho 1962.
- RANGEL, Inacio - A questão agrária brasileira, n/d. (ronéo.).
- RANGEL, Inacio - Dualidade Básica da Economia Brasileira, Rio de Janeiro, MEC-ISEB, 1957, (preface de Alberto GUERREIRO RAMOS) (Textos Brasileiros de Economia 2).
- REBOUÇAS, André - Diário e Notas Autobiográficas, textes choisis et notes par Ana Flora e Inacio José Verissimo, Rio de Janeiro, Livraria José Olympio Editôra, 1938 (Documentos Brasileiros, 12).
- RIOS, José Arthur - "A Revolução Brasileira", Cadernos Brasileiros, Rio de Janeiro, (37): sept.-octobre 1966.
- SCHATTA, Salomão - "Estrutura econômica da agricultura paulista", Revista Brasileira de Estudos Políticos, Belo Horizonte, (12): 85-119, outubro de 1961.
- SCHILLING, Paulo R. - O que é a reforma agrária? Rio de Janeiro, Editôra Civilização Brasileira, 1963, 133 pp., (Cadernos do Povo Brasileiro, 10).
- SIMONSEN, Roberto - História Econômica do Brasil: 1500-1820, São Paulo, Cia. Ed. Nacional, Col. Biblioteca Pedagógica Brasileira, Brasileira (tomo I), 1937.
- SILVEIRA, Cid - "Teoria Marxista da Revolução Brasileira", Revista Civilização Brasileira, Rio de Janeiro, (8): juillet 1966.
- SINGER, Paul - "Agricultura e desenvolvimento Econômico", Revista Brasileira de Estudos Políticos, Belo Horizonte, (12): 64-84, outubro de 1961.
- STAVENHAGEN, Rodolfo - "Sete teses equivocadas sobre a América Latina", in José Carlos DURAND (ed.): Sociologia do Desenvolvimento, Rio de Janeiro, Zahar Editores, 1967, pp. 121-136.

- TEIXEIRA MANTOIRO, Douglas - "Estrutura social e vida econômica em uma área de pequena propriedade e monocultura", Revista Brasileira de Estudos Políticos, Belo Horizonte, (12): 47-63, outubro de 1961.
10. Orlino Guilherme - "O conceito de camponês e sua aplicação à análise do meio rural brasileiro", América Latina, Rio de Janeiro, (3): 96-104, janv.-mars 1969.
- WAIBEL, Leo - Capítulos de Geografia Tropical e do Brasil, Rio de Janeiro, IBGE-CNG, 1958.
- WERNECK SODRÉ, Nelson - "As classes sociais no Brasil", Introdução à Revolução Brasileira, Rio de Janeiro, Ed. Civilização Brasileira, 1963 (2e. ed.).
- WERNECK SODRÉ, Nelson - "Estudo histórico-sociológico da cultura brasileira", in Introdução aos Problemas do Brasil, Rio de Janeiro, MEC-ISEB, 1956, pp. 159-186.
- WERNECK SODRÉ, Nelson - "Formação da economia nacional", Introdução à Revolução Brasileira, Rio de Janeiro, Ed. Civilização Brasileira, 1963 (2e ed.), pp. 61-114.
- WERNECK SODRÉ, Nelson - Formação histórica do Brasil, São Paulo, Ed. Brasiliense, 1963.

II - Ouvrages de référence

- ALTHUSSER, Louis; BALIBAR, Etienne; ESTABLET, Roger - Lire le Capital. Paris, François Maspéro, 1967, tome II.
- ALTHUSSER, Louis - Pour Marx, Paris, François Maspéro, 1966.
- BETELHEIM, Charles - "Problématique de l'économie de transition", Etudes de Planification Socialiste, Paris, (3), mars 1966 (ronéo.).
- BOURDIEU, Pierre - "Champ intellectuel et projet créateur", Les Temps Modernes, Paris, (246):865-906, novembre 1966.
- BOURDIEU, Pierre - "Constitution de classe et position de classe", Archives Européennes de Sociologie, Paris, VII (2): 201-223, 1966.
- BOURDIEU, Pierre et al. - Le métier du sociologue, Paris, EPHE, Mouton Bordas, 1968.
- BOURDIEU, Pierre et PASSERON, Juan Claude - "Sociology and Philosophy in France since 1945 - Death and Resurrection of a Philosophy without subject", Social Research, 34 (1): 162-212, Spring 1967.

- BOURDIEU, Pierre - "Systèmes d'enseignement et systèmes de pensée", Revue Internationale des Sciences Sociales, Paris, XII, (3): 367-388, 1967.
- CARDOSO, Fernando Henrique - Capitalismo e Escravidão no Brasil Meridional, São Paulo, Edição Europa do Livro, 1962.
- CORBIÈRE, Roland - "Situação e alternativas da cultura brasileira", in Introdução aos problemas do Brasil, Rio de Janeiro, MEC-ISEB, 1956, pp. 167-220.
- EHRENDORF, Ralf - Las clases sociales y su conflicto en la sociedad industrial, Madrid, Ediciones Rialp, 1962.
- DOS SANTOS, Wanderley Guilherme - "A imaginação político-social brasileira", Dados, Rio de Janeiro, (2/3): 182-193, 1967.
- FURTADO, Celso - Dialética do Desenvolvimento, Rio de Janeiro, Fundo de Cultura, 1964.
- GENOVESE, Eugène D. - Economie Politique de l'Esclavage; essai sur l'économie et la société du sud esclavagiste, Paris, Maspéro, 1968.
- GODELIER, Maurice - "Entretien avec Maurice Godelier", Cahiers de Philosophie, Paris, (1): 65-74, janvier 1966 (n° sur l'"Anthropologic").
- GODELIER, Maurice - La notion de "mode de production, asistique" et les schémas marxistes d'évolution des sociétés, Les Cahiers du Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes, Paris, s/d. (1964).
- GODELIER, Maurice - "La pensée de Marx et d'Engels aujourd'hui et les recherches de demain", La pensée, Paris (143): 92-120, février 1969.
- GODELIER, Maurice - Rationalité et irrationalité en économie, Paris, Maspéro, 1966.
- GODELIER, Maurice - "Remarques sur les concepts de structure et de contradiction", Aletheia, Paris (4): 228-236, mai 1966.
- GODELIER, Maurice - "Science de l'Histoire et théorie des systèmes", Paris, Aletheia (6): 224-231, avril 1967.
- GODELIER, Maurice - "Système, structure et contradiction dans "Le Capital", Les Temps Modernes, Paris (246): 828-864, novembre 1966.
- Les Problèmes agraires des Amériques Latines, Colloques Internationaux du C.N.R.S. (Sciences Humaines), Paris, 11-16 octobre 1965, Paris, Editions du C.N.R.S., 1967.
- WANDER, Ernest - "L'accumulation primitive et l'industrialisation du Tiers-Monde", in Victor PAY (org.): En partant du "Capital", Paris, Ed. Anthropos, 1968, pp. 143-168.

- MARIATEGUI, José Carlos - "Le Problème de la terre en Amérique Latine", Partisans, Paris (13): 139-157, dec. 63-janv. 64.
- MARX, Karl - Fondements de la Critique de l'Economie Politique, Paris, Ed. Anthropos, 1961, tome I.
- MARX, Karl - Le Capital, Paris, Ed. Sociales, 1950, livres I et III.
- MINTZ, Sidney - "The industrialization of sugar production and its relationship to social and economic change", in Robert Freeman SMITH (ed.), Background to Revolution: development of modern Cuba, New York, Alfred A. Knopf, 1966, pp. 176-186.
- MINTZ, Sidney and WALL, Douglas - "The origins of the Jamaican internal marketing system", in Papers in Caribbean Anthropology, compiled by Sidney W. Mintz, New York, Yale University, Department of Anthropology, 1960, 26 pp. (Yale University Publications in Anthropology, numbers 57-64).
- MINTZ, Sidney - Worker in the Cane - A Puerto Rican life history, New Haven, Yale University Press, 1960.
- POULANTZAS, Nicos - "Brèves remarques sur l'objet du "Capital", in Victor FAY (org.): En partant du "Capital", Paris, Ed. Anthropos, 1968, pp. 235-248.
- POULANTZAS, Nicos - Pouvoir politique et classes sociales de l'Etat capitaliste, Paris, Maspéro, 1968.
- ROMEO, Carlos - Sur les classes sociales en Amérique Latine, Paris, Maspéro, 1968.
- STAVENHAGEN, Rodolfo - "Classes sociales et stratification", L'Homme et la Société, Paris (8): 201-212, avril-mai-juin 1968.
- SURET-CANALE - "Problèmes théoriques de l'étude des premières sociétés de classes", Recherches Internationales à la Lumière du Marxisme, Paris (57-58): 5-16, janvier-avril 1967 (n° special sur "premières sociétés de classes et mode de production assistive").
- TERRAY, Emmanuel - Le Marxisme devant les sociétés primitives, Paris, Maspéro, 1967.
- THOMPSON, Edgard - "La plantación como sistema social", in Sistemas de plantaciones en el Nuevo Mundo, estudios y resúmenes de discusiones celebradas en el Seminario de San Juan, Puerto Rico, nov. 1957, Washington, Unión Panamericana, 1960.
- WEINBECK SODRÉ, Nelson - História da literatura brasileira, Rio de Janeiro, Ed. Civilização Brasileira, 1964.

- WILLIAMS, Eric - Capitalism and Slavery, London, André Deutsch Ltd., 1964.
- WOLF, Eric - "Aspectos específicos del sistema de plantaciones en el Nuevo Mundo: comunidad, subculturas y clases sociales", in Sistemas de plantaciones en el Nuevo Mundo, Seminario de San Juan, Puerto Rico, novl 1957, Washington, Union Panamericana, 1960, pp. 160-171.
- WOLF, Eric and HANSEN, Edward C. - "Caudillo politics: a structural analysis", Comparative Studies in Society and History, IX (2): 169-179, January, 1967.
- WOLF, Eric R. and MITZ, Sidney W. - "Haciendas and Plantations in Middle America and The Antilles", Social and Economic Studies, 6 (3): 380-412, 1957.
- WOLFE, H. - "Structure de classe et inégalité sociale", L'Homme et la Société, Paris (8): 183-200, avril-mai-juin 1968.

TABLE DES MATIERES

	page
PRESENTATION	i
INTRODUCTION	I
Ière partie - LE DEBAT DES HISTORIENS	1
Chapitre 1: Le féodalisme portugais	1
Chapitre 2: L'ethos de la colonisation	4
L'entreprise coloniale	4
Le rôle de l'Etat	5
Les "institutions transplantées"	8
Chapitre 3: Le féodalisme brésilien	24
Le "régime économique"	24
Les "regressions"	32
IIème partie - LE DELAT DES SOCIOLOGUES	36
Chapitre 1: Le caractère du latifundium	36
La "technologie"	41
Le "monopole de la terre"	45
Les "rapports de production"	49
Unité de marché ou unité de subsistance	66
Les "résidus"	73
Chapitre 2: Les classes sociales	76
Chapitre 3: La dualité politique	84
IIIème partie - LA PROBLEMATIQUE	91
L'objet	92
Le débat sociologique: les concepts	94
Le débat historique: la causalité temporelle	102
Les impasses	113
IVème partie - PROPOSITIONS	130
CONCLUSION	158
BIBLIOGRAPHIE	161